



Bulletin du Forum mondial de l'eau

Un rapport quotidien du 5ème Forum mondial de l'eau

Publication de l'Institut international du développement durable en collaboration avec le Secrétariat du 5ème Forum mondial de l'eau

5th WORLD WATER FORUM
ISTANBUL 2009

iisd | Reporting
Services

EN LIGNE À: [HTTP://WWW.IISD.CA/YWB/WATER/WORLDWATER5/](http://www.iisd.ca/ywb/water/worldwater5/)
ÉDITION #1, VOLUME 82, NUMÉRO 16, MARDI, 17 MARS 2009



FAITS MARQUANTS DU 5ÈME FORUM MONDIAL DE L'EAU: LUNDI 16 MARS 2009

Le 5ème Forum mondial de l'eau s'est ouvert le lundi 16 mars 2009 à Istanbul, Turquie, et se poursuivra jusqu'au 22 mars. Dans la matinée, les participants se sont réunis en séance plénière pour écouter les discours d'ouverture et assister à la remise du Prix du Premier Ministre de la République turque pour l'eau et du Grand Prix mondial du Roi Hassan II pour l'eau. Dans l'après-midi, l'on a procédé à l'ouverture des sessions thématiques et au lancement du Rapport mondial des Nations unies sur la mise en valeur des ressources en eau. Les participants ont également pris part à des sessions d'intérêt spécial.



G- D: Albert II, Prince de Monaco; Abdullah Gül, Président de la République turque; et Emomali Rakhmon, Président du Tadjikistan

Le Forum mondial de l'eau a pour objectif de faciliter une participation multipartite et un dialogue pour influencer la prise des décisions relatives à l'eau au niveau mondial, dans la poursuite d'un développement durable. Plus de 100 sessions thématiques sont prévues, et plus de 28000 participants attendus, notamment: des représentants des gouvernements, des agences des Nations unies, des organisations intergouvernementales et des organisations non gouvernementales (ONG), des universités, des médias et d'autres groupes de la société civile.

Le principal thème du Forum, "surmonter les divergences, pour l'eau" sera débattu dans six sous-thèmes, à savoir: le changement global et la gestion du risque; la promotion du développement humain et des Objectifs de Développement du

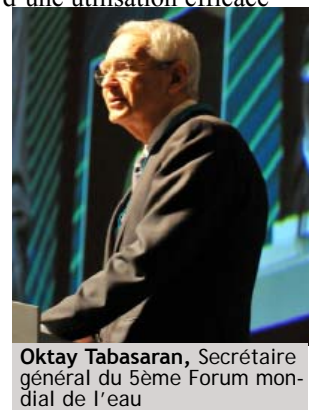
Millénaire (ODM); la gestion et la protection des ressources en eau; la gouvernance et la gestion; les finances; et le développement de l'éducation, de la connaissance et des capacités.

Une foire de l'eau et une exposition sur l'eau seront également organisées au cours du Forum, offrant ainsi aux participants une plate-forme pour présenter leurs réalisations et mettre en relief les aspects culturels de l'eau. Un Centre d'apprentissage facilitera les échanges de connaissances et d'expériences; l'on assistera également à des événements permettant la participation des grands groupes réunis en vertu de l'Agenda 21, en particulier les enfants, les jeunes et les femmes.

OUVERTURE DU FORUM

DISCOURS D'OUVERTURE: Oktay Tabasaran, Secrétaire général du 5ème Forum de l'eau, a souhaité la bienvenue aux participants et a souligné que l'objectif principal de ce forum est de traiter en urgence la question d'une utilisation efficace de l'eau. Il a déclaré que le Forum sera aussi une tribune où discuter du développement économique, de la gestion locale, de la gestion du risque, du développement humain et des objectifs de l'ODM.

Loïc Fauchon, Président du Conseil mondial de l'eau a souligné que la tâche d'assurer un accès à l'eau "est une longue voie pavée de difficultés", mais qu'elle doit être menée. Il a appelé à un partage plus rigoureux et plus harmonieux de l'eau et note l'importance de la volonté politique à cet égard. Fauchon a aussi relevé la nécessité d'une gestion efficace de l'eau, d'une protection des plus



Oktay Tabasaran, Secrétaire général du 5ème Forum mondial de l'eau



Délégués au cours de la cérémonie d'ouverture G-D: Abbas El Fassi, Premier Ministre du Maroc; Prince d'Orange Willem-Alexander des Pays-Bas; Celal Talabani, Président d'Iraq; Albert II, Prince de Monaco; et Abdullah Gül, Président de la République turque.

Le *Bulletin du Forum mondial de l'eau* est une publication de l'institut international du développement durable (IIDD) <info@iisd.ca>, éditeurs du *Bulletin des Négociations de la terre* © <enb@iisd.org>. Ce numéro a été rédigé et édité par Robynne Boyd, Claudio Chiarolla, Alexandra Conliffe, Tallash Kantai, Wangu Mwangi, Kate Neville, et Anna Schulz. Photographie: Leila Mead. Éditeur numérique: Diego Noguera. Version française: Hélène Kom - révision: Pia M. Kohler, Ph.D. Éditeur: Lisa Schipper, Ph.D. <lisa@iisd.org>. Directeur du Service d'information de l'IIDD: Langston James "Kimo" Goree VI <kimo@iisd.org>. Le financement de la couverture de cette réunion a été fourni par le Secrétariat du 5ème Forum mondial de l'eau. L'IIDD peut être joint par voie postale au 161 Portage Avenue East, 6th Floor, Winnipeg, Manitoba R3B 0Y4, Canada; par téléphone au: +1-204-958-7700; et par télécopieur au: +1-204-958-7710. Les opinions exprimées dans le *Bulletin* appartiennent à leurs auteurs et ne reflètent pas forcément les vues de l'IIDD. Des extraits du *Bulletin* peuvent être utilisés dans d'autres publications moyennant citation académique appropriée. Les versions électroniques du *Bulletin* sont transmises à travers notre liste de distribution e-mail (formats HTML et PDF) et sont disponibles en ligne au <<http://www.iisd.ca/>>. Pour tous renseignements sur le *Bulletin*, y compris les demandes de couverture d'événements par nos services, contacter le Directeur du service d'information de l'IIDD par courriel à: <kimo@iisd.org>, par téléphone à: +1-646-536-7556 et par voie postale au 300 East 56th St., 11A, New York, NY 10022, États-Unis d'Amérique. L'équipe de l'IIDD au 5ème Forum mondial de l'eau peut être jointe par courrier électronique à: <alexandra@iisd.org>.



Lóic Fauchon, Président du Conseil mondial de l'eau

pauvres, ainsi que la nécessité de prendre en compte le principe de l'eau virtuelle.

Rappelant que les idéaux d'Istanbul sont la paix et la tolérance, Kadir Topbaş, Maire d'Istanbul a souhaité aux participants la bienvenue dans sa ville. Il a remarqué que les villes sont de grandes consommatrices des ressources en eau et que les autorités locales avaient une obligation de protéger les ressources naturelles et de planifier la sécurité de l'eau

pour les générations futures.

Veysel Eroğlu, Ministre de l'environnement et de la foresterie de Turquie, a relevé que les questions liées à l'eau affectent la paix et que la stabilité ne peut être atteinte que grâce à une répartition juste des ressources en eau. Il a déclaré que l'eau est indispensable pour le développement et a souligné la nécessité de répondre à la sécheresse en Afrique et ailleurs dans le monde. Eroğlu a aussi souligné la nécessité de disposer d'une grande infrastructure de l'eau en Turquie et rappelé que l'objectif du Forum n'était pas de commercialiser l'eau, mais de fournir "une eau de bonne qualité à tous".

José Luis Luege Tamargo, Directeur général de la Commission nationale de l'eau du Mexique a, au nom du Président Felipe Calderón du Mexique, parlé de la gestion de l'eau, du changement climatique et des projets d'infrastructure lancés lors du 4ème Forum mondial de l'eau tenu à Mexico.

Le Sous-secrétaire général des Nations unies, Sha Zukang, au nom du Secrétaire général des Nations unies Ban Ki-moon, a souligné que le Forum mondial de l'eau facilite le dialogue entre la communauté de ceux qui élaborent les politiques et la société civile. Il a recommandé quatre domaines d'action stratégique pour le Forum, à savoir: souligner les liens entre l'eau et le changement climatique; tirer des leçons de la réduction des risques de désastre pour accroître la capacité d'adaptation; améliorer la capacité des individus et des institutions grâce à l'appui des ressources financières et reconnaître l'importance de la gestion collaborative des eaux transfrontalières.

Abbas El Fassi, Premier Ministre du Maroc, a noté que le Forum se tient à la suite de la Conférence de haut niveau sur la sécurité alimentaire mondiale organisée en 2008, et précède les négociations des Nations unies de 2009 sur un régime climatique de l'après 2012; le Forum intervient aussi au milieu d'une crise financière internationale.

Naruhito Kōtaishi, Prince héritier du Japon, a souligné la nécessité que la collaboration doit servir à résoudre les questions urgentes de l'eau et à renforcer les initiatives pour atteindre les ODM. Il a relevé entre autres: le lien entre l'eau et le changement climatique; l'importance des initiatives de financement de l'eau; les dialogues de niveau ministériel ainsi que les sommets régionaux pour consolider la collaboration; et la nécessité du suivi et du renforcement des capacités par le biais de Eau-Nations unies.



Abbas El Fassi, Premier Ministre du Maroc

Abdullah Gül, Président de la République de Turquie, a quant à lui déclaré que l'eau est non seulement une question technique, mais aussi un sujet qui requiert une attention et une priorité politique du plus haut niveau. Il a aussi déclaré que la communauté internationale doit reconnaître la nature limitée de l'eau et a souligné que des changements sont nécessaires dans les politiques pour apporter une solution au problème de la rareté de l'eau. Pour terminer, il a déclaré que le 5ème Forum mondial de l'eau devrait aller au-delà des efforts entrepris dans le passé et a appelé la communauté internationale à surmonter les divergences sur l'eau.

Les représentants des enfants de 21 pays sont par la suite montés sur la scène pour symboliser la coopération culturelle. Un concert donné par l'Orchestre philharmonique de Tekfen composé de musiciens venant de 23 pays de la région caspienne et de l'est de la méditerranée, a clôturé la session plénière.

PRIX DU PREMIER MINISTRE DE LA RÉPUBLIQUE TURQUE POUR L'EAU:

Irfan Aker, du Conseil des gouverneurs du Conseil mondial de l'eau, au nom du Premier Ministre de Turquie, a remis le Prix du Premier Ministre turc pour l'eau, qui honore les représentants des média qui se sont distingués par leur couverture des questions nationales et internationales relatives à l'eau. Ce prix international a été remis à Alison Bartle, d'Agua-Media International. Des prix nationaux ont été remis à Özgür Coban (Agence anatolienne), Özgür Yildirim (Canal 24), et Gurhan Savgi (Journal quotidien Zaman), et au programme Yesil Ekren sur NTV (reçu par Erman Yerdelen).

GRAND PRIX MONDIAL DU ROI HASSAN II POUR L'EAU:

Le Premier Ministre El Fassi a présenté le Troisième Grand Prix mondial Hassan II pour l'eau récompensant la coopération et la solidarité dans les domaines de la gestion et du développement des ressources en eau. Abdelkébir Zahoud, Secrétaire d'État marocain chargé de l'environnement et de l'eau, a remis ce prix à Abdulatif Yousef Al-Hamad, Directeur général du Fonds arabe pour le développement social et économique. Al-Hamad a félicité le Maroc pour son leadership en matière de gestion de l'eau et a énuméré les projets de l'eau financés par son organisation.



Sous-secrétaire général des Nations unies, Sha Zukang



Abdullah Gül, Président de la République turque.



Des enfants livrent des messages aux participants à la cérémonie d'ouverture.

OUVERTURE DES SESSIONS THÉMATIQUES

Henk van Schaik, du Programme de coopération sur l'eau et le climat, à propos du thème "changement global et gestion des risques", a mis l'accent sur le lien entre l'eau et le changement climatique, les désastres et les migrations. Pasquale Steduto, Président de Eau-Nations-unies/organisation des nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), sur le thème "développement humain", a plaidé pour le renforcement des capacités nationales indispensables pour une action sur le terrain. Karin Krchnak, The Nature Conservancy, sur le thème "gestion et protection des ressources en eau", a souligné l'importance de la gestion intégrée des ressources en eau pour répondre aux besoins humains et environnementaux.

Andre Dzikus, du Programme des Nations unies pour les établissements humains (UN-HABITAT), à propos du thème "gouvernance et gestion" a relevé que la crise de l'eau et de l'assainissement est une crise de gouvernance et de gestion, et non pas une crise de ressources.

Abel Mejia de la Banque mondiale, à propos de "Finances", a parlé des obstacles au financement durable; de l'établissement du prix des services de l'eau; et de l'accès à l'eau et à l'assainissement pour les pauvres. András Szöllösi-Nagy, de l'Organisation des Nations-unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), sur le thème de "l'éducation, la connaissance et le renforcement des capacités", a noté que le projet de déclaration ministérielle du 5ème Forum est moins vigoureux que prévu lors des réunions thématiques préparatoires.

Kusum Athukorala, de Associated Development Research Consultants, a souligné que les six thèmes du Forum doivent être traduits en processus ministériels, tandis que Sahana Singh, de Asian Water, a souligné que les politiques doivent promouvoir le "changement difficile". Monica Scatasta, de l'Organisation pour la coopération et le développement économique (OCDE), a indiqué que le processus thématique doit développer la compréhension commune des sujets critiques, notamment, la récupération des coûts et l'établissement des prix de l'eau. Ibrahim Güler, de l'Université Gazi, a rappelé aux participants d'utiliser les sessions thématiques pour promouvoir la compréhension mutuelle.



G-D: **Henk van Schaik**, Programme de co-opération sur l'eau et le changement climatique; **Pasquale Steduto**, Président de l'ONU-Eau / FAO; **Karin Krchnak**, The Nature Conservancy; **Piers Cross**, Water Research Commission; **Mark Smith**, Programme pour l'Eau de l'UICN; **Letitia Obeng**, Partenariat mondial de l'eau, **Bert Diphoom**, UN-HABITAT; et **Doğan Altınbilek**, 5ème Forum mondial de l'eau.

LANCEMENT DU RAPPORT MONDIAL SUR LA MISE EN VALEUR DES RESSOURCES EN EAU

Le Directeur général de l'UNESCO Koïchiro Matsuura, a lancé le Troisième Rapport mondial sur la mise en valeur des ressources en eau (WWDR-3), et a souligné les mesures prises pour relever les défis à venir. Il a mis l'accent sur les messages clés du Rapport, notamment: la nécessité d'associer les spécialistes en matière d'eau à la prise des décisions; l'impact significatif sur l'utilisation de l'eau, des décisions prises pour répondre au changement climatique dans le secteur de



Directeur général de l'UNESCO, Koïchiro Matsuura

l'énergie; l'importance du suivi et de l'évaluation d'une bonne gestion de l'eau; et la nécessité de renforcer les capacités dans les pays en développement.

Ali Backoğlu, Gouverneur général adjoint d'Istanbul, a encouragé une meilleure collaboration entre les pays, les secteurs et les parties prenantes. Emomali Rahmon, Président du Tadjikistan, a déclaré que le Rapport aidera les décideurs dans l'application des approches et des

technologies les plus avancées à la gestion de l'eau.

Alexander Müller, de la FAO, Hasan Zuhuri Sarikaya, Sous-secrétaire du Ministère de l'environnement et de la foresterie de la Turquie, et Pasquale Steduto, Président de Eau-Nations-unies/FAO, se sont félicités du lancement du rapport comme outil indispensable pour la gestion durable des ressources en eau. András Szöllösi-Nagy, de l'UNESCO a souligné que les facteurs externes ont des effets sur les ressources en eau et qu'une augmentation de la capacité de stockage de l'eau est essentielle pour faire face au changement climatique.

Olcay Ünver, du Programme mondial pour l'évaluation des ressources en eau et Willian Cosgrove de WWDR-3, ont souligné le changement de paradigme du rapport qui passe d'un focus spécifique à l'eau à un qui traite des paramètres externes de l'utilisation des ressources en eau, ainsi que les liens que le Rapport établit entre l'utilisation de l'eau et les objectifs élargis de développement.

Kenneth Konga, du Ministère de l'énergie et du développement des ressources en eau de la Zambie, a présenté l'étude de cas de son pays contenu dans le WWDR-3. Narcio-Rodrigues da Silveira, Vice-président du Brésil, a proposé la constitution immédiate d'un "Parlement mondial de l'eau".

Yong-Joo Cho, de l'Institut des technologies de la construction de la Corée, a présenté un aperçu des initiatives coréennes en matière de gestion d'eau dans le contexte du changement climatique. Giorgio Sfera, de Coopération pour le développement, Italie, a mis l'accent sur le Plan d'Évian de G-8 et sur sa stratégie améliorée de mise en œuvre, en partenariat avec les pays africains.



András Szöllösi-Nagy, UNESCO

SESSIONS D'INTÉRÊT SPÉCIAL

PANNE SÈCHE! COMMENT TRANSFORMER LA SÈCHÈRESSE EN OPPORTUNITÉS POUR UNE MEILLEURE GESTION

Le modérateur de la session, Marta Moren, Directrice générale de l'eau d'Espagne, a ouvert la séance en soulignant la nécessité d'une gestion efficace de la sécheresse au niveau local et global. Milagros Couchoud de l'Institut méditerranéen de l'eau, a noté que l'Espagne possède de nombreuses expériences en gestion de l'eau qu'elle peut partager. Hachmi Kennon, du Conseil mondial de l'eau, a noté la mise en œuvre réussie d'un plan de gestion de la sécheresse au cours de la sécheresse récente de quatre ans qui a frappé l'Espagne. Juan Antonio Arrese Luco, Ministre des travaux publics du Chili, a relevé que le changement climatique et son impact sur la quantité d'eau disponible sont passés au premier plan des préoccupations politiques. Jean-Paul Rivaud, Ministre de l'écologie, de l'énergie, du développement durable, de la ville et de la planification territoriale, France, a plaidé pour la promotion de l'efficacité de l'eau. Donald Wilhite du Centre national d'atténuation de la sécheresse, États-Unis, a pour sa part noté que le monde devrait abandonner la stratégie de gestion de crise en faveur de celle de gestion des risques; demander aux intervenants d'élaborer des plans d'atténuation de la sécheresse, et établir des priorités pour une politique globale de la sécheresse.

Au cours des discussions qui ont suivi, les participants ont noté que la sécheresse est un processus cyclique national et ont appelé à une attention plus grande sur les stratégies d'adaptation. D'autres contributeurs ont souligné la nécessité d'approches de bas en haut en vue de réduire les conflits liés à l'eau, ainsi que les plans flexibles de gestion de la sécheresse.

Au cours des discussions au sein d'une table ronde, Carlos Motta Nunes du Brésil a présenté les activités de gestion de la sécheresse menées dans la région nord-est du Brésil. Notant que cette région reçoit des pluies en quantité suffisante, mais seulement dans un court intervalle de chaque année, il a souligné qu'une infrastructure adéquate de l'eau, ainsi qu'une implication des autorités locales, sont des préalables pour un accès équitable à l'eau. Javier Ferrer, d'Espagne, a présenté les activités du Bassin du fleuve Júcar, soulignant les avantages de passer d'une réponse en situation d'urgence à une structure de réduction de risque. Erkan Eminoğlu, de la Turquie, a parlé de la stratégie nationale de ce pays en matière de sécheresse, élaborée en utilisant une approche consultative.

Les discussions finales ont relevé: la nécessité de lier la gestion de l'eau aux autres secteurs environnementaux; la promotion des cultures résistantes à la sécheresse; le fondement juridique pour les transferts d'eau entre bassins; la disponibilité de fonds pour mettre à jour les systèmes d'eau; l'éducation des agriculteurs en matière de bonnes pratiques; la participation des enfants dans la planification de la gestion de l'eau.

SANTÉ, DIGNITÉ ET PROGRÈS ÉCONOMIQUE: LA VOIE À SUIVRE POUR L'ÉGALITÉ DES SEXES: La Co-présidente Kenza Kaouakib-Robinson, Département des affaires économiques et sociales des Nations unies (DAES-ONU), a ouvert la session en prônant des données ventilées par sexe dans le secteur de l'eau et de l'assainissement sur la

base des recommandations d'un groupe d'experts réunis pour le DAES-NU et le programme de la Décennie des NU sur l'eau pour le développement des capacités (UNW-DPC).

La Co-présidente de la session, Uschi Eid, du Conseil consultatif pour l'eau et l'assainissement auprès du Secrétaire général des Nations unies, a demandé que terme soit mis fin au "silence entourant l'assainissement et a demandé instamment que des toilettes adéquates deviennent des préalables pour l'octroi des fonds aux projets de santé et d'éducation.

Bertrand Charrier, de la Fondation Chirac, a souligné le fait que l'eau et l'assainissement constituent des problèmes différents, mais que les deux

présentent des dimensions liées au sexe. Deux femmes qui avaient participé à la Conférence préparatoire sur les Femmes et l'eau tenue à Hilal Gonca Coşkun, Université d'Istanbul, et Siegmien Staphorst, du Partenariat des femmes pour l'eau, ont parlé des résultats de la réunion, y compris une demande faite aux chefs d'états et aux ministres de mettre en œuvre un budget reflétant le rôle des sexes en matière d'eau et d'assainissement.

Elmira Joldosheva, de l'Alliance de l'Asie centrale pour l'eau, a présenté les expériences du Kirgizstan, l'Ouzbékistan et le Tadjikistan en matière d'eau et d'assainissement, tout en soulignant leurs succès dans la formation des femmes en tant que facilitatrices régionales en assainissement.

Au cours d'un débat de haut niveau, Nimet Çubukçu, Ministre des Affaires féminines et familiales de la Turquie, a relevé la nécessité d'impliquer les femmes dans les processus de prise de décision, souligné l'importance de la sensibilisation et du renforcement des capacités, et noté le rôle spécifique des femmes dans l'agriculture et l'irrigation.

Santha Sheela Nair, Ministre du développement rural de l'Inde, a parlé des tabous qui entourent la discussion sur les menstruations féminines et la défécation. Elle a souligné que les facilités sanitaires doivent être adaptées au contexte dans lequel elles sont construites et tenir compte des questions telles que la sécurité, la disponibilité de l'eau, ainsi que des besoins des enfants, des bébés et des adultes.

Asfaw Dingamo, Ministre des ressources en eau d'Éthiopie, a fourni des exemples démontrant comment les questions liées au sexe ont été incorporées dans l'agenda national au cours des 20 dernières années, en particulier le récent Mouvement sur la fourniture de l'eau, l'assainissement et l'hygiène. Les participants ont discuté des sujets suivants: le rôle du sexe dans la gestion des désastres; les données sur les questions liées à l'eau ventilées par sexe; et les barrières sociales à l'utilisation des toilettes sèches Ecosan.

Sascha Gabizon, de Femmes d'Europe pour un avenir commun, et Charlotte Van der Schaaf, de l'UNW-DPC, ont modéré une discussion sur les recommandations pour les objectifs globaux et nationaux, ainsi que pour des indicateurs sexospécifiques en matière d'eau et d'assainissement. Les panélistes et les participants ont discuté de la création et de l'utilisation d'indicateurs sexospécifiques, de la collecte des données, du financement pour l'eau et l'assainissement, ainsi que du renforcement des capacités pour la participation des femmes.



Co-présidente **Kenza Kaouakib-Robinson**, NU-DAES



Co-présidente de la Session **Uschi Eid**, Conseil consultatif pour l'eau et l'assainissement auprès du Secrétaire général des Nations unies



G-D: Milagros Couchoud, Institut méditerranéen de l'eau; Marta Moren, Directrice générale de l'eau, Espagne; Hachmi Kennon, Conseil mondial de l'eau.

UN BREF HISTORIQUE DES QUESTIONS GLOBALES LIÉES À L'EAU

L'eau douce est une ressource épuisable et constitue un impératif pour le développement durable, la croissance économique, la stabilité politique et sociale, la santé et l'éradication de la pauvreté. Alors que les questions liées à l'eau figurent depuis longtemps dans l'ordre du jour des discussions internationales, le débat sur la manière de répondre à la demande mondiale croissante d'eau douce s'est intensifié au cours des dernières années: aujourd'hui, plus de 800 millions de personnes manquent d'eau potable, tandis qu'environ 2,5 milliards n'ont pas accès à un assainissement adéquat.

En réponse à ces défis, le Forum mondial de l'eau a été lancé comme une plate-forme pour inclure les questions liées à l'eau dans les discussions internationales. Le Forum mondial de l'eau est organisé tous les trois ans par le Conseil mondial de l'eau (CME) en collaboration avec le pays hôte. Le CME, un groupe international de réflexion sur la politique de l'eau, a été créé en 1996 pour traiter les préoccupations globales relatives aux pressions exercées sur les ressources en eau douce de la planète. Le Forum est un processus ouvert à tous, global et multipartite qui a pour objectifs: accroître l'importance de l'eau dans l'agenda politique, faciliter l'intensification des débats en vue de trouver des solutions aux problèmes internationaux de l'eau au 21^e siècle, formuler des propositions concrètes, et susciter un engagement politique. Le Forum mondial de l'eau se réunit dans le contexte des autres dialogues internationaux, régionaux et nationaux sur l'eau.

1^{er} FORUM MONDIAL DE L'EAU: Le 1^{er} Forum mondial de l'eau tenu à Marrakech, Maroc en mars 1997, a chargé le CME d'élaborer une vision à long terme sur l'eau, la vie et l'environnement pour le 21^{ème} siècle. Le 1^{er} Forum a également mis en garde contre le traitement de l'eau comme un bien marchand, et a établi des priorités, à savoir: l'eau et l'assainissement; la gestion des eaux partagées; la conservation des écosystèmes; l'égalité des sexes; et l'utilisation efficace de l'eau.

2^{ème} FORUM MONDIAL DE L'EAU: Le 2^{ème} Forum mondial de l'eau s'est déroulé à la Haye, Pays-Bas, en mars 2000. La Déclaration ministérielle a défini les principaux défis pour l'avenir, notamment: la satisfaction des besoins fondamentaux en matière d'eau; la sauvegarde de l'approvisionnement alimentaire, la protection des écosystèmes, le partage des ressources en eau, la gestion des risques, la valorisation de l'eau et la gouvernance raisonnable de cette ressource. Dans cette déclaration, les ministres ont convenu d'examiner sur une base régulière, les progrès accomplis pour relever ces défis, et de fournir un soutien au système des Nations unies pour la réévaluation périodique de l'état des ressources en eau douce.

SOMMET DU MILLÉNAIRE DES NATIONS UNIES: Au Sommet du Millénaire des Nations unies tenu au siège des Nations unies à New York en septembre 2000, les dirigeants du monde ont adopté la Déclaration du Millénaire qui comprend huit Objectifs de Développement du Millénaire (ODM) et 18 cibles, dont la cible consistant à réduire de moitié d'ici 2015, le nombre de personnes sans accès à l'eau potable.

CONFÉRENCE INTERNATIONALE SUR L'EAU DOUCE: La Conférence internationale sur l'eau douce s'est tenue à Bonn, Allemagne, en décembre 2001, dans le cadre de la préparation du Sommet mondial sur le développement durable (SMDD). Cette Conférence a discuté de: l'accès équitable à, et l'approvisionnement durable de l'eau pour les pauvres; les stratégies pour la gestion durable et équitable des ressources en eau; l'intégration de perspectives sexospécifiques; et la mobilisation de ressources financières pour l'infrastructure de l'eau.

SMDD: Lors du Sommet mondial sur le développement durable tenu à Johannesburg, Afrique du Sud en août-septembre 2002, les dirigeants du monde sont allés plus loin dans la cible des ODM sur l'eau potable en acceptant de réduire de moitié d'ici 2015, le nombre de personnes ne disposant pas d'un système adéquat d'assainissement. Parmi les autres cibles liées à l'eau établies dans le Plan d'application de Johannesburg, il convient d'inclure: l'engagement de



G-D: **Nelson Mandela**, Prix Nobel et ancien Président de la République d'Afrique du Sud, accueilli au Sommet mondial sur le développement durable par **Kofi Annan**, ancien Secrétaire général des Nations unies, et **Thabo Mbeki**, ancien Président de la République d'Afrique du Sud

développer une gestion intégrée des ressources en eau (GIRE) et la mise en place des plans d'efficacité de l'eau, avant 2005. Les gouvernements, les organismes de prêt et les organisations internationales ont également lancé plusieurs partenariats volontaires et initiatives dans le domaine de l'eau et de l'assainissement.

3^{ème} FORUM MONDIAL DE L'EAU: Lors du 3^{ème} Forum mondial de l'eau qui s'est déroulé à Kyoto, Osaka et Shiga, au Japon en mars 2003, les ministres ont adopté une déclaration soulignant le rôle de l'eau en tant que moteur du développement durable, et ont lancé le Portefeuille d'actions pour l'eau, un inventaire de plus de 3000 actions locales relatives à cette ressource vitale. Le rapport intitulé "Financer l'eau pour tous", élaboré par un Groupe de haut niveau présidé par Michel Camdessus, ancien directeur général du Fonds monétaire international, a également été présenté, ce qui a conduit à la mise en place du Groupe de travail intersessions sur "Financer l'eau pour tous".

2⁹ème SOMMET DU G-8: À leur sommet annuel tenu à Évian, France, en juin 2003, les dirigeants du Groupe des huit pays les plus industrialisés (G-8) ont adopté le Plan d'action sur l'eau pour contribuer à la réalisation des cibles des ODM et du SMDD consistant à réduire de moitié d'ici 2015, le nombre de personnes sans accès à l'eau propre et à l'assainissement. Dans ce plan d'action, les dirigeants du G-8 ont pris l'engagement de: promouvoir la bonne gouvernance; tirer parti de toutes les ressources financières; donner les moyens aux autorités et aux communautés locales de construire les infrastructures; renforcer la surveillance, l'évaluation et la recherche; et renforcer l'engagement des organisations internationales.

12^e et 13^e SESSIONS DE LA COMMISSION DES NATIONS UNIES SUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE (CSD-12 et CSD-13): À ses 12^e et 13^e sessions tenues à New York en avril 2004 et en avril 2005 respectivement, la CSD s'est concentrée sur les politiques et les actions visant à accélérer la mise en œuvre des engagements internationaux dans les domaines de l'eau, de l'assainissement et des établissements humains. La section sur l'eau dans le document final de la CSD-13 demande entre autres: d'accélérer la réalisation des cibles 2015 d'accès à l'eau des ODM et du SMDD en augmentant les ressources et en utilisant une gamme d'instruments politiques tels que la réglementation, les outils axés sur le marché, la récupération des coûts, les subventions ciblées pour les pauvres et les incitatifs économiques pour les petits producteurs; l'amélioration de la demande en eau et de la gestion des ressources, en particulier dans le domaine de l'agriculture; et l'accélération de la fourniture de l'assistance technique et financière aux pays qui ont besoin d'aide pour atteindre l'objectif 2015 de la GIRE.

DÉCENNIE INTERNATIONALE 2005-2015 D'ACTION "L'EAU, SOURCE DE VIE": Organisée par les Nations unies, la Décennie internationale d'action "l'eau,



Le dais lors de la cérémonie d'ouverture du 4ème Forum mondial à Mexico.

source de la vie" se concentre sur la mise en œuvre des programmes et des projets liés à l'eau et sur le renforcement de la coopération relative aux questions de l'eau à tous les niveaux. Les priorités comprennent: l'accès à l'assainissement; la prévention des catastrophes; la pollution; les questions des eaux transfrontalières, l'eau, l'assainissement et les questions liées aux sexes; le renforcement des capacités; le financement; et la GIRE. Pour la décennie, l'Afrique a été identifiée comme une région d'action prioritaire.

4ème FORUM MONDIAL DE L'EAU: Le 4ème Forum mondial de l'eau s'est tenu à Mexico, Mexique en mars 2006. Dans leur déclaration, les ministres ont souligné la nécessité d'inclure l'eau et l'assainissement comme priorités dans les processus nationaux, en particulier les stratégies nationales de développement durable et de lutte contre la pauvreté. Ils ont réaffirmé leur engagement à atteindre les objectifs convenus au plan international sur le GIRE, l'accès à l'eau potable et à l'assainissement de base, et souligné le rôle de soutien que les parlementaires et les autorités locales peuvent jouer à cet égard. La Déclaration a aussi reconnu l'importance des politiques nationales et internationales de renforcement des capacités, et de la coopération dans l'atténuation les catastrophes dues à l'eau.

DÉVELOPPEMENTS DEPUIS LE 4ÈME FORUM MONDIAL DE L'EAU

PROCESSUS PRÉPARATOIRE DU 5ème FORUM MONDIAL DE L'EAU: Un certain nombre de réunions préparatoires se sont tenues avant le 5ème Forum mondial de l'eau, notamment, des rencontres visant à faire avancer les processus thématiques, politiques et régionaux du Forum.

L'Alliance des femmes turques pour le Forum de l'eau s'est réunie à deux reprises pour définir leur rôle dans ce Forum.

Réunions du processus thématique: Plusieurs réunions multipartites ont été organisées pour déterminer les thèmes, les sujets et les sessions qui guideront les discussions au cours du Forum.

Réunions du processus politique: Quatre réunions du Comité préparatoire se sont tenues pour négocier le projet de Déclaration ministérielle et le Guide stratégique d'Istanbul pour l'eau qui sera annexé à la déclaration finale. Les parlementaires se sont réunis à la Conférence préparatoire du processus parlementaire du 5ème Forum mondial de l'eau tenue à Strasbourg, France en novembre 2008, pour préparer leur ordre du jour pour le Forum. Les autorités locales se sont rencontrées à plusieurs reprises, notamment à la réunion des Cités et Gouvernements locaux unis (CGLU) tenue à Istanbul Turquie, en novembre 2008, pour rédiger le projet de consensus d'Istanbul sur l'eau.

Réunions du processus régional: Les quatre régions du Forum (Afrique, Amériques, Asie-Pacifique et Europe) et les trois sous-régions (à l'intérieur et autour de la Turquie, méditerranée et Moyen-Orient, Afrique du Nord et pays arabes) ont tenu des réunions pour préparer le Forum et déterminer leurs contributions au projet de déclaration ministérielle.

2008, ANNÉE INTERNATIONALE DE L'ASSAINISSEMENT: Organisée par les Nations unies, l'objectif de l'Année internationale de l'assainissement était de sensibiliser et d'accélérer l'évolution vers la réalisation de la cible des ODM sur l'assainissement. Le Plan d'action pour l'année comprenait des activités de sensibilisation, la diffusion

et la mise à jour des publications, la surveillance de l'accès et des engagements, le progrès accomplis dans la mise en œuvre, le renforcement des capacités, l'évaluation des coûts et bénéfices.

16e SESSION DE LA CSD: Tenue à New York en juin 2008, la 16e session de CSD sur le développement durable a procédé à une étude sur la mise en œuvre des décisions de la CSD-13 des Nations unies relatives à l'eau et à l'assainissement. Les délégués ont constaté que: selon les tendances actuelles, l'Afrique ne pourra pas atteindre, avant 2076, les cibles des ODM sur l'eau et l'assainissement; la mise en œuvre de la décision de la CSD-13 des Nations relative à la GIRE a été lente; par ailleurs, les indicateurs pour la surveillance des changements chez les pauvres notamment, ne sont pas disponibles. Les délégués ont demandé instamment: un investissement pour améliorer et entretenir l'infrastructure, renforcer les capacités, et promouvoir la bonne gouvernance; la prise en compte de la gestion des eaux transfrontalières; et la prise en compte de l'importance vitale de l'assistance financière, particulièrement pour l'Afrique

34ème SOMMET ANNUEL DU G-8: À leur Sommet tenu à Toyako, Japon, en juillet 2008, les dirigeants des pays du G-8 ont accepté d'accroître leurs efforts pour la mise en œuvre du Plan d'action d'Évian sur l'eau qu'ils évalueront avant le prochain sommet du G-8 en 2009. Ils ont également accepté de promouvoir la GIRE et "la bonne gouvernance de l'eau", avec un accent particulier en Afrique sub-saharienne, et dans la région Asie-Pacifique, notamment en renforçant les organismes de bassins transfrontaliers; en échangeant l'expertise et la technologie liées à l'eau avec les pays en développement, et en soutenant le renforcement des capacités en ce qui a trait aux initiatives liées à l'eau, la collecte et l'utilisation des données, et l'adaptation au changement climatique.

"LA PAIX AVEC L'EAU": Réunie au Parlement européen, Bruxelles, Belgique en février 2009 à l'initiative de l'ancien dirigeant soviétique Mikhail Gorbatchev, et organisée par le Forum politique mondial, les Groupes parlementaires européens et l'Institut européen de recherche sur la politique de l'eau, cette conférence a demandé que les questions relatives à l'eau soient incluses dans tout accord qui succèdera au Protocole de Kyoto sur le changement climatique. Les participants ont proposé un Mémoire pour un Protocole mondial sur l'eau concentré sur la prévention des conflits, la promotion du droit à l'eau pour tous et la sauvegarde du patrimoine mondial de l'eau pour les générations futures.

1er FORUM MINISTÉRIEL DU G-77 SUR L'EAU: Dans leur déclaration de Muscat, les ministres du G-77 participant à cette réunion à Muscat, Oman, en février 2009, ont entre autres: souligné la nécessité d'améliorer les échanges sud-sud du savoir scientifique et technologique; demandé au système des Nations unies de jouer un rôle de premier plan dans le soutien à une recherche pertinente; souligné la capacité de la biotechnologie à lutter contre la pauvreté; et souligné la nécessité aussi d'une meilleure compréhension de cette technologie. Ils ont convenu de se réunir annuellement, si nécessaire.

1ère RÉUNION CONJOINTE DU RÉSEAU DES FEMMES MINISTRES ET CHEFS DE FILE DE L'ENVIRONNEMENT (NWMLE): Tenue à Nairobi, Kenya en février 2009, cette réunion conjointe entre NWMLE et le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) a discuté des questions figurant également à l'ordre du jour de la 25e session du Conseil d'administration du PNUE/Forum ministériel mondial sur l'environnement. Pour ce qui est de l'eau, les participants ont recommandé: que soit reconnu le rôle clé des femmes dans l'approvisionnement, la gestion et la préservation de l'eau et des ressources environnementales; que les politiques et les stratégies relatives à l'eau et à la gestion environnementale respectent les différences entre les sexes; qu'une attention particulière soit accordée à la collecte des données liées aux sexes et ventilées par sexe, et que soient élaborés des indicateurs sexospécifiques pour le suivi de la mise en œuvre des politiques multilatérales et nationales.



FAITS MARQUANTS DU 5ÈME FORUM MONDIAL DE L'EAU: MARDI 17 MARS 2009

Le mardi, les participants se sont réunis en séance plénière pour écouter le discours programme du Prince héritier du Japon. Ils ont participé aux présentations régionales américaines et européennes, des groupes de haut niveau et des sessions sur les thèmes « changement global et gestion des risques » et « gouvernance et gestion ». Plusieurs événements sur les finances ont également eu lieu, alors que les événements parallèles se sont déroulés en mi-journée et dans la soirée.



Le Prince Héritier du Japon prononçant son discours

DISCOURS PROGRAMME

Le Prince héritier du Japon a pris la parole devant le groupe de haut niveau sur les catastrophes et le changement climatique, et s'est félicité du Cadre d'action de Hyogo, qui souligne la nécessité d'établir des objectifs servant à articuler des mesures pour: réduire les pertes de vie et des moyens de subsistance; fournir de l'eau potable en quantité suffisante et l'assainissement lors des catastrophes. A propos de l'histoire de la gestion des inondations au Japon, il a indiqué que les civilisations ont toujours eu à définir la priorité entre la gestion des catastrophes, l'assainissement et la fourniture d'eau. Il a conclu en mettant l'accent sur la nécessité de tirer des leçons des expériences passées et de faire ensemble preuve de créativité pour développer des visions à long terme pour la gestion de chaque bassin fluvial

GROUPES DE HAUTS NIVEAU

EAU ET CATASTROPHES: Lors de la session d'ouverture, le Président du Conseil mondial de l'eau (CME), Loïc Fauchon, a fourni une liste d'impératifs urgents contenue dans le Cadre d'action de Hyogo demandant notamment: de pouvoir galvaniser et mobiliser les efforts avant que



Loïc Fauchon, Président CME

n'intervienne une catastrophe; accorder la priorité aux systèmes de prévisions; informer, alerter et évacuer; intégrer la réduction des risques des catastrophes et l'adaptation au changement climatique dans la planification du développement; améliorer la réponses aux catastrophes; et fournir rapidement de l'eau et des toilettes en cas de catastrophes ou de conflits.

Han Seung-soo, Premier ministre de Corée, a mis l'accent sur la nécessité d'accroître la résilience globale: en partageant les données hydrologiques; en atténuant les dégâts causés par la montée du niveau de la mer, en facilitant des études sur la construction des infrastructures; en mettant en place des cadres juridiques



Han Seung-soo, premier ministre de la Corée



G-D: Sous-secrétaire général des Nations unies Sha Zukang; Prince d'Orange Willem-Alexander des Pays-Bas; le Prince Héritier du Japon; Han Seung-Soo, premier ministre de la Corée; et Hong Soja, sa femme

Le Bulletin du Forum mondial de l'eau est une publication de l'institut international du développement durable (IIDD) <info@iisd.ca>, éditeurs du Bulletin des Négociations de la terre © <enb@iisd.org>. Ce numéro a été rédigé et édité par Robynne Boyd, Claudio Chiarolla, Alexandra Conliffe, Tallash Kantai, Wangu Mwangi, Kate Neville, et Anna Schulz. Photographie: Leila Mead. Éditeur numérique: Diego Noguera. Version française: Hélène Kom - révision: Pia M. Kohler, Ph.D. Éditeur: Lisa Schipper, Ph.D. <lisa@iisd.org>. Directeur du Service d'information de l'IIDD: Langston James "Kimo" Goree VI <kimo@iisd.org>. Le financement de la couverture de cette réunion a été fourni par le Secrétariat du 5ème Forum mondial de l'eau. L'IIDD peut être joint par voie postale au 161 Portage Avenue East, 6th Floor, Winnipeg, Manitoba R3B 0Y4, Canada; par téléphone au: +1-204-958-7700; et par télécopieur au: +1-204-958-7710. Les opinions exprimées dans le Bulletin appartiennent à leurs auteurs et ne reflètent pas forcément les vues de l'IIDD. Des extraits du Bulletin peuvent être utilisés dans d'autres publications moyennant citation académique appropriée. Les versions électroniques du Bulletin sont transmises à travers notre liste de distribution e-mail (formats HTML et PDF) et sont disponibles en ligne au <http://www.iisd.ca/>. Pour tous renseignements sur le Bulletin, y compris les demandes de couverture d'événements par nos services, contacter le Directeur du service d'information de l'IIDD par courriel à: <kimo@iisd.org>, par téléphone à: +1-646-536-7556 et par voie postale au 300 East 56th St., 11A, New York, NY 10022, États-Unis d'Amérique. L'équipe de l'IIDD au 5ème Forum mondial de l'eau peut être jointe par courriel électronique à: <alexandra@iisd.org>.

et politiques appropriés; et en établissant des processus pour identifier les progrès et les faiblesses du Cadre d'action. Le Sous-secrétaire général des Nations unies Sha Zukang, a noté que le travail des diverses agences des Nations unies pour venir en aide aux pays en développement crée et met en œuvre des plans nationaux pour répondre aux catastrophes.

Au cours des discussions au sein du premier groupe, Sayid Yakub du Tadjikistan, a indiqué que les barrages et les réservoirs constituent les moyens les plus efficaces pour réduire l'impact de la sécheresse et des inondations. Robert Van Antwerp des États-Unis, a souligné l'importance de passer d'une stratégie de gestion des catastrophes réactive à une stratégie proactive et préventive. Sadik Yamaç de la Turquie, a parlé de la gestion des catastrophes, ainsi que des actions stratégiques de prévention de la Turquie. Shaikh Wahid-uz-Zaman, du Bangladesh, a souligné la nécessité de disposer de ressources supplémentaires pour la gestion des catastrophes, afin de protéger l'avenir des futurs groupes vulnérables.

Au cours des discussions, les panélistes ont soulevé des questions concernant: l'éducation et le développement des connaissances; l'établissement des priorités pour la communauté internationale, les prévisions et les systèmes d'alerte précoce; une législation plus stricte sur le zonage; le renforcement des capacités, l'assistance financière et technique pour les pays en développement, en plus de l'assistance internationale urgente en cas de catastrophes; les transferts des technologies; et la coopération entre l'Afghanistan et le Tadjikistan pour le bassin lacustre qu'ils partagent.

Margareta Wahlström, Sous-Secrétaire générale aux affaires humanitaires et Coordinatrice adjointe des secours d'urgence du Système des Nations unies, a noté que l'UN-ISDR a reçu, à ce jour, 90 rapports de pays sur les risques de catastrophes; elle a ajouté que les principaux domaines où des progrès ont été enregistrés incluent le soutien politique et le renforcement des capacités pour la préparation et la réponse aux catastrophes, tandis que la principale faiblesse concerne le traitement des causes profondes des catastrophes, telles que l'utilisation des terres et la pauvreté.

Dans le deuxième groupe, les panélistes ont examiné entre autres: le rôle de la Banque mondiale dans l'atténuation et l'adaptation; l'importance des observations sur le terrain; la complémentarité de l'intervention d'urgence et de la prévention; la réaction gouvernementale aux catastrophes; et la préparation organisationnelle.

FINANCES: Le Groupe de haut niveau sur les finances, présidé par Mehmet Şimşek, Ministre d'État de la Turquie, a expliqué qu'il existe certes un stress croissant sur le financement en raison de la crise économique, mais il existe aussi des moyens de traiter et de sécuriser les fonds pour l'eau et l'assainissement au profit de ceux qui en ont le plus besoin, à travers notamment le secteur privé et les institutions financières internationales.

Dans la première session, le Prince d'Orange Willem-Alexander des Pays-Bas, a souligné la nécessité de prendre de nouveaux engagements pour les Objectifs de développement du Millénaire (ODM), particulièrement en ce qui concerne l'eau



G-D: Sous-secrétaire général des Nations unies Sha Zukang; et Prince d'Orange Willem-Alexander des Pays-Bas

et l'assainissement. Il a plaidé pour: une volonté politique; un accroissement fonds alloués; un service de la dette basé sur les devises locales; et une aide au développement officielle ciblée.

Notant qu'un milliard de personnes sont sans eau et que 2,4 milliards n'ont pas accès à l'assainissement, le Sous-secrétaire général des Nations unies, Sha Zukang, a déclaré qu'il est plus impératif de fournir ces services, et que ces questions doivent être intégrées dans les discussions sur le financement du développement. Angel Gurría de l'OCDE, a parlé de la nécessité d'agir rapidement pour encourager les gouvernements à inclure les projets d'eau dans les programmes de stimuli fiscaux.

Simon Brooks, de la Banque nationale européenne, a mis l'accent sur les difficultés à réaliser la gestion décentralisée sans fragmentation, et sur la nécessité aussi de développer des combinaisons de stratégies de financement. Arjun Thapan, de la Banque asiatique de développement, a déclaré que pour maintenir les gains générés par l'approvisionnement en eau et l'assainissement en Asie, il faudrait mettre l'accent sur la gouvernance et l'efficacité.

Les participants ont discuté de: la nécessité de tenir compte des politiques sociales et environnementales; la question de savoir si les institutions multilatérales de financement appliquent des normes différentes pour les pays industrialisés et pour ceux en développement; et si les compagnies privées pourront investir dans les infrastructures pour les pays en développement.

Dans la deuxième session, Katherine Sierra de la Banque mondiale a parlé du secteur de l'eau qui souffre d'un sous-financement chronique, et a souligné la nécessité d'éviter une «décennie perdue» en termes d'investissement dans l'eau et l'assainissement. Elle a recommandé que les initiatives sur l'eau et l'efficacité énergétique soient reliées.

Alexander Müller, de la FAO, a mis l'accent sur la nécessité d'investir dans le domaine de l'eau et de l'agriculture, soulignant le rôle des activités agricoles dans la production alimentaire et la réduction de la pauvreté. Il a énuméré les avantages de l'irrigation, notamment, l'augmentation des récoltes, la stabilisation du rendement, et l'accroissement des revenus agricoles. Kazushi Hashimoto, de l'Agence japonaise de coopération internationale, a parlé de la mobilisation des ressources financières locales pour l'eau et l'assainissement, et a souligné l'importance de l'utilisation de l'aide officielle au développement pour contrebalancer les fonds privés.

Patrick Cairo, de Suez Environnement, a identifié quatre principaux aspects de la fourniture de l'eau qui sont affectés par la crise financière, à savoir: les améliorations du capital; les flux de liquidités; les recettes; et programmes d'assistance pour les populations à faible revenu et les agences d'aide sociale. Il a déclaré que le secteur privé a un rôle important à jouer dans la gestion, le développement des infrastructures et le renforcement des capacités.

Les questions des participants portaient entre autres sur: le rôle de la technologie dans le traitement de la rareté de l'eau et dans l'amélioration de la production agricole et le stockage de l'eau, les besoins d'eau de sources énergétiques, y compris les sources renouvelables telles que les biocarburants; et la gestion de la demande.

LANCEMENT DU RAPPORT DE L'OCDE

Lors de la présentation du rapport de l'OCDE intitulé «Gérer l'eau pour tous: une perspective de l'OCDE sur les prix et le financement – messages importants pour les décideurs», Angel Gurría, Secrétaire général de l'OCDE, a demandé qu'une attention particulière soit accordée à l'eau douce, en plus des domaines tels que les finances et l'alimentation, et à l'utilisation des tarifs, des taxes et des transferts d'aide (3T) pour la récupération durable des coûts.

Hasan Sarikaya, Sous-secrétaire, Ministère de l'environnement et de la foresterie, Turquie, a déclaré que l'accès à la technologie et aux infrastructures d'irrigation doit s'accompagner d'une formation et d'éducation pour améliorer l'efficacité de l'utilisation de l'eau dans l'agriculture.

Loïc Fauchon, Président du Conseil mondial de l'eau, a souligné le lien entre la demande et les politiques d'approvisionnement, et entre l'établissement des prix et le



G-D: Loïc Fauchon, Président CME; Arjun Thapan, Directeur général Banque asiatique de développement; Lorents Lorentsen, Directeur de l'OCDE; Angel Gurría, Secrétaire général, OCDE; Gérard Payen, Président du Groupe financier de l'UNSGAB; et Hasan Sarikaya, Sous-secrétaire, Ministère de l'environnement et de la foresterie, Turquie



G-D: Sergio Soto Priante, Commission nationale de l'eau, Mexique; José Tomás Frade, Banque européenne d'investissement; Cafer Uzunkaya, Administration de l'eau et des eaux usées d'Istanbul; Jamal Saghir, Banque mondiale; Angel Gurría, Secrétaire général OCDE; Usha Rao-Monari, International Finance Corporation; Patrick Cairo, Suez Environment, Amérique du Nord; et Jeremias Paul (Philippines)



Loïc Fauchon, Président CME

financement de l'eau. Il a proposé qu'à l'avenir, les discussions soient centrées sur l'élaboration d'approches spécifiques pour financer l'énergie pour l'accès à l'eau.

Gérard Payen, du Conseil consultatif pour l'eau et l'assainissement auprès du Secrétaire général des Nations unies, a (UNSGAB), a mis l'accent sur le renforcement des capacités des infrastructures d'eau, la nécessité d'assurer la prédictibilité du financement

public et sur l'élaboration des mesures de récupération de coûts durables pour amortir les investissements dans le secteur.

Arjun Thapan, de la Banque asiatique de développement, a déclaré que la Banque a réalisé l'objectif Camdessus consistant à doubler les instruments relatifs à l'eau dans la région. Il a souligné l'augmentation des tarifs et l'amélioration des services d'assainissement environnemental dans les grandes villes d'Asie, considérés comme stratégies gagnant-gagnant potentielles, et a cité la privatisation de l'Eau de Manille ainsi qu'un programme de jumelage pour les services de la région comme des histoires de réussite.

Au cours de la discussion, les panélistes et les participants ont parlé entre autres: de la gestion des risques et des autres incitatifs pour l'implication du secteur privé; des expériences positives en matière de récupération des coûts dans les pays en développement; et de la nécessité d'améliorer la base de référence de la récupération des coûts.



Gérard Payen, Président Groupe financier de l'UNSGAB

GRUPE D'EXPERTS

GRUPE D'EXPERTS TECHNIQUE SUR L'EAU ET LA CRISE FINANCIÈRE:

Jamal Saghir, de la Banque mondiale, a présenté la session comme un des douze groupes qui doivent se concentrer sur le financement de l'eau pendant le forum, et a souligné que les opinions exprimées par les membres du groupe leur appartiennent. Il a décrit la coïncidence de la crise financière avec le changement climatique actuel, les crises de l'énergie, de la nourriture et de l'eau, comme une « tempête parfaite ».



Angel Gurría, Secrétaire général OCDE

Angel Gurría, Secrétaire général de l'OCDE, a déclaré que la crise financière a offert l'opportunité de faire avancer les réformes du secteur de l'eau. Soulignant que chaque dollar investi dans l'assainissement permet d'épargner 4 à 12 dollars en coûts de santé et en coûts sociaux; il a déclaré que le défi auquel se trouve confronté ce secteur, consiste à utiliser les résultats disponibles de la recherche pour « raconter la belle histoire ». Usha Rao-Monari, de la Société financière internationale, a parlé des mesures actuellement prises par les institutions financières internationales et des partenaires, pour attirer le financement à long terme et les capitaux propres. José Frade, de la Banque européenne d'investissement, a mis l'accent sur la nécessité de réduire les risques et d'accroître l'accessibilité des services de l'eau dans les pays en développement.

A propos des activités nationales et locales, Sergio Soto Priante de la Commission nationale de l'eau du Mexique, a parlé des mesures prises pour attirer les capitaux privés dans le plan de relance économique de ce pays qui inclut: le « stapled credit » pour relancer les investissements privés. À propos de la réforme du secteur de l'eau, Cafer Uzunkaya, de l'Administration des eaux usées d'Istanbul, a souligné la nécessité de disposer d'un système financier et des ressources en eau efficaces. Jeremias Paul, du Département des Finances, aux Philippines, a suggéré que pour obtenir davantage de fonds des ministres des finances, les projets d'eau devraient mettre l'accent sur leur habilité à fournir les soins de santé, l'éducation et de lutte contre la pauvreté.

Patrick Cairo, de Suez Environnement, a parlé de l'impact de la crise financière sur les services de l'eau financés à travers les obligations municipales aux États-Unis, incluant, réduire la « volonté de payer des consommateurs domestiques et industriels ».

Les participants ont discuté: de l'équilibre approprié des « 3T », du rôle des mécanismes institutionnels, d'équilibrer les paiements effectués pour l'eau et pour l'eau comme un droit; et de la réduction du risque pour les investissements dans le secteur de l'eau des pays en développement.

PRESENTATIONS RÉGIONALES

Les Amériques: Benedito Braga, Vice-président du CME, a ouvert la session des Amériques. Loïc Fauchon, Président du CME, a déclaré que les régions doivent proposer au CME des moyens pour effectuer le suivi du travail entrepris au niveau régional.

Au cours de la session d'ouverture, Maria Concepción Donoso, du Programme hydrologique international de l'UNESCO, a présenté les représentants des sous-régions des Amériques qui allaient présenter le rapport sur les principaux résultats des sous-régions. Le Gouverneur de l'État du Mexique, Enrique Peña Nieto, a déclaré que l'on a besoin d'approches innovatrices pour traiter le problème de la tâche lourde et croissante de recharger et de transporter l'eau. Gerald Sehlke, de l'Association American Water, a déclaré que les États-unis doivent développer une vision nationale de l'eau à l'intérieur de leur système fédéral.

Tomás Vaquero, Ministre des ressources naturelles et de l'environnement du Honduras, Horace Hang, Ministre de l'eau et de l'habitat de la Jamaïque, et Patricia Aquing, de l'Institut



G-D: Gouverneur de l'État du Mexique, Enrique Peña Nieto; Maria Concepción Donoso, Programme hydrologique international de l'UNESCO; Jorge Rucks (Argentine); Tomás Vaquero, Ministre des ressources naturelles et de l'environnement, Honduras; José Machado, Agence nationale brésilienne de l'eau; Horace Chang, Ministre de l'eau, Jamaïque; Patricia Aquino, Institut environnemental des Caraïbes; José Luis Genta (Uruguay); et Gerald Sehlke, Association américaine des ressources en eau

de la santé environnementale des Caraïbes, ont souligné que les régions de l'Amérique centrale et des Caraïbes sont vulnérables au changement climatique et exigent le soutien des pays industrialisés. Luis Zurita Tablada, Vice-Ministre de l'environnement et des ressources naturelles du Guatemala, a indiqué que sa sous région est en train d'élaborer un plan d'action de l'Amérique centrale pour l'accès et la gestion des ressources en eau.

José Luis Genta, du Ministère de l'habitat, de la planification territoriale et de l'environnement de l'Uruguay, a appelé à un pacte international sur l'eau et a souligné que l'eau doit être un bien public. José Machado, de l'Agence nationale de l'eau du Brésil, a souligné que toutes les parties prenantes doivent être impliquées dans la gestion intégrée de l'eau, afin d'éviter les conflits sur les ressources en eau.

Dans un groupe sur les études de cas sous-régionales, les panélistes ont noté les stress accrus sur les ressources en eau transfrontalières résultant du développement économique, de la croissance démographique et du changement climatique. Ils ont mis l'accent sur les questions urgentes de gestion des eaux transfrontalières, y compris la nécessité entre autres; de cadres juridiques flexibles qui intègrent les organismes de coopération internationale pour éviter l'«impasse diplomatique», d'institutions pour s'assurer que les lois sont mises en application; la gestion de l'eau pour éviter les conflits; et le partage régional des connaissances. Ils ont aussi souligné l'importance des accords internationaux sur les eaux souterraines.

Dans un dernier groupe, les représentants d'Ibero-American Water Training Programme, d'Inter-American Development Bank et du Fonds mondial pour l'environnement (FME) ont parlé du financement et des initiatives de renforcement des capacités en Amérique Centrale et Latine, y compris les partenariats avec le gouvernement d'Espagne par l'entremise du Spanish Water and Sanitation Fund. Ils ont examiné entre autres; la nécessité: de la formation, du renforcement des capacités et du transfert des technologies dans les pays à faible revenu; des technologies de faibles investissements, de l'amélioration de l'efficacité de l'exploitation de l'eau, du financement du traitement de l'eau douce.

Jerome Priscoli, de l'US Army Corps of Engineers, a présenté le Document Régional des Amériques et a décrit le processus multipartite à partir duquel il a été créé. Il a déclaré que ce Document contient douze recommandations régionales qui incluent: la promotion de l'inclusion sociale et l'éradication de la pauvreté à travers l'accès universel à l'eau et à l'assainissement, et à travers une utilisation productive de l'eau; et l'élaboration d'une législation appropriée ainsi que l'introduction d'incitatifs économiques pour assurer la durabilité de l'eau.

Alors que certains participants se sont félicités du processus participatif par lequel le Document des Amériques a été créé, d'autres ont indiqué que le processus n'était pas suffisamment inclusif et que ses recommandations n'avaient rien de nouveau. Certains ont souligné la nécessité d'établir des priorités

entre les recommandations, tandis que d'autres ont suggéré la nécessité de financement durable, pas seulement pour la fourniture d'eau à court-terme. Les discussions se sont poursuivies au Pavillon du CCE pendant le déjeuner.

EUROPE: Tom Vereijken, Partenariat européen de l'eau, a présenté le processus européen dans le cadre de la préparation du 5ème Forum mondial de l'eau, qui a abouti à une vision européenne sur l'eau; les programmes de leadership sur l'eau et de sensibilisation; et la création d'un centre européen de l'eau pour le partage des technologies et des meilleures pratiques.

Au cours des principales présentations, le président du CME, Loïc Fauchon, a déclaré qu'il était du rôle des dirigeants politiques d'adopter les solutions proposées lors du Forum et a souligné l'importance de la coopération régionale.

Marta Moren, Directrice de l'eau d'Espagne, a présenté une communication sur la rareté de l'eau et sur la sécheresse dans l'Union européenne, dans le contexte de la Directive-cadre européenne sur l'eau. Jacqueline McGlade, Agence européenne pour l'environnement, a noté qu'aucune région d'Europe n'est à l'abri de la raréfaction de l'eau et a conclu qu'une gestion basée sur l'approvisionnement n'est pas durable.

Un premier groupe a traité des «réalisations et des défis de européens sur l'eau». Renske Peters, Ministère des transports, des travaux publics et de la gestion de l'eau des Pays-Bas, a souligné la nécessité de mettre en place une structure de gouvernance incluse et à long terme pour une utilisation durable. Anna Tsvietkova, du Programme d'eau et d'assainissement d'Ukraine, a parlé du rôle qu'ont joué les partenariats sur l'eau dans la mise en place du dialogue sur l'eau dans son pays. Pour sa part, Josée Pascual Gil, la ville de Castellon en Espagne, a souligné les innovations réalisées dans le secteur de l'irrigation dans la Région de Valence. Diane Arras, d'Environnement Suez, a relevé les innovations techniques dans le renforcement du traitement et de la réutilisation des eaux usées. Jean-François le Grand, du Conseil général de la Manche en Normandie, France, a attiré l'attention sur la nécessité de trouver des solutions localement adaptées. Doris Köhn, KPW Bank, Allemagne, a noté que les compromis de gestion de risque doivent être réalisés dans l'amélioration des infrastructures d'eau. Quant à Matthias Kollatz Ahnen, de la Banque européenne de développement, il a souligné que la stabilité macroéconomique au niveau national contribue à la «crédibilité bancaire» des projets liés à l'eau.

Sascha Gabizon, de Femmes européennes pour un avenir commun (WECF) a présenté la session sur les actions européennes en vue d'atteindre un assainissement durable pour tous. Elle a souligné les paramètres clés de réforme, en particulier les questions de santé, de financement et les incitatifs pour l'assainissement. Helmut Blösch, de la Commission européenne, a décrit les principes clés de la politique de l'UE sur l'assainissement, le traitement des eaux usées, les normes d'eau potable, et a cité la protection des rivières comme une réussite clé. Blösch a cependant fait remarquer que la pollution des nappes souterraines demeure un problème.

Les panélistes ont présenté et discuté quatre études de cas: sur la campagne nationale suisse 2008 de sensibilisation; le traitement de l'eau et les innovations en assainissement dans la région métropolitaine de Paris et au Pays-Bas; et la promotion des toilettes Ecosan dans les zones rurales de Moldavie.



G-D: Helmut Blösch, Commission européenne; Marga Kool, Conseil de l'eau, Reest en Wieden, Pays-Bas; Peter Cook, Association européenne de l'eau; Sascha Gabizon, Femmes en Europe, Réseau pour un avenir commun (WECF); et Jean Duchemin, Agence pour l'eau Seine-Normandie

Résumant les défis clés qui se posent au développement futur dans le secteur, Peter Cook, de l'Association européenne de l'eau, a relevé l'atténuation du changement climatique, l'adaptation aux flux migratoires des populations et la mise à jour des infrastructures.

Laszlo Kothay, Secrétaire d'État chargé de l'eau de Hongrie, a présidé la dernière session sur la gestion des bassins et sur la coopération transfrontalière. Dans son introduction, Jean François le Grand, du Réseau international des organisations de bassins, a souligné que l'Europe compte de nombreux bassins, lacs et fleuves partagés et a noté que la Directive européenne sur l'eau offre un cadre commun pour l'harmonisation des pratiques.

Les panélistes ont fait des présentations sur: la Commission internationale pour la protection du fleuve Danube; le rôle de la Commission économique des Nations unies pour l'Europe sur la Convention européenne de l'eau en Asie Centrale; l'aide du programme UE-Chine de gestion des bassins fluviaux apportée à la Chine dans les bassins du Fleuve Jaune et du Yangtze; et la mise en œuvre de la gestion du bassin du fleuve Sénégal.

SESSIONS THÉMATIQUES

THEME SUR LA GOUVERNANCE ET LA GESTION DU DROIT À LA RÉALITÉ – BONNES PRATIQUES DE GOUVERNANCE POUR LA MISE EN ŒUVRE DU DROIT HUMAIN À L'EAU ET À L'ASSAINISSEMENT:

La présidente Uschi Eid, de l'UNSGAB, a noté que le travail sur le droit humain à l'eau a connu une accélération au cours des cinq dernières années. Santha Sheela Nair, du Ministère du développement rural, Inde, a souligné le fait que les populations ont besoin de s'assurer la reconnaissance du droit humain à l'eau, et le droit à l'eau source de vie. Kerubo Ikioga, du Centre sur les droits au logement et les expulsions, Kenya, a relevé qu'une base juridique était un préalable pour jouir des avantages que confèrent les droits à l'eau et à l'assainissement.



Santha Sheela Nair, Ministère du développement rural, Inde

Lucinda O'Hanlon, du Bureau du Haut commissaire aux droits de l'homme, a présenté le mandat de l'expert indépendant des Nations Unies sur l'eau et l'assainissement, en soulignant qu'elle souhaitait faire progresser le dialogue sur le droit à l'eau et à l'assainissement.

Celestine Kaseve, de la Compagnie des Eaux, Nairobi, Kenya, a déclaré que cette Compagnie reconnaît le droit à l'eau en assurant des prix de l'eau raisonnables pour les nouveaux arrivants informels qui constituent 60% de la population de Nairobi. Vibhu Nayar, Ministre de l'eau, Tamil Nadu, Inde ont souligné le défi que l'on doit relever pour régler la discrimination tant au niveau individuel qu'institutionnel, afin de mettre en œuvre le droit à l'eau.

Ivan Lanegra, du Bureau du médiateur du Pérou, a parlé des efforts déployés par ce bureau pour mettre à jour le niveau des services des eaux usées, particulièrement dans les zones rurales et non urbaines pour surveiller la réponse de ces services aux besoins des zones concernées. Francesca Bernardini, de la Commissions des Nations unies pour l'Europe, a parlé du Protocole européen sur l'eau et la santé, une Convention juridiquement contraignante qui couple environnement et santé pour viser un accès universel à l'eau potable et à l'assainissement.

Les panélistes ont discuté de l'impératif pour la Déclaration ministérielle du 5ème Forum mondial de l'eau de refléter «l'humeur du monde» en ce que l'eau est un droit humain. Ils ont aussi discuté d'un cadre juridique et d'une approche multisectorielle pour mettre en œuvre de droit à l'eau.

Cyprian Mazubane, de l'Afrique du Sud, a relevé le langage fort utilisé dans la Constitution Sud-Africaine sur la protection du droit à l'eau et a déclaré que «l'eau c'est la vie, mais l'assainissement, c'est la dignité». Simone Klawitter, de



Le dais lors de la présentation de Kerubo Ikioga, Centre sur les droits au logement et les expulsions, Kenya

l'Organisation allemande de coopération technique, a parlé de l'expérience de cet organisme dans l'approvisionnement en eau et en assainissement en Zambie, par le biais de la mise en place d'un instrument «le panier commun de financement» destiné aux pauvres.

Henry Smets, de l'Académie française de l'eau, a proposé que chaque pays utilise un index qui puisse servir au calcul de l'accessibilité des prix de l'eau. Sabin Intxaurreaga, du Ministère basque de l'eau, a décrit la toute prochaine «Initiative basque de l'eau pour la vie et le développement durable» pour mettre en œuvre le droit à l'eau considéré comme droit humain. François Muenger, France, a noté que «l'approche des droits humains» oblige à l'identification de la discrimination en soulignant le problème posé par l'accès à l'eau et à l'assainissement à ceux qui vivent dans les taudis.

Adriana Marquisio, de la Compagnie de l'Union pour l'eau publique, Uruguay, a demandé que soit ajoutée une déclaration complémentaire à la déclaration ministérielle dans laquelle serait exprimée la nécessité d'un droit à l'eau. Shaddad Al Attili, de l'Autorité palestinienne de l'eau, a déclaré que la mention d'un droit à l'eau dans la Déclaration ministérielle aiderait l'Autorité palestinienne à fournir de l'eau aux utilisateurs.

Les participants ont discuté entre autres: des droits des eaux transfrontalières; des inconvénients et des avantages de la privatisation; et de la nécessité de reconnaître l'eau comme un droit humain, au niveau national et international.

THEME SUR LE CHANGEMENT GLOBAL ET LA GESTION DU RISQUE

GÉRER LES RISQUES LIÉS À L'EAU DANS UN CONTEXTE DE CHANGEMENT CLIMATIQUE:

Kwon Do Youp, Vice-Ministre des affaires étrangères, foncières, maritimes et des transports de Corée, a ouvert la session en soulignant l'accroissement des désastres causés par le changement climatique, ainsi que la nécessité de réduire les dégâts et d'accroître la résilience par le biais: de réponses efficaces; de la construction d'infrastructures; de la mise en œuvre de l'une gestion intégrée des inondations; et d'échange d'informations.

Avinash Tyagi, de l'Organisation Météorologique mondiale a relevé la nature des risques de l'eau liés au changement climatique et Toshio Okazumi, du Ministère des Affaires foncières, de l'infrastructure, des transports et du tourisme du Japon, a noté les moyens déployés par son pays pour mettre en œuvre une gestion des inondations basée sur les risques.



G-D: Zafar Adeel, Université des nations unies; Chris Zevenbergen, Institut de l'UNESCO pour l'éducation sur l'eau; Kwon Do Youp, Vice-ministre des affaires foncières, maritimes et des transports de Corée; et Avinash Tyagi, Organisation météorologique mondiale



Participants lors de la session sur la gestion des risques liées à l'eau dans un contexte de changement climatique

Chris Zevenbergen, de l'Institut de l'UNESCO pour l'Éducation sur l'eau, a souligné la nécessité de mener les actions par: le changement de la perception du risque; les leçons apprises des meilleures pratiques et des échecs; et la consolidation des réseaux et des relations. Il a relevé que les événements extrêmes pourraient créer des conditions propices à une catastrophe, mais que la catastrophe est créée par la réponse humaine à ces événements extrêmes. Zevenbergen a souligné la nécessité entre autres, de se concentrer sur les impacts plutôt que sur les probabilités et de se concentrer aussi sur la diffusion de la connaissance. Il a proposé la mise en place d'un centre international de résilience aux inondations, qui servirait à expérimenter et à partager les innovations en matière de gestion et de technologie.

Les panélistes et les participants ont par la suite discuté: des nouveaux désastres liés à l'eau; des coûts économiques du changement climatique; de la création d'un centre de résilience adaptative; de l'inclusion de la météorologie urbaine dans les stratégies de planification urbaine; et des inondations intervenant dans les bassins fluviaux.

Saeed Nairizi, d'Iran, a parlé des activités entreprises par la Commission internationale sur l'irrigation et le drainage et liées à la sécheresse, la rareté de l'eau et, la gestion du risque. Il a déclaré que dans le passé, la Commission s'était penchée sur les stratégies et les indices de gestion de la sécheresse, et a suggéré qu'à l'avenir, elle s'activerait sur la mise en œuvre et la redéfinition des termes conventionnels de l'utilisation de l'eau en agriculture.

Mary-Jeanne Adler, de la Roumanie, a présenté les efforts menés par son pays pour traiter les catastrophes potentielles liées à l'eau et dues au changement climatique. Mettant en exergue le mécanisme de réponse au désastre en vigueur dans le bassin du Danube, elle a souligné l'importance des prévisions et du partage des expériences dans le traitement de potentielles catastrophes; elle a aussi souligné la nécessité de développer une culture de réponse rapide aux catastrophes.

Sontak Lee, de la Corée, a présenté la conception d'infrastructure pour la résilience au changement climatique de la Corée. Il a remarqué que les conséquences du changement climatique dans son pays ont été anormales, et a souligné la réhabilitation des barrages, considérées comme exemple de structures hydrologiques dont la conception doit se baser sur le changement climatique anticipé.

Cees van de Guchte, des Pays-Bas, a déclaré que son pays est un exemple de gestion réussie du risque. Sur l'atténuation du risque lié au climat, il a souligné les rôles des technologies innovatrices et non-conventionnelles, d'une réévaluation régulière du risque, et le concept de «construire avec la nature».

Basanta Shrestha, du Nepal, a souligné les défis uniques auxquels sont confrontées les communautés montagnardes, et a relevé l'importance de réduire les incertitudes, d'accroître la capacité de s'adapter, et de renforcer la résilience des communautés.

Les participants ont par la suite discuté de la responsabilité des gouvernements nationaux et ont souligné les questions concernant la nécessité de: traiter du changement climatique de manière holistique; assurer l'efficacité des Systèmes d'alerte précoce et améliorer le financement des projets.

Zafar Adeel, Université des Nations unies, a conclu en notant la nécessité de se pencher simultanément sur l'atténuation et l'adaptation; de considérer les réponses des politiques au niveau national et d'investir dans les infrastructures. Il a aussi souligné la nécessité critique de réduire l'échelle des modélisations climatiques.

ÉVÈNEMENTS PARALLÈLES

FONDATION DU PRINCE ALBERT II MONACO: PROJETS ET INITIATIVES DANS LE DOMAINE DE LA GESTION INTÉGRÉE ET DURABLE DES RESSOURCES EN EAU:

Une initiative de Partenariat pour une gestion intégrée et durable des ressources en eau dans la région méditerranéenne menée par la Fondation du Prince Albert II de Monaco a été présentée par le Prince. Celui-ci a



Prince Albert II de Monaco

souligné la nécessité de mettre en place des projets qui couvrent les niveaux international, national et régional.

Bernard Fautrier, Vice-président et chef de la direction exécutive de la fondation, a défini ses priorités qui comprennent: la biodiversité, le climat et l'eau, et a souligné les trois domaines centraux pour la région méditerranéenne, à savoir: l'accès à l'eau; la gestion durable de l'eau et les

connaissances, et le partage de l'expérience.

Les organisations partenaires de l'Initiative ont décrit les contributions et les idées qu'elles envisagent apporter. Plusieurs orateurs ont noté les défis qui consistent à concilier la disparité entre les systèmes écologiques et les frontières politiques en ce qui concerne la gestion de l'eau, et ont décrit le projet comme étant un effort de rendre une gestion décentralisée et locale compatible avec des considérations du niveau d'un bassin. Lucian Chagason de Plan bleu a déclaré qu'alors que le projet traitait des préoccupations financières et techniques, il reconnaissait aussi l'importance de traiter de la gouvernance à de niveaux multiples. Jocelyn Fenard, de l'Institut des Nations unies pour la formation et la recherche, a relevé la nature concrète et pratique de l'Initiative et a discuté de la manière dont la recherche pourrait se traduire en action. Dominique Heron, d'Environnement Veolia, a souligné la valeur ajoutée de l'expertise transversale des partenaires du projet. Pour terminer, les expériences pratiques du Mexique et du Togo ont été présentées.



Prince Albert II de Monaco s'adressant aux participants à l'évènement parallèle



Bulletin du Forum mondial de l'eau

Un rapport quotidien du 5ème Forum mondial de l'eau

Publication de l'Institut international du développement durable en collaboration avec le Secrétariat du 5ème Forum mondial de l'eau

5th WORLD WATER FORUM
ISTANBUL 2009

iisd | Reporting
Services

EN LIGNE À: [HTTP://WWW.IISD.CA/YMB/WATER/WORLDWATER5/](http://www.iisd.ca/ymb/water/worldwater5/)
ÉDITION #3, VOLUME 82, NUMÉRO 18, JEUDI, 19 MARS 2009



5ÈME FORUM MONDIAL DE L'EAU: FAITS MARQUANTS DU MERCREDI 18 MARS 2009

Le 5ème Forum mondial de l'eau a repris ses travaux le mercredi 18 mars à Istanbul, Turquie. Les participants ont pris part à des présentations régionales sur l'Afrique, et sur la sous-région « à l'intérieur et autour de la Turquie ». Les Parlementaires se sont réunis pendant toute la journée pour préparer leurs contributions dans le cadre du processus politique. Les autres délégués ont continué à assister aux sessions thématiques et aux événements parallèles tout au long de la journée, tandis que la Foire et l'Exposition sur l'eau se déroulaient sur les deux sites du Forum.



Süleyman Demirel, ancien Président de la Turquie, s'adressant aux participants du Forum, à la Session sous régionale sur « à l'intérieur et autour de la Turquie »

SESSIONS REGIONALES

À L'INTÉRIEUR ET AUTOUR DE LA TURQUIE:

Haydar Koçaker, Directeur général des Travaux hydrauliques de la Turquie, a déclaré que la préparation pour le processus sous-régional incluait 22 sessions préparatoires basées sur une vaste consultation avec les parties prenantes.

Loïc Fauchon, Président du CME, a félicité le Gouvernement turc pour la grande qualité du 5ème Forum mondial de l'eau, et a souligné de nombreuses « premières » survenues au cours de ce Forum, notamment l'engagement dans le processus politique des acteurs gouvernementaux à quatre niveaux: autorités locales; parlementaires; ministres et chefs d'État. Il a déclaré que les résultats du Forum démontreront l'importance de l'eau dans le monde.



Haydar Koçaker, Directeur générale turque des Travaux hydrauliques de l'État



G-D: Oktay Tabasaran, Secrétaire général, Forum mondial de l'eau et Veysel Eroğlu, Ministre de l'environnement et de la foresterie, Turquie

que la Turquie a plusieurs siècles d'expérience en matière de gestion de l'eau, Istanbul étant le « centre des technologies de la gestion de l'eau ».

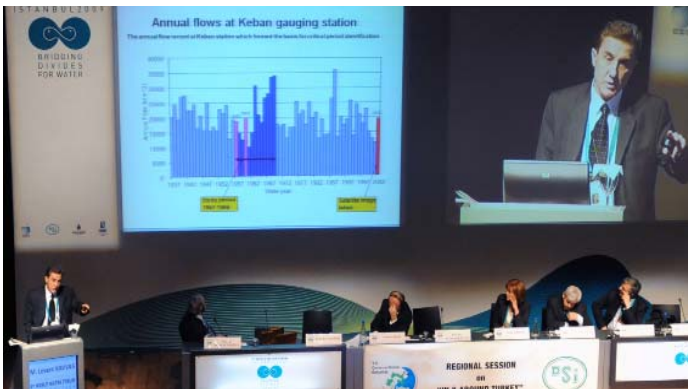
Süleyman Dimirel, ancien Président de la Turquie, a déclaré que les humains ont une obligation de protéger la terre à travers de meilleures pratiques de gestion de l'eau et a souligné que « l'eau est au centre de l'univers ». Affirmant que l'eau potable n'est pas abondante, il a relevé que la croissance démographique pourrait exacerber le fardeau des millions de personnes sans accès à l'eau potable et à un assainissement adéquat. Il a mis l'accent sur l'importance des barrages pour la croissance économique et le développement social.

Veysel Eroğlu a par la suite dirigé le panel ministériel sur les impacts du changement climatique dans la région. Il a souligné l'importance de la législation, des systèmes d'alerte



Veysel Eroğlu, Ministre de l'environnement et de la foresterie, Turquie

Le *Bulletin du Forum mondial de l'eau* est une publication de l'Institut international du développement durable (IIDD) <info@iisd.ca>, éditeurs du *Bulletin des Négociations de la terre* © <enb@iisd.org>. Ce numéro a été rédigé et édité par Robynne Boyd, Claudio Chiarolla, Alexandra Conliffe, Tallash Kantai, Wangu Mwangi, Kate Neville, et Anna Schulz. Photographie: Leila Mead. Éditeur numérique: Diego Noguera. Version française: Hélène Kom - révision: Pia M. Kohler, Ph.D. Éditeur: Lisa Schipper, Ph.D. <lisa@iisd.org>. Directeur du Service d'information de l'IIDD: Langston James "Kimo" Goree VI <kimo@iisd.org>. Le financement de la couverture de cette réunion a été fourni par le Secrétariat du 5ème Forum mondial de l'eau. L'IIDD peut être joint par voie postale au 161 Portage Avenue East, 6th Floor, Winnipeg, Manitoba R3B 0Y4, Canada; par téléphone au: +1-204-958-7700; et par télécopieur au: +1-204-958-7710. Les opinions exprimées dans le *Bulletin* appartiennent à leurs auteurs et ne reflètent pas forcément les vues de l'IIDD. Des extraits du *Bulletin* peuvent être utilisés dans d'autres publications moyennant citation académique appropriée. Les versions électroniques du *Bulletin* sont transmises à travers notre liste de distribution e-mail (formats HTML et PDF) et sont disponibles en ligne au <<http://www.iisd.ca/>>. Pour tous renseignements sur le *Bulletin*, y compris les demandes de couverture d'événements par nos services, contacter le Directeur du service d'information de l'IIDD par courriel à: <kimo@iisd.org>, par téléphone à: +1-646-536-7556 et par voie postale au 300 East 56th St., 11A, New York, NY 10022, États-Unis d'Amérique. L'équipe de l'IIDD au 5ème Forum mondial de l'eau peut être jointe par courrier électronique à: <alexandra@iisd.org>.



Levent Kavvas, Université de Californie, à Davis, lors de son intervention

précoce, des stratégies d'adaptation et de la coopération. Raed Abu Saud, Ministre de l'eau et de l'irrigation de la Jordanie, a souligné l'importance des mécanismes de coopération et des régimes juridiques pour les eaux transfrontalières. Baratli Koshmatov, Ministre adjoint de l'agriculture, des ressources en eau et de l'industrie de transformation du Kirghizistan, a parlé des mesures entreprises par son pays pour faciliter l'adaptation au changement climatique.

Abdelkbir Zahoud, Secrétaire d'État à l'eau et à l'environnement du Maroc, a parlé de l'importance de la science et de la technologie pour réaliser des partenariats entre les pays. Said Yokubzod, Ministre de la gestion des ressources en eau du Tadjikistan, a mis l'accent sur la nécessité d'inclure les ODM et les objectifs de la Décennie internationale de l'eau dans un processus régional, et a demandé de désigner l'année 2012, Année internationale de la Diplomatie de l'Eau

Hüseyin Gökçekuş, Recteur adjoint de l'Université du Proche-Orient, Turquie, a déclaré que le Partenariat mondial pour l'eau de la Banque mondiale met en relief les multiples défis qui se posent dans la Méditerranée, notamment la sécheresse dans le Nord Chypres. Eroğlu a parlé d'un projet qui vise à approvisionner cette région avec de l'eau transportée depuis le Sud de la Turquie dans un pipeline suspendu.

Dans une session technique modérée par Doğan Altınbilek, de l'Université technique du Moyen-Orient, l'on a assisté à un certain nombre de présentations sur la situation de l'eau à Istanbul. Ünal Öziş, de l'Université d'Ege, a parlé des travaux hydrauliques en Turquie qui, a-t-il dit, incluent les barrages, les citernes et les canaux, dont certains sont utilisés depuis plus de 500 ans. Hasan Sarikaya, de l'Université technique d'Istanbul, a fait une présentation sur les «scénarios régionaux de changement climatique pour la Turquie et les régions avoisinantes», et a souligné la nécessité d'adopter les stratégies d'atténuation et d'adaptation. Il a relevé la hausse de la température en été et la diminution des précipitations en hiver, et a projeté que la Turquie connaîtra une pénurie d'eau dans l'avenir.



Des danseurs locaux ont offert des spectacles aux délégués toute la journée



L'une des gagnantes exhibant son trophée au cours de la Réception et Remise de prix, Session Technique, Journée de la Turquie

Levent Kavvas, de l'Université de California à Davis, a présenté un modèle hydro-climatique du bassin hydrographique du Tigre et de l'Euphrate destiné à une étude des bilans hydriques. Il a noté que l'accroissement de la température à l'intérieur du bassin et dans les environs a conduit à la fonte de neige et à l'élévation subséquente des niveaux de l'eau dans le bassin. Il a déclaré que cette situation nécessitera la construction d'importantes infrastructures de stockage d'eau.

Aynur Gerzile, de l'Administration de l'eau et des eaux usées d'Istanbul (ISKI), a fait une présentation intitulée «Du passé au présent, la Corne d'or», qui décrit le projet de protection environnementale de la Corne d'or. Elle a déclaré qu'une pollution sévère résultant de l'industrialisation et de la croissance démographique a nécessité un projet de 653 millions de \$US qui a permis la réhabilitation et l'embellissement des terres avoisinant la Corne d'or. Les déchets récupérés dans l'eau ont été recyclés et réutilisés dans les autres projets de la ville.

Ömer Özdemir, de la Direction générale des travaux hydrauliques d'État, a présenté l'Initiative métropolitaine de l'eau potable qui fournit de l'eau potable aux résidents d'Istanbul; Raif Mermutlu, d'ISKI, a parlé du projet d'approvisionnement en eau potable d'Istanbul. Il a relevé qu'au rythme actuel de croissance démographique, l'approvisionnement en eau potable va bientôt poser un défi majeur à la ville.

AFRIQUE: Bai-Maas Taal, Secrétaire exécutif du Conseil des ministres africains chargés de l'eau (AMCOW), a déclaré que cette réunion allait servir de point de départ pour le Document de la Région africaine et permettre de mobiliser un vaste soutien régional et international pour consolider les engagements existant en vue de surmonter les divisions sur l'eau et l'assainissement en Afrique. Asfow Dingamo, Ministre éthiopien des ressources en eau, a noté que le Forum mondial de l'eau offre une opportunité de parler aussi des réussites de l'Afrique, et pas uniquement «de la tristesse et des malheurs».



Bai-Maas Taal, Secrétaire exécutif AMCOW

Le Prince d'Orange Willem-Alexander des Pays-Bas, président du Conseil consultatif du Secrétaire général des nations unies pour l'eau et l'assainissement (UNSGAB), a noté qu'il se dégage un consensus de plus en plus grand sur les questions clés relatives à l'eau, et a demandé instamment à l'Afrique et à ses partenaires, d'accélérer le pas dans la réalisation de leurs engagements. Il a souligné que les donateurs ont l'obligation morale de promouvoir l'efficacité de leur aide officielle au développement (AOD), et a proposé le soutien de son organisme pour mobiliser un tel financement.

Oktay Tabasaran, Secrétaire général du 5^{ème} Forum mondial de l'eau, a déclaré que le Forum a garanti la place de l'eau dans l'agenda international et offre aux décideurs une tribune où débattre, créer des liens et faire avancer les discussions sur



Erastus Mwencha, Vice-président de la Commission de l'UA

les questions liées à l'eau. Sfara Giorgio, président du Groupe d'experts du G-8 sur l'eau et l'assainissement, a annoncé la création de l'Alliance G-8/Afrique sur l'eau, lancée au cours de la Présidence italienne, et a ajouté que cette alliance s'inspirera des leçons tirées des Sommets d'Évian et de Toyako.

Déclarant que «nous observons de près et écoutons attentivement», Loïc Fauchon, président du CME a encouragé une redéfinition des institutions d'eau d'Afrique basées sur les expériences et les priorités africaines, dont l'une des tâches sera de trouver une «expression» africaine du droit à l'eau. Dans son discours, Erastus Mwencha, Vice-président de la Commission de l'Union africaine (UA), s'est félicité de l'inclusion des résultats du Sommet de l'UA tenu à Sharm el Sheikh en 2008 au cours duquel les Chefs d'États africains ont approuvé 25 engagements pour résoudre les problèmes liés à la sécurité de l'eau et aux objectifs d'assainissement. En concluant que l'Afrique parle d'une seule voix et «sans distinction entre ceux qui ont déjà reçu de l'aide et ceux qui n'ont rien», il a demandé instamment à toutes les parties prenantes d'agir sans attendre pour surmonter les énormes inégalités qui existent sur le Continent en matière d'eau et d'assainissement.

Michel Jarraud, Secrétaire général de l'Organisation météorologique mondiale (OMM), a parlé des initiatives entreprises par l'Organisation pour renforcer la capacité institutionnelle de l'Afrique, ce qui inclut le développement d'un cadre hydrologique pour rendre les systèmes de gestion de l'eau plus accessibles et durables.

Mandla Gantsho, Vice-président de la Banque africaine de développement (BAD) a présenté le Document de la Région africaine intitulé «Surmonter les inégalités en matière de sécurité de l'eau en Afrique: un agenda pour la mise en œuvre des engagements politiques existants». Il a souligné que le Rapport est l'aboutissement d'un processus consultatif global et vient compléter la Vision africaine de l'eau pour 2025. Gantsho s'est félicité de l'accroissement du financement pour l'eau au cours des dernières années, mais a souligné l'importance des problèmes qui incluent: augmenter



Des danseurs sud-africains ont offert un spectacle au cours de la Journée de la Région africaine.

le pourcentage des terres irriguées; livrer l'assainissement amélioré à 60% de la population africaine; réduire les écarts entre les capacités.

Dans sa présentation sur «Financer une extension durable des infrastructures d'eau africaines» Andrian Rakotobe, de la BAD, a déclaré qu'il faudra annuellement, 50 millions de \$US pour atteindre les objectifs dans trois domaines clés: accès à une eau potable et à un assainissement sûr; l'eau pour l'agriculture; stockage de l'énergie hydroélectrique pour usages multiples.

Reginald Tekateka du Réseau africain pour le développement des bassins, a noté que les systèmes susceptibles de s'adapter au changement climatique nécessitent des investissements en savoir et en savoir faire, en diversité, arrangements institutionnels appropriés et infrastructures adéquates.

Au cours de la session de clôture, l'Afrique du Sud a annoncé qu'elle accueillera la 7ème session de l'AMCOW et la Deuxième Semaine Africaine de l'Eau en novembre 2009. Ce pays a également exprimé son intérêt pour le 6ème Forum mondial de l'eau qui se tiendra dans trois ans.

PROCESSUS POLITIQUE

LES PARLEMENTAIRES

SESSION D'OUVERTURE: Köksal Toptan, de la Grande Assemblée nationale de Turquie, a souhaité la bienvenue aux parlementaires venus de tous les coins du monde. Il a parlé de la gravité de la crise mondiale de l'eau et du rôle important d'une législation efficace dans la gouvernance de l'eau. S'adressant à 200 parlementaires au nom de Loïc Fauchon, Président du CME, Pierre Victoria, du CME a souligné la nécessité de traduire en actions concrètes les principes adoptés à la conférence parlementaire préparatoire du 5ème Forum mondial de l'eau.

Celestion Leroy Gaombalet, de la République centrafricaine, a noté que «partager l'eau» signifie «partager les opportunités» et que les solutions et les approches nouvelles sont déterminantes pour répondre à la demande en eau douce dans le Continent africain. Cho Jin Hyeong, de la République de Corée, a indiqué que la sécheresse et la désertification engendrent la dégradation accrue de végétation et compromettent la disponibilité des produits alimentaires en Asie, alors que la restauration et la prévention diminuent le stress résultant de la sécheresse et des inondations cycliques.

Narcio Rodriguez, du Brésil, a plaidé pour la création d'un parlement mondial permanent pour l'eau, sous l'égide du CME et du Programme hydrologique international de l'UNESCO, pour coordonner les efforts des parlementaires visant à traiter les questions liées à l'eau dans le monde. Il a souligné entre



Narcio Rodriguez (Brésil)



Köksal Toptan, Grande Assemblée nationale de la Turquie



Participants au cours de la session parlementaire

autres, que l'Amérique latine est confrontée aux problèmes suivants: un accès inéquitable à l'eau; une législation sur les eaux souterraines inadéquate; une réglementation inefficace sur les services de l'eau, l'établissement des prix et le paiement pour les services d'écosystème.

Alan Meale, du Royaume Uni et du Conseil de l'Europe, a mis en exergue les impacts du changement climatique sur la disponibilité de l'eau, les systèmes aquatiques et la fréquence des catastrophes. Adnan Mohammad Badran, de la Jordanie, a souligné que l'accès à l'eau est un droit humain fondamental qui doit être mis en œuvre par les parlementaires dans le cadre des lois nationales.

Le modérateur Victor Ruffy, de la Suisse, a ouvert les discussions sur quatre sujets examinés par les parlementaires: le changement global, les eaux transfrontalières; la décentralisation; et le droit à l'eau et à l'assainissement.

Dans un discours, William Cosgrove du Programme mondial pour l'évaluation des ressources en eau (WWAP), a discuté des questions de l'eau identifiées dans le Troisième Rapport mondial des Nations unies sur la mise en valeur des ressources en eau.

SESSIONS CIBLEES:

Mustafa Östürk, de la Grande Assemblée nationale de Turquie, a présenté une session sur le changement global. Il a déclaré que les pays industrialisés ne devraient pas percevoir les mécanismes d'adaptation et d'atténuation des changements climatiques comme des outils de profit, et a souligné la nécessité d'une action collective.



Mustafa Östürk, Grande Assemblée nationale de la Turquie

Au cours de la discussion qui a suivi, un parlementaire d'Iraq a plaidé pour un accord trilatéral sur les fleuves Tigre et Euphrate pour promouvoir la coopération régionale, alors qu'un délégué de la Hongrie a insisté sur le lien entre la science et la politique, promettant de se servir du prochain mandat de ce pays à la présidence de l'UE pour faire avancer le processus d'un cadre plus efficace pour une utilisation durable de l'eau en Europe. Un parlementaire de la Bolivie a déploré l'absence d'accès aux technologies pour exploiter le potentiel d'eau des glaciers. Certains parlementaires ont souligné l'importance d'éviter la pollution de l'eau; et de l'effet des conflits sur la qualité de l'eau. D'autres ont indiqué qu'en Afrique centrale, en matière d'eau, les conflits et les problèmes environnementaux constituent des menaces plus importantes que la rareté naturelle.

Ursula Eid, de l'Allemagne, a présenté la session sur les eaux transfrontalières. Elle a demandé de ratifier la Convention des Nations unies sur les cours d'eau et d'utiliser l'aide officielle au développement pour renforcer les organisations des bassins fluviaux dans les pays en développement.

Osman Coşkunoglu, de la Grande Assemblée nationale de Turquie, a recommandé entre autres, de promulguer des lois nationales en vue de faciliter le partage transfrontalier

des «avantages» et d'élaborer un traité sur les eaux transfrontalières qui comporte un équilibre acceptable entre les États riverains en amont et en aval.

Au cours des discussions, un parlementaire turc a souligné la différence entre les voies d'eau transfrontalières et les voies d'eau internationales, et a recommandé la négociation d'accords séparés sur ces ressources distinctes. D'autres parlementaires ont souligné l'importance du travail accompli par la Commission du droit international sur les nappes d'eau souterraines transfrontalières.

Salwa el Magoli, d'Égypte, a présenté la session sur la décentralisation. Certains parlementaires ont mis en exergue le rôle d'une législation efficace en vue d'éviter toute corruption et les autres problèmes potentiels liés à la décentralisation. Il a déclaré que la décentralisation devrait suivre les limites des bassins hydrographiques. D'autres ont soutenu l'idée de la mise en place d'un «parlement mondial pour l'eau» et ont proposé une base de données sur les bonnes pratiques et le droit. Les parlementaires ont par la suite discuté des avantages des barrages et du potentiel d'impacts destructeurs sur les pays voisins de retenir dans les barrages les eaux transfrontalières.

Ali Riza Alaboyun, de la Grande Assemblée nationale turque, a présenté la session sur le droit à l'eau et à l'assainissement en soulignant que les parlementaires devraient rendre accessible aux citoyens et sans discrimination, de l'eau et de l'assainissement abordables. David Ebong, de l'Ouganda a déclaré qu'une gouvernance efficace de l'eau est la base de tout droit humain à l'eau et devrait comprendre: la surveillance publique de la ressource; l'accès aux tribunaux pour le respect des droits; la conformité; et les partenariats.

Dans les discussions, certains parlementaires ont souligné que l'eau est un droit humain universel, et que la fourniture de cette eau relève de la responsabilité du secteur public. D'autres ont relevé les défis que pose l'institutionnalisation de l'eau en tant qu'un droit humain et les difficultés auxquelles sont confrontés les pays en développement dans la fourniture de l'eau et des services de l'eau et de l'assainissement.

Richard Durban, des États-Unis a clôturé la session par un message vidéo en annonçant que le Sénat américain va promulguer une loi permettant la fourniture de l'eau à 100 millions de personnes dans les pays en développement.

SESSIONS THÉMATIQUES

CHANGEMENT GLOBAL ET GESTION DES RISQUES PEUT-ON FINANCER ADÉQUATEMENT

L'ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE?:

Juergen Welschhof, de la Banque de développement KfW, a ouvert la session sur «surmonter les obstacles financiers liés à l'adaptation». Il a souligné que l'élaboration des projets qui utilisent efficacement un financement est aussi importante que la mise en place de nouvelles sources et de nouveaux mécanismes de financement. En tant qu'auteur principal, William Cosgrove du WWAP a présenté un aperçu général du rapport du WWDR-3 en indiquant que les gouvernements doivent donner la priorité aux investissements sur l'eau s'ils envisagent un soutien de la communauté des donateurs.

Dans le premier groupe de discussion présidé par Christoph Gleitsmann de la Banque européenne d'investissement, trois expériences de pays relatives à la planification de l'adaptation au niveau national ont été présentées. Mohamed Ben Sakka, Ministère de l'agriculture et des ressources hydrologiques de la Tunisie, a présenté le plan d'action de son pays pour l'adaptation, notant son ancrage sur les stratégies à long terme au lieu d'une gestion de crise à court terme. Eberhard Goll, de l'Organisation allemande de coopération technique (GTZ), a souligné l'importance d'une approche à plusieurs niveaux à l'adaptation incluant des plans



William Cosgrove, WWAP

de niveaux local, régional et national. Pavel Puncochar, du Ministère de l'agriculture de la République tchèque a plaidé pour des projets bien conçus et viables, capables d'attirer le soutien du gouvernement et du public. Neils Vlaanderen, Ministère des transports, des travaux publics et de la gestion de l'eau des Pays-Bas, a souligné les besoins: de garantir un financement à long-terme et prévisible; d'élaborer des stratégies de surveillance; et d'élargir la portée de l'adaptation. De nombreuses questions ont été soulevées, entre autres: les conséquences de la crise financière sur le financement provenant des gouvernements; la mise en place des projets de budget pour l'adaptation; et la décentralisation du processus de prise de décisions, ainsi que la participation locale.

Au cours du deuxième panel sur les priorités et les options d'adaptation, Vahid Alavian, de la Banque mondiale a observé que bien que les gestionnaires de l'eau travaillent quotidiennement dans un climat d'incertitude, il est nécessaire de mettre à jour et de diversifier la panoplie des outils et des pratiques managériales dont ils disposent. Dans leur présentation commune, Nanki Kaur et Roger Calow ont remis en question la distinction entre adaptation et développement et ont souligné les similitudes dans les réponses, dont

entre autres: développement sans impacts sur le climat; renforcement de la réponse aux catastrophes; investissement dans les infrastructures; et rationalisation de la gestion intégrée des ressources en eau. À propos d'une étude comparative, ils ont noté que la question fondamentale pour l'Afrique consiste à accélérer l'accès aux ressources en eau disponibles, tandis que la Chine, dotée d'une plus grande capacité d'adaptation, est concentrée sur l'équilibre des besoins concurrents.

Nadia Abdul, de la Compagnie d'eau d'Alexandrie, Égypte, a souligné l'efficacité en eau, le rôle des infrastructures et l'extension des programmes de désalinisation comme mesures clés d'adaptation dans le delta du Nil. Joppe Cramwinckel, du Conseil mondial des affaires pour le développement durable, a souligné la nécessité de diversifier les outils d'analyse disponibles afin de favoriser un bon processus de prise de décisions.

Dans le troisième panel, le président Ron Hoffer, de la Banque mondiale, a décrit les évaluations traditionnelles de rendements et les approches techniques comme étant inadéquates pour traiter de l'adaptation au changement climatique, et a souligné la prise en compte des préoccupations sociales pour la justice et le partage des charges. Marloes Bakker du Programme de coopération sur l'eau et le climat, Pays-Bas, a noté que la confusion qui existe entre l'adaptation et le développement a retardé la conception et le financement des projets, et a souligné qu'un financement pour l'adaptation doit être suffisant, prévisible, équitable et efficace.

Jan Schrijen, de l'Association hollandaises des autorités régionales de l'eau, a décrit le «modèle hollandais» de financement de la gestion des inondations dans lequel le gouvernement central gère les investissements de grande envergure dans les infrastructures, alors que les autorités régionales se chargent de la maintenance et des infrastructures de petites envergure, et que les intervenants locaux paient des taxes régionales de l'eau pour soutenir les activités de gestion de l'eau. Schrijen et Vasile Pintilie, de l'Autorité de l'eau de la Roumanie, a discuté de la viabilité d'utiliser le modèle hollandaise en Roumanie, ainsi que du soutien de l'Union européenne pour une gestion décentralisées de l'eau.

Tefera Woudeneh, de la Facilité africaine de l'eau à la Banque africaine de développement, a proposé des stratégies pour garantir les ressources pour l'adaptation en Afrique, qui incluent: une plus grande mobilisation des ressources locales, l'encouragement du développement d'une énergie plus propre, et la demande d'une compensation venant de l'extérieur de la région. Rafael Lazaroms, de l'Association des autorités

hollandaises de l'eau, Hollande, a discuté des principes de conception des taxes ciblées sur l'eau, notant que celles-ci constituent une source sûre de revenus pour les activités de gestion de l'eau, ainsi qu'une caution financière pour des prêts bancaires. Il a relevé l'importance de discuter avec les contribuables locaux tout le long de ce processus.

Dans le dernier panel, les participants ont discuté des messages clés de politique. Certains se sont demandé si l'établissement d'une fourchette de prix pour l'adaptation basée sur des données faibles, envoie le bon message aux décideurs. D'autres ont noté que, bien qu'il soit nécessaire d'améliorer les modèles existants, il y a suffisamment des fruits sur des branches basses en termes d'interventions convenues qui peuvent être améliorées dans une première étape. Plusieurs orateurs ont mis en exergue l'importance d'institutions fortes et crédibles pour un accès équitable à l'eau et à l'assainissement. Dans ses remarques de clôture, Geert Aagaard, du Ministère des affaires du Danemark, a déclaré que le résultats de la session reflètent les cinq principes clés qui doivent être pris en compte dans les négociations sur le changement climatique à Copenhague en 2009, en particulier la nécessité: d'un alignement avec les objectifs de développement; d'un renforcement de la résilience pour s'adapter au changement climatique; d'une forte structure de gouvernance; de données et d'échanges d'information robustes; et d'un financement adéquat.

GOUVERNANCE ET GESTION

DROIT À L'EAU DANS LES SITUATIONS

D'URGENCE: RESTER SUR LE PRINCIPE OU

DEVENIR PRATIQUE: Jean Lapègue, Action Contre la Faim (ACF), France, a déclaré que la session a pour objectif de présenter le cadre juridique pour le droit à l'eau et à l'assainissement, de voir comment ce droit s'applique dans les situations d'urgence, et comment il peut être mis en pratique.

Cyril Laucci, Comité international de la Croix rouge, a présenté le cadre juridique international lié aux droits à l'eau, en marquant la différence entre le droit international humanitaire et la loi sur les droits humains. Il a déclaré que le droit international humanitaire, qui est basé sur la Convention de Genève et ses protocoles connexes, s'applique essentiellement aux situations de conflits internationaux et civils armés, tandis que la loi sur les droits humains est invoquée en temps de paix, y compris les cas de catastrophes naturelles. Il a souligné que le droit international,



Clarissa Brocklehurst,
UNICEF

en particulier à travers le droit à la vie, protège l'eau et les installations d'eau pendant les conflits.

Clarissa Brocklehurst, du Fonds des Nations unies pour l'Enfance (UNICEF), et Julie Aubriot, de l'ACF, ont présenté un projet (WASH) dirigé par l'UNICEF sur le droit à l'eau et à l'assainissement dans les situations d'urgence. Aubriot a relevé que peu d'organisations travaillent à la fois sur les droits humains et sur l'eau et à l'assainissement, et a souligné l'importance de développer un langage commun pour tous ces groupes.

Antoine Delepière, de Terre des Hommes, a parlé de la mise en œuvre sur le terrain d'une approche basée sur le droit humain, soulignant les défis pour l'engagement communautaire dans les situations d'urgence. Jakaranda Neptune, de la Mission de stabilisation des Nations unies en Haïti, a déclaré que le Pacte international relatifs aux droits économiques, sociaux et culturels (ICESCR) constitue un point de départ utile pour des discussions sur les droits humains



Julie Aubriot, ACF



Nadia Abdul, Compagnie
d'eau d'Alexandrie, Égypte



Des danseurs locaux posent pour une photo dans l'après-midi

à l'eau, et a expliqué comment une campagne sur le droit à l'eau a été lancée en Haïti, bien que le pays ne soit pas partie à l'ICESCR.

Lara El-Jazairi, du Centre sur le droit sur les logements et les expulsions, a souligné un rapport d'évaluation de dégâts soumis par les Municipalités côtières de Gaza qui établit que la récente guerre avec Israël a causé des dégâts évalués à six millions de \$US aux infrastructures d'eau et d'assainissement. Elle a énuméré les violations du droit humanitaire international perpétrées par Israël en tant que force d'occupation et pendant la guerre.

Fuad Bateh, consultant juridique de l'Autorité palestinienne chargée de l'eau, a souligné que le droit humain à l'eau et à l'assainissement doit être exercé dans le contexte de la réalisation totale des autres droits humains, et a appelé à la reconnaissance des droits des Palestiniens en vertu du droit international de l'eau. Il a souligné qu'Israël et la Palestine doivent concentrer leurs efforts sur un accès à l'eau équitable et raisonnable, et non pas sur un accès minimum à l'eau.

Les discussions ont porté entre autres sur: la définition des urgences, en particulier dans le contexte des urgences récurrentes et prolongées; les préoccupations suscitées par l'établissement des besoins minimum d'eau à 50 litres par personne par jour, étant donné que les besoins sont plus élevés si l'on tient compte du droit à l'alimentation; la nécessité de lier les réponses d'urgence avec les activités de développement à long terme; les raisons de la résistance à la reconnaissance du droit à l'eau; la souveraineté étatique et l'habileté de la communauté internationale de garantir les droits à l'eau pour les populations de pays en conflit; et la nécessité de reconnaître le droit à l'eau dans la déclaration ministérielle du Forum mondial de l'eau.

ÉVÈNEMENTS PARALLÈLES

UNE CONVERSATION AVEC LES BÉNÉFICIAIRES DE LA FONDATION BILL & MELINDA GATES: Louis Boorstin, Directeur adjoint du WASH programme de la Fondation, a cité ses principaux objectifs à savoir: l'impact, la durabilité et l'évolutivité. Il a souligné l'intérêt de la Fondation pour le leadership et l'apprentissage, et mis l'accent sur sa «recherche des solutions durables à la bonne échelle». Quatre bénéficiaires ont fait des présentations.

Glenn Austin, du Projet Eau Potable (PATH), a décrit un projet sur des mécanismes durables et innovateurs de traitement sur le site de désinfection, et de stockage de l'eau. Il a expliqué que les solutions commerciales aux défis posés à la santé sont généralement inaccessibles pour les plus démunis, mais que l'on peut concevoir des systèmes innovateurs durables pour les moins nantis, et basés sur le marché.

Jae So, du Programme eau et assainissement, a présenté le «Global Scaling-up Project» dont le but est d'accroître l'accès à l'assainissement de base et contribuer au développement

d'environnements favorables aux systèmes d'assainissement, en particulier à travers une combinaison d'approches d'assainissement basées sur la communauté et sur le marché.

Sam Parker, de Eau et Assainissement pour les Pauvres des Villes, a présenté un projet axé sur l'appui aux prestataires de services locaux, qui consiste à prélever des ressources du secteur privé pour l'eau et l'assainissement, et à relier les organisations basées sur la communauté avec les fournisseurs pour les grandes zones urbaines.

Ben Lamoree et Catarina Fonseca, du Centre international de l'eau et de l'assainissement, ont présenté le programme WASHCost dont le but est d'améliorer la planification du service de cycle de vie dans les systèmes en se concentrant sur la maintenance et la durabilité à long-terme dans la conception du projet.

Les participants ont discuté entre autres, des difficultés à atteindre les communautés à faible revenu; des effets des différences culturelles dans la mise en œuvre du projet; comment établir des critères d'évaluation pour des projets qui répondent à l'apprentissage et qui peuvent changer avec le temps; les défis de la demande pour le traitement d'eau et les services de l'assainissement; et comment les bénéficiaires évoluent dans des paysages politiques dans lesquels leurs projets ont été implantés.

AUTOUR DU FORUM

EXPOSITION ET FOIRE MONDIALES SUR L'EAU:

Lancé par Veysel Eroğlu, Ministre de l'environnement et de la foresterie, L'Expo et la Foire mondiales sur l'eau incluent des stands de diverses compagnies internationales d'eau et de l'environnement. Le Ministre a souligné que «l'intérêt de tant de compagnies illustre l'importance du 5ème Forum mondial de l'eau et de la Turquie».



Veysel Eroğlu, Ministre de l'environnement et de la foresterie, lors de l'ouverture de la Foire et de l'Expo mondiales de l'eau.



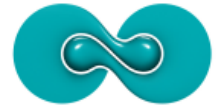
iisd | Reporting Services

Bulletin du Forum mondial de l'eau

Un rapport quotidien du 5ème Forum mondial de l'eau

Publication de l'Institut international du développement durable en collaboration avec le Secrétariat du 5ème Forum mondial de l'eau

5th WORLD WATER FORUM
ISTANBUL 2009



EN LIGNE À: [HTTP://WWW.IISD.CA/YMB/WATER/WORLDWATER5/](http://www.iisd.ca/YMB/WATER/WORLDWATER5/)
ÉDITION #4, VOLUME 82, NUMÉRO 19, VENDREDI, 20 MARS 2009

5ÈME FORUM MONDIAL DE L'EAU: FAITS MARQUANTS DU JEUDI 19 MARS 2009

Le jeudi, les délégués ont participé aux sessions des groupes régionaux de la Méditerranée et des pays arabes. Dans la matinée, le processus politique s'est poursuivi avec le dialogue entre les autorités locales et les parlementaires, et dans l'après-midi, les autorités locales ont discuté du Consensus d'Istanbul sur l'eau. Les sessions thématiques « Évolution du développement humain et des Objectifs de Développement du Millénaire (ODM) et « Financement », se sont poursuivies, tandis que les sessions « Changement global et gestion des risques » et « Gouvernance et Gestion » ont été clôturées.



Des Jeunes participants rassemblés sur le pont reliant les deux sites de la conférence

SESSIONS RÉGIONALES

GROUPE DES PAYS MÉDITERRANÉENS: Hachmi Kennou, de l'Institut méditerranéen de l'eau, a noté que les observations exprimées au cours de la session enrichiront le projet de rapport final du document régional méditerranéen. Dans les remarques préliminaires, l'Ambassadrice de la Grèce, Roza Ieremia, a énuméré les priorités politiques pour la région, notamment: le financement durable, l'adaptation et l'atténuation du changement climatique; et les synergies entre la gestion intégrée des ressources en eau (GIRE) et la gestion intégrée de la zone côtière (GIZC). Abdelkebir Zahoud, Secrétaire d'État du Maroc, a noté l'importance des transferts des connaissances et des technologies.

Michael Scoullou, du Partenariat mondial pour l'eau en Méditerranée (GWP-Med), a résumé le projet de message méditerranéen en déclarant que la région est venue au Forum avec un nouvel engagement politique.

Au cours du premier panel sur la gestion de la demande en eau et l'adaptation au changement climatique, la gouvernance de l'eau et le financement, Henri-Luc Thibault, de Plan Bleu, a souligné le rôle de la gestion de la demande, et de l'efficacité. Vangelis Constantianos, de GWP-Med, a parlé de l'éducation,



Henri-Luc Thibault, Plan bleu

de la participation des parties prenantes et de la sensibilisation aux questions sexospécifiques pour relever les défis posés à la gouvernance.

Fadi Comair, du Ministère de l'énergie et de l'eau du Liban, a présenté deux initiatives sur la gouvernance de l'eau; Mohamed

Ali Khouadja, de l'Autorité nationale de l'eau de Tunisie, a parlé de l'expérience dans la mobilisation des réponses au changement climatique; Juan Valero de Palma Manglano, de la communauté des irrigateurs euro-méditerranéens, a mis l'accent sur l'importance de l'irrigation dans la région; et Niraj Shah, de la Banque européenne d'investissement, a noté la nécessité des diverses stratégies de financement.

Les participants ont discuté entre autres de: l'eau virtuelle; la gestion de l'eau dans des situations d'occupation, de conflit et des eaux transfrontalières; l'interaction entre les besoins en eau, en énergie et en alimentation; et des opportunités pour la coopération nord-sud dans le bassin méditerranéen.

Ouvrant le deuxième panel sur l'eau et le développement côtier, le Président du Conseil mondial de l'eau (CME), Loïc Fauchon, a déclaré que le rôle des technologies modernes dans le bassin méditerranéen, bien que controversé, doit être exploré. Le co-Président du Panel, Michel Vauzelle, de la Commission inter-méditerranéenne de la Conférence des régions périphériques maritimes, a cité le tourisme, l'urbanisation et la migration comme des sources de stress sur les régions côtières. Le co-Président du Panel, Ivica Trumbic du Programme des Nations Unies pour la protection de l'environnement (PNUE), a souligné qu'une mauvaise intégration des régions maritimes et terrestres entraîne des tensions entre populations riches et pauvres. Les panélistes ont par la suite discuté entre autres: du tourisme et de l'agriculture comme secteurs concurrents pour l'eau dans les zones côtières; de l'importance du dessalement et de traitement des eaux usées dans les zones côtières de la Méditerranée; des moyens pour mettre en œuvre simultanément la GIRE et la GIZC, même si ces procédés sont parfois conflictuels; les implications des Directives-cadre de l'Union européenne sur l'eau, dans les régions côtières de l'UE; et le potentiel pour les initiatives régionales, telles que le Partenariat euro-méditerranéen et la Convention pour la protection de l'environnement marin et des régions côtières de la Méditerranée pour la mise en place d'une coopération régionale.

Le *Bulletin du Forum mondial de l'eau* est une publication de l'Institut international du développement durable (IIDD) <info@iisd.ca>, éditeurs du *Bulletin des Négociations de la terre* © <enb@iisd.org>. Ce numéro a été rédigé et édité par Robynne Boyd, Claudio Chiarolla, Alexandra Conliffe, Tallash Kantai, Wangu Mwangi, Kate Neville, et Anna Schulz. Photographie: Leila Mead. Éditeur numérique: Diego Noguera. Version française: Hélène Kom - révision: Pia M. Kohler, Ph.D. Éditeur: Lisa Schipper, Ph.D. <lisa@iisd.org>. Directeur du Service d'information de l'IIDD: Langston James "Kimo" Goree VI <kimo@iisd.org>. Le financement de la couverture de cette réunion a été fourni par le Secrétariat du 5ème Forum mondial de l'eau. L'IIDD peut être joint par voie postale au 161 Portage Avenue East, 6th Floor, Winnipeg, Manitoba R3B 0Y4, Canada; par téléphone au: +1-204-958-7700; et par télécopieur au: +1-204-958-7710. Les opinions exprimées dans le *Bulletin* appartiennent à leurs auteurs et ne reflètent pas forcément les vues de l'IIDD. Des extraits du *Bulletin* peuvent être utilisés dans d'autres publications moyennant citation académique appropriée. Les versions électroniques du *Bulletin* sont transmises à travers notre liste de distribution e-mail (formats HTML et PDF) et sont disponibles en ligne au <http://www.iisd.ca/>. Pour tous renseignements sur le *Bulletin*, y compris les demandes de couverture d'événements par nos services, contacter le Directeur du service d'information de l'IIDD par courriel à: <kimo@iisd.org>, par téléphone à: +1-646-536-7556 et par voie postale au 300 East 56th St., 11A, New York, NY 10022, États-Unis d'Amérique. L'équipe de l'IIDD au 5ème Forum mondial de l'eau peut être jointe par courrier électronique à: <alexandra@iisd.org>.

Dans une discussion de conclusion, Teodoro Estrela, Directeur adjoint de l'eau, Espagne, a mis l'accent sur la sensibilisation du public, les politiques d'établissement des prix et l'intégration politique, considérés comme composantes clés de la gestion de la demande en eau. Trumbic a relevé l'importance des efforts régionaux tels que le programme Horizon 2020 de l'UE, dans l'amélioration de la gestion de l'eau.

Jean-Claude Vial, du Ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et du développement territorial, France, a encouragé la traduction des engagements politiques en actions concrètes, et Elena Espinosa Mangana, Ministre de l'environnement, des affaires rurales et maritimes, Espagne, a souligné la nécessité d'une coopération étroite entre les pays de la région pour harmoniser les demandes en eau et la protection de l'environnement.

GROUPE DES PAYS ARABES: Mahmoud Abu Zeid, Président du Conseil arabe de l'eau (AWC), a souligné qu'étant donné la rareté de l'eau dans la Région arabe, fournir l'eau en quantités suffisantes pour l'agriculture, les industries et les ménages, représente un véritable défi. Il a déclaré que ces problèmes pourraient être réglés à travers l'utilisation des ressources humaines de la région, en particulier l'Académie arabe de l'eau; la collaboration entre les états; et la poursuite du partage de l'information sur le plan international.

Loïc Fauchon, Président du CME, a souligné quatre principales obligations, à savoir: la mise en œuvre du droit à l'eau; la mobilisation de nouveaux financements pour l'eau et l'assainissement, et l'utilisation efficace de ce financement; s'assurer que les gestionnaires de l'eau sont installés pour garantir un approvisionnement continu d'eau propre; et promouvoir l'éducation sur les ressources aquatiques.

Safwat Abdel-Dayem, Directeur exécutif AWC, a parlé du Processus régional des pays arabes, mettant l'accent sur les mesures nécessaires pour améliorer la gestion de l'eau, notamment: la mise en œuvre du droit à l'eau et la réduction des écarts entre les niveaux de connaissances des peuples par le biais de la collaboration et des échanges d'information.

Al Sadiq Almahdi, ancien Premier ministre du Soudan, a souligné l'importance du dialogue si l'on veut parvenir à un accord sur le partage équitable. Il a déclaré que contrairement au pétrole, l'eau est une ressource partagée qui ne peut être gérée qu'en utilisant de bonnes politiques et en respectant les droits des autres. Abdulatif



Al Sadiq Almahdi, Ancien Premier Ministre du Soudan

Rasheed, Ministre des ressources en eau d'Iraq, a noté qu'en raison de l'origine extérieure de la plupart de ses ressources d'eau, l'Iraq se trouve dans une situation «haute non sécuritaire» par rapport pour ce qui est de l'eau. Il a aussi souligné les efforts renouvelés pour promouvoir le dialogue



G-D: **Mahmoud Abu Zeid**, Président du Conseil arabe de l'eau; **Abdulatif Rasheed**, Ministre des ressources en eau, Iraq; et **Kaoru Ishikawa**, Ambassadeur du Japon en Égypte

avec la Turquie et la Syrie et appelé les pays arabes à ratifier les traités internationaux existants sur les cours d'eau transfrontaliers.

Kevin Cleaver, du Fonds international pour le développement agricole, a demandé aux pays arabes d'exploiter la base de connaissance historiquement riche et unique de la région. Notant que plusieurs systèmes agricoles modernes sont très inefficaces en matière d'eau, il a plaidé pour une restructuration des systèmes existants d'incitatifs, afin de promouvoir des technologies et des cultures plus efficaces. Se faisant l'écho à l'énorme opposition que montre la région à la privatisation de l'eau, il a proposé de trouver un «vocabulaire» moins controversé pour stimuler le débat public sur la gamme des options politiques disponibles, «étant donné qu'il faut bien que quelqu'un paie pour la fourniture de l'eau».

Kaoru Ishikawa, Ambassadeur du Japon en Égypte, a souligné cinq messages sur l'eau et la science, notamment: la nécessité de respecter les ressources existantes par le biais d'une utilisation efficace; l'usage de techniques telles que le dessalement; «aider la nature» en utilisant la technologie pour nettoyer les sources d'eau polluées; renforcer les Associations des utilisateurs d'eau pour une utilisation équitable; et ajuster les perceptions sur l'assainissement et la réutilisation de l'eau.

Dans une discussion de clôture, les panélistes venus des universités, des institutions de politiques, du Gouvernement et de la société civile ont débattu des messages clés émis par les parties prenantes arabes au 5ème Forum mondial de l'eau. Soulignant que la voie à suivre pour avancer demande de réfléchir de manière originale, ils ont discuté entre autres: d'explorer des innovations en dehors du secteur de l'eau; reconnaître la contribution de la société civile; diffuser les bonnes pratiques; renforcer l'éducation et la collaboration scientifique; promouvoir les approches de GIRE; et accélérer la ratification des traités internationaux sur le règlement des conflits liés à l'eau.

PROCESSUS POLITIQUE

DIALOGUE ENTRE LES AUTORITÉS LOCALES ET LES PARLEMENTAIRES:

A la suite des réunions séparées du mercredi, les parlementaires et les représentants des autorités locales de l'eau se sont réunis pour un dialogue conjoint sur la décentralisation et le droit à l'eau et à

l'assainissement. Ouvrant la session, Mustafa Öztürk, de la Grande Assemblée nationale de la Turquie, a noté l'importance historique de la réunion et l'impérieuse nécessité d'une coordination entre les parlementaires et les autorités locales.

Le modérateur Mohamed Saäd El Alami du Maroc a relevé que plus de la moitié de la population mondiale vit dans les villes, situation qui constitue de lourdes responsabilités sur les autorités locales. Il a déclaré que la



Modérateur **Mohamed Saäd El Alami**, Maroc



G-D: **Kevin Cleaver**, Vice-Président, Fonds international de développement agricole; **Al Sadiq Almahdi**, Ancien Premier Ministre du Soudan; **Mona El-Shazli**, TV égyptienne; **Mahmoud Abu Zeid**, Président du Conseil arabe de l'eau; **Abdulatif Rasheed**, Ministre des ressources en eau, Iraq; et **Kaoru Ishikawa**, Ambassadeur du Japon en Égypte



Participants d la session des Autorités locales

coopération est cruciale pour assurer la durabilité des ressources en eau par l'entremise des lois et des politiques appropriées.

Mohammed Bin Abdallah Al-Guwaihes, Arabie Saoudite, et Louis Le Pensec, du Conseil des municipalités et des régions (AFCCRE), ont parlé des rôles de la gouvernance au niveau national par rapport au niveau local, et du secteur privé dans la fourniture de l'eau, le traitement des eaux usées et l'assainissement, ainsi que des processus de décentralisation dans leurs pays. Ils ont également parlé du changement climatique, de la pollution et de la fourniture d'une eau de bonne qualité comme défis auxquels sont confrontés les parlementaires et les autorités locales.



Mohammed Bin Abdallah Al-Guwaihes, Arabie Saoudite

Résumant les sessions parlementaires du Forum tenues à ce jour, Jean-François le Grand, du Conseil général de la Manche, France,

a noté que la plupart des parlementaires avaient approuvé en principe, le droit à l'eau et à l'assainissement qui devrait être reconnu par les gouvernements au même titre que les problèmes environnementaux. Maged Abu Ramadan, Maire de Gaza et Président de l'Association des autorités locales palestiniennes, a noté que la plupart des Palestiniens n'ont pas un accès adéquat à l'eau en raison de l'occupation et du partage inéquitable. Il a souligné la nécessité d'accélérer la mise en œuvre du Plan d'action de Johannesburg pour la réalisation des ODM.



Maged Abu Ramadan, Maire de Gaza et Président de l'Association des autorités locales palestiniennes

Les discussions des parlementaires et des autorités locales ont porté essentiellement sur le droit humain à l'eau et sur la nécessité d'une législation plus efficace, et d'un soutien financier pour permettre aux autorités locales de jouir de leur droit. Des participants ont accepté d'affecter 1% de l'aide officielle au développement (AOD) à la facilitation de la gestion efficace des ressources en eau par les autorités locales des pays en développement, et de soutenir la mise en œuvre des ODM. Un parlementaire de la Turquie a suggéré d'inclure dans les résultats du Forum, une disposition sur la compensation pour destruction des infrastructures

d'eau pendant les conflits.

Zekai Şen, d'Istanbul, a résumé les discussions, en mettant l'accent sur la nécessité entre autres: de traduire les conclusions des discussions en actions concrètes; de poursuivre le dialogue entre les parlementaires et les autorités locales; de traduire le droit humain à l'eau en accès à l'eau pour tous; et de traiter le changement climatique global par le biais de l'application du principe du pollueur-payeur.

AUTORITÉS LOCALES: Dans l'après-midi, le Président Charles Josselin, ancien Ministre des Affaires étrangères, France, a procédé à l'ouverture de l'Assemblée générale des autorités locales et régionales. Henry Bégoire, Maire de Maxeville, France, a déclaré que les autorités doivent assumer



Une vue à vol d'oiseau de la session sur le Dialogue entre les Autorités locales et les Parlementaires



G-D: Jean-Yves Pidoux, maire adjoint de Lausanne, Suisse; et Gaye Doğanoglu, Congrès des autorités locales et régionales du Conseil de l'Europe.



Le Maire d'Istanbul **Kadir Topbaş** (à droite) avec un participant à la réunion des autorités locales

la responsabilité et être en mesure de mobiliser les moyens financiers pour le traitement de l'eau et l'assainissement dans les villes en croissance rapide.

La modératrice Margaret Pageler, CME et Gouvernements locaux pour la durabilité (ICLEI), a noté l'importance des mesures d'adaptation pour éviter le stress hydrologique, notamment: l'éducation; la flexibilité; l'évaluation de l'impact probable du changement climatique; et la planification et la gestion des désastres. Zekai Şen, Istanbul, Turquie, a déclaré que le cycle de l'eau est en train de changer en raison des activités humaines et de la pollution, et a relevé que ces changements affectent la santé et la nutrition.

Pageler a demandé aux représentants de l'autorité locale quel message clé ils aimeraient transmettre aux parlementaires et aux ministres. Au cours des discussions, les autorités locales ont souligné la nécessité d'être dotés des moyens à travers le cadre réglementaire et le soutien financier, et de préserver les ressources rares. Ils ont souligné que les autorités locales comprennent mieux les besoins des citoyens et sont mieux placées pour mettre en œuvre la notion de l'eau en tant que droit humain, à condition que les ressources provenant du niveau national et international soient ciblées vers la gouvernance à ce niveau.

Kadir Topbaş, Maire d'Istanbul a présidé une session sur "l'adoption finale du Consensus d'Istanbul sur l'eau (IWC)", et mis l'accent sur le rôle des autorités locales et régionales dans la réalisation de la sécurité de l'eau et des ODM. Le facilitateur Selahattin Yildirim, Secrétaire général de Cités et gouvernements locaux unis (CGLU) du Moyen-Orient et de l'Asie de l'Ouest, a noté que l'IWC représente non seulement un consensus, mais aussi le début d'un processus plus long de mise en œuvre.

Reinaldo Asperin Bautista, Maire de Baguio, Philippines, a noté que l'IWC fournit aux autorités locales un cadre d'action et a demandé instamment aux autorités locales de revenir au Forum mondial de l'eau en 2012 en ayant accomplis des progrès concrets dans la mise en œuvre des leurs principes.



Participants à l'Exposition sur l'eau

Les représentants des quatre villes signataires, à savoir; Atakpamé, Togo; Lausanne, Suisse; Barcelone, Espagne et Thessaloniki, Grèce, ont demandé instamment aux autorités locales de signer le document. Gaye Doğanoglu, Congrès des autorités locales et régionales du Conseil de l'Europe, a félicité les villes qui ont déjà signé le Consensus, notant que les autorités locales et régionales ont exhibé une meilleure gestion financière que leurs partenaires nationaux, tant au chapitre des prêts que des dépenses.

Certains représentants de l'Autorité locale ont déploré le fait de ne pas pouvoir signer le Consensus tant que la référence aux «transferts d'eau inter-bassins» n'est pas supprimée dans l'annexe sur les Lignes directrices pour un Plan d'action local et régional. D'autres ont noté qu'ils partagent déjà l'eau entre des bassins et se sont opposés à la suppression de cette expression. Le facilitateur, Yildirim a proposé de remplacer la référence «transferts interbassins» par «à l'intérieur des frontières nationales». Cette proposition a été rejetée par certaines autorités locales qui ont mis l'accent sur l'importance potentielle de tels transferts pour les pays en développement ayant des eaux transfrontalières. Les autorités concernées par l'inclusion de cette référence ont poursuivi leurs discussions pendant la pause café. Le facilitateur Yildirim a recommandé la suppression de «transfert interbassin» et d'insérer une note au bas de la page pour les autorités locales favorables au principe.

Dominique Lefebvre, Maire de Cergy-Pontoise, France, a ouvert la session sur la mise en œuvre de l'IWC et a présenté les «Villes championnes», notant que ces villes, outre les engagements envers le Consensus, conviennent: d'agir comme ambassadrices de l'IWC et de faire sa promotion dans leur région; de défendre un thème et de promouvoir la coopération entre les autorités locales à ce sujet; et de partager l'information et la connaissance sur leurs expériences dans la mise en œuvre. Les autorités locales de Lausanne, Suisse; Vienne, Autriche; et Incheon, République de Corée, ont convenu de jouer le rôle de chef de file dans la mise en œuvre de l'IWC.

A propos de la mise en œuvre, les autorités locales ont discuté de la nécessité de: maintenir le contrôle de l'approvisionnement de l'eau, en particulier lorsque les services ont été privatisés; de partager les avantages de l'eau et les frais de son traitement; et d'ajouter l'accès à l'eau pour tous les ménages et toutes les entreprises comme l'une des conditions pour être une «Ville championne».

Pour conclure, le Maire Topbaş a souligné qu'il revient aux autorités locales de satisfaire les besoins en matière d'eau et d'assainissement. Il a donné son appui total à l'IWC et a proposé la création d'un comité de l'eau au sein de l'autorité locale. Il a ajouté que les autorités doivent appliquer les principes de l'IWC et présenter un rapport sur les progrès accomplis, au prochain Forum mondial de l'eau,

SESSIONS THÉMATIQUES

CHANGEMENT GLOBAL ET GESTION DES RISQUES GESTION DE L'EAU PENDANT ET APRÈS LES CATASTROPHES ET LES CONFLITS:

Robert Mardini, du Comité international de la Croix rouge, a noté que les catastrophes sont caractérisées au départ par une intense couverture médiatique et une bonne volonté de la part des donateurs, mais qu'un fossé financier s'ouvre une fois que l'attention internationale faiblit. Il a déclaré que la session devrait se concentrer sur la protection de l'accès à l'eau potable et à l'assainissement dans les territoires palestiniens occupés.

Notant que le secteur de l'eau en Palestine se trouve dans le «désarroi total», Stéphanie Oudot, de l'Agence française de développement (AFD), a déclaré que l'absence de progrès ne dépend pas d'un manque de fonds ou de capacités, mais est plutôt une conséquence de la situation politique. Elle a expliqué qu'un grand nombre de projets financés par des donateurs ont dû être interrompus suite à la difficulté de négocier les transferts de matériaux et de main d'œuvre à travers la frontière avec Israël. Comme options alternatives, elle a déclaré que la situation peut être allégée par la

construction d'une usine de dessalement à Gaza ou en Égypte, mais ces investissements ne pourraient pas être garantis tant que plane toujours la menace d'une reprise du conflit.

Annika Johansson, de l'agence suédoise de coopération internationale, a souligné la nécessité d'une coordination étroite sur le terrain, d'une flexibilité et d'une vision à long terme de la part des donateurs et des partenaires de développement de la Palestine.

Takeshi Naruse et Okazaki Yuji, de l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA), ont présenté le travail que la JICA fait pour réduire les inégalités en matière d'eau, entre la Palestine, Israël et la Jordanie, notamment en fournissant une assistance pour le développement des infrastructures liées à l'eau. Alain Boinet et Pierre Gallien, de Solidarités, France, ont mis l'accent sur la nécessité: de promouvoir le partage de la connaissance; la participation communautaire aux efforts de reconstruction; et la mobilisation des fonds pour la reconstruction après le conflit.

Les représentants de la Ligue des États arabes et de l'Autorité palestinienne ont discuté des questions légales liées aux droits d'accès à l'eau dans la région. Ils ont souligné que l'eau est protégée par le droit humanitaire international, en tant qu'«objet civil indispensable à la survie de la population humaine».

Se présentant comme «Ministre de l'eau virtuelle» Shaddad Attili, Chef de l'Autorité palestinienne chargé de l'eau, a souligné la difficulté à trouver des solutions concrètes à l'insécurité de l'eau en Palestine. Il a noté que le Président Abbas a plaidé pour que l'eau soit «exclue» du conflit israélo-palestinien et a annoncé que l'Autorité palestinienne soutiendra la Convention des nations unies de 1997 sur les cours d'eau et poursuivra la recherche du dialogue avec Israël. Commentant sur certaines options techniques présentées, Attili a conclu que choisir le dessalement implique «abandonner l'eau qui se trouve sous nos pieds», et a donc demandé de recourir plutôt au droit international pour trouver un moyen de partager les ressources transfrontalières.

CONCLUSION THÉMATIQUE DE «CHANGEMENT GLOBAL ET GESTION DES RISQUES»: Ger Bergkamp, du CME, a modéré une session qui a réalisé la synthèse des sujets du thème, à savoir, le changement climatique, la migration et les catastrophes.

À propos de «l'adaptation au changement climatique», Henk van Schaik, du Programme de coopération sur l'eau et le climat, a souligné les points clés qu'il a retenus lors des dialogues régionaux sur l'adaptation au changement climatique, la planification et le financement. Il a parlé entre autres du besoin: d'un échange d'information; des budgets nationaux visant l'adaptation; et d'une structure pour le financement. Les panélistes et les participants ont discuté des sujets suivants: l'adaptation comme «mode de vie», les mécanismes d'adaptation de niveau local; la fourniture permanente de l'eau dans les zones rurales et semi-arides; la nécessité d'un financement international pour les actions locales; et la régénération des espèces dans la mangrove, les forêts et les zones humides.

Sur le sujet de «la migration», Tim Kasten, du PNUE et Janos Bogardi de l'UNESCO, ont mis en exergue l'importance d'identifier les causes sous-jacentes de la migration et la

redéfinition des priorités des initiatives du développement rural. Ils ont marqué la distinction entre les migrations urbaines et rurales, et les migrations nationales et internationales, déclarant que la migration est une forme d'adaptation et pas juste un échec à s'adapter. Les discussions qui ont suivi ont traité entre autres de la divergence des perspectives sur l'eau comme cause directe de la migration; la nécessité de prévoir des systèmes d'eau capables de répondre à une urbanisation croissante; et les considérations liées aux sexes.

Sur le sujet de la «gestion de catastrophes», Kuniyoshi Takeuchi, de la Société hydrologique internationale, a mis l'accent sur les recommandations et les conclusions, notamment, la nécessité de: procéder à un changement de paradigme en passant d'un système de politiques réactionnelles, à des politiques anticipatrices; renforcer l'importance de la responsabilité nationale; ainsi que la nécessité de mettre en place des systèmes efficaces d'alerte précoce. Les questions discutées par les panélistes et les participants incluaient: le double financement de la réponse d'urgence et de la prévention; l'utilisation d'un langage simple pour transmettre les messages au monde extérieur; la reconnaissance du droit à l'eau et à l'assainissement, ainsi que les droits des femmes dans le processus de prise de décision; l'utilisation combinée des instruments modernes et traditionnels de communication; le partage équitable de l'eau; et la bonne gouvernance de l'eau.

À la suite des dernières réflexions faites par van Schaik dans lesquelles ce dernier a décrit le changement climatique, la migration et les catastrophes comme des phénomènes globaux comportant des conséquences régionales qui requièrent des solutions locales, plusieurs panélistes ont exprimé le besoin d'adopter une approche intégrée et multidisciplinaire. Un représentant du Forum des jeunes a plaidé pour que la priorité soit accordée à l'eau dans l'agenda du changement climatique et pour la nécessité de prendre en compte les mesures de prévention telles que les systèmes d'alerte précoce, en plus de l'adaptation.

Les participants ont examiné l'importance d'un engagement avec le secteur privé dans la recherche des solutions; de la conception de mécanismes de financement pour surveiller l'utilisation du mécanisme de financement de l'adaptation; du renforcement des capacités institutionnelles pour utiliser efficacement ces fonds; de la coordination de la planification pour l'adaptation avec les activités de développement; de lier l'eau et l'adaptation.

PROMOUVOIR LE DÉVELOPPEMENT HUMAIN ET LES ODM

COMMENT UNE MEILLEURE GESTION DE L'EAU PEUT-ELLE RÉDUIRE LA PAUVRETÉ ET LA FAIM?

UNE SYNTHÈSE: Chandra Madramootoo, de la Commission internationale des irrigations et du drainage (CIID), a présenté la synthèse de la session et a centré le débat sur la pauvreté et la faim dans le contexte de la crise alimentaire, qui à son avis, constitue une menace pour les progrès à accomplir en vue de la réalisation des ODM.

Jonathan Woolley, du Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale, a déclaré qu'en dépit de présenter l'utilisatrice principale des ressources détournées de l'eau, l'agriculture est restée aux portes de Forum. Il a demandé instamment d'étudier la manière de placer l'agriculture dans une position plus centrale lors des discussions.

Salih Abdin, du Conseil arabe de l'eau, a énuméré les défis qui se posent à la production alimentaire, en particulier la croissance démographique, les catastrophes naturelles, et l'utilisation des produits agricoles comme biocarburants. Il a souligné la nécessité d'une coopération internationale et d'une rationalisation du commerce alimentaire international.

Les rapporteurs des trois sessions du thème sur l'eau et l'agriculture ont résumé les conclusions de leurs discussions. Suresh Kulkarni, de la CIID, a présenté les recommandations, les engagements et les initiatives pour «augmenter la production alimentaire pour répondre à la demande croissante», incluant l'élaboration des solutions à court terme et à long terme pour traiter l'augmentation de la demande alimentaire,



Délégués lors de la session de récapitulation

l'amélioration de la collecte et de l'analyse des données, et l'implication des femmes dans la gestion de l'eau ainsi que dans les processus de prise de décision.

Teshome Atnafir Guyo a résumé les principales conclusions de la session sur «Comment les mesures du marché alimentaire peuvent-elles accélérer le développement rural et l'allègement de la pauvreté?». Il a noté que les agriculteurs devraient pouvoir accéder aux prêts bancaires et aux marchés.

Sur la session «Doit-on utiliser l'eau pour la bioénergie ou pour l'alimentation?», Isobel Van der Stoep, WSM Leshika Consulting, a expliqué que les participants à cette session se sont penchés sur la double utilisation de l'eau pour l'alimentation et pour la production des carburants, ils se sont également penchés sur: la participation des agriculteurs; l'élaboration intégrée des politiques; et l'investissement pour la recherche et le développement.

Le Président du panel, Khalid Mohtadullah, s'est félicité de la recommandation de relier entre eux les secteurs liés à l'eau; Guyo a résumé les recommandations finales d'abandonner la gestion intégrée de l'eau pour passer à la gestion intégrée des ressources, et sur la rationalisation de l'eau dans les plans stratégiques nationaux et internationaux.

Dans les discussions, les participants ont examiné les implications de la crise financière sur la pauvreté et la famine et ont plaidé pour une action coordonnée des ministères au niveau national et international. Un participant a noté que le droit à l'eau, bien que déjà reconnu, n'a pas été étendu à la protection du droit à l'eau pour l'alimentation.

Les panélistes et les participants ont discuté entre autres du régime foncier et des droits relatifs à l'eau; de la possibilité d'une augmentation des prix des denrées; du dialogue avec la communauté des donateurs; du transfert des technologies visant à accroître la productivité liée à l'eau; du lien entre les prix du pétrole et ceux des aliments; et de la menace que font peser sur la production alimentaire la dégradation des terres et la sécheresse.

FINANCEMENT

ÉTABLISSEMENT DU PRIX DES SERVICES DE L'EAU- QUESTIONS DE PROCÉDURE: SURMONTER LES CONFLITS, CONSTRUIRE LE DIALOGUE:

Robin Simpson, de Dialogues sur l'eau, a expliqué que la session se pencherait sur la mise à jour du changement de paradigme d'une structure d'amortissement global des coûts par le biais des taxes, à une structure de récupération durable des coûts basée sur des mécanismes de fixation de prix multiples. Il a invité les panélistes représentant divers points de vue à examiner: les objectifs politiques dans la conception des stratégies de fixation de prix; les dilemmes posés par le dialogue sur la mise en place des taxes; et les moyens d'instituer un procédé transparent, éclairé et participatif.

João Simão Pires, de l'Institut de réglementation de l'eau et des déchets solides, Portugal, a noté que bien qu'une proportion significative de la population soit en mesure de payer pour les services, les bases pour déterminer les critères de fixation de prix ne sont pas encore disponibles. Vibhu Nayar, du projet IAMWARM, État de Tamil Nadu, Inde, a

discuté des fausses perceptions courantes constatées dans le débat, en particulier, l'idée que des investissements financiers substantiels sont nécessaires, et qu'un amortissement des coûts entraîne une plus grande efficacité dans la fourniture des services et l'utilisation durable des ressources. Il a souligné qu'en tant qu'une ressource partagée, la gestion de l'eau nécessite une participation publique complète dans le choix des options politiques, forçant ainsi les décideurs à partager le pouvoir. Maurice Bernard, ADF, a souligné les initiatives entreprises par les donateurs en matière de fixation des prix des services de l'eau. Il a noté qu'une portion des flux financiers de l'AOD devrait être consacrée à la réduction des inégalités dans l'information et la capacité, cette réduction étant un préalable important pour une pleine participation publique et une gouvernance améliorée.

Perry Rivera, de Manila Water, Philippines, a déclaré que sa compagnie a réussi à gérer les «dilemmes concurrents» consistant à satisfaire les grandes attentes du public et à respecter ses obligations de services, et augmenter par un facteur de sept les taxes en l'espace d'une décennie, bien qu'elle ait de manière prédominante, une clientèle de base pauvre. Il a attribué cette réussite à des services réguliers et de haute qualité et à une surveillance continue des tendances des revenus pour déterminer le «coût d'ajustement» des consommateurs pauvres. David Boys, Public Services International, a souligné que les travailleurs subissent un coût disproportionnellement élevé dans la recherche d'une plus grande efficacité. Il a plaidé pour des mécanismes de recouvrement de coûts basés sur le concept des 3T (Tarifs, Taxes, Transferts), afin que les gros utilisateurs et ceux qui en sont capables puissent payer une part plus élevée.

Dans la discussion, plusieurs participants ont souligné la réponse à la question centrale de la durabilité qui exige que les mécanismes de recouvrement des coûts se penchent sur l'utilisation de l'eau dans la production agricole qui représente la plus grande partie de l'utilisation totale de l'eau. D'autres questions soulevées incluaient entre autres: la nécessité de paramétrer les coûts cachés de la mise en place des partenariats publics-privés; gérer des projets mal conçus et les obligations souveraines; et les outils pour mettre en place un processus transparent, éclairé et participatif.

AUTOUR DU CENTRE DE CONFÉRENCE

DÉFILÉ DES JEUNES ET AUTRES: A l'heure du déjeuner, les participants au Forum des Jeunes ont organisé un défilé passant par le pont piétonnier qui relie les deux sites du 5ème Forum mondial de l'eau situés de part et d'autre de la Corne d'or. Dans la soirée, les Jeunes ont participé à une synthèse thématique dans le cadre de la préparation de la cérémonie de clôture qui aura lieu vendredi le 20 mars.

PROCHAINS ÉVÈNEMENTS CULTURELS: Dans le cadre du programme culturel du Forum, les participants seront heureux d'assister au concert donné par le percussionniste turc de renommée mondiale, Burhan Öçal, à la salle Cemal Reşit Rey vendredi 20 mars à 20h30.



Photographies du Défilé des Jeunes



Bulletin du Forum mondial de l'eau

Un rapport quotidien du 5ème Forum mondial de l'eau

Publication de l'Institut international du développement durable en collaboration avec le Secrétariat du 5ème Forum mondial de l'eau

5th WORLD WATER FORUM
ISTANBUL 2009

iisd | Reporting
Services

EN LIGNE À: [HTTP://WWW.IISD.CA/YMB/WATER/WORLDWATER5/](http://www.iisd.ca/YMB/WATER/WORLDWATER5/)
ÉDITION #5, VOLUME 82, NUMÉRO 20, SAMEDI, 21 MARS 2009



5ÈME FORUM MONDIAL DE L'EAU: FAITS MARQUANTS DU VENDREDI 20 MARS

Dans la matinée du vendredi, le processus politique du 5ème Forum mondial de l'eau a repris ses délibérations avec un Dialogue de haut niveau réunissant les ministres, les parlementaires et les autorités locales. L'ouverture de la Conférence ministérielle a eu lieu dans l'après-midi. Le processus régional s'est terminé avec la session de la Région Asie-Pacifique. Les délégués ont continué à participer aux sessions thématiques sur « gérer et protéger les ressources en eau » et « éducation, connaissance et développement des capacités. » Les délégués des jeunes se sont réunis pour la cérémonie de clôture du Forum des Jeunes.



G-D: **Oktay Tabasaran**, Secrétaire général du 5ème Forum mondial de l'eau et **Ahmet Mete Saatçy**, Secrétaire général adjoint du 5ème Forum mondial de l'eau



G-D: **Ahmet Mete Saatçy** Secrétaire général adjoint du 5ème Forum mondial de l'eau ; **Sumru Noyan**, Président du Processus ministériel du 5ème Forum mondial de l'eau; **Veysel Eroğlu**, Ministre de l'environnement et de la foresterie, Turquie; **Jacques Diouf**, Directeur général, Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO); et **Loïc Fauchon**, Président du CME

PROCESSUS POLITIQUE

OUVERTURE DE LA CONFÉRENCE

MINISTÉRIELLE: Sumru Noyan, Président du processus ministériel, a ouvert la Conférence ministérielle en déclarant que la Déclaration ministérielle d'Istanbul (IMD) et le Consensus d'Istanbul sur l'eau (IWC) constitueront les résultats clés du Forum. Ahmet Mete Saatçy, Secrétaire général adjoint du 5ème Forum mondial de l'eau, Loïc Fauchon, Président du CME, Jacques Diouf, Directeur général de la FAO, et Veysel Eroğlu, Ministre de l'environnement et de la foresterie de la Turquie, ont souhaité la bienvenue aux ministres, et leur ont rappelé leur devoir collectif qui consiste à trouver une solution aux défis globaux de l'eau.

Dans le domaine de la coopération sur les eaux transfrontalières, le représentant de la Syrie a plaidé pour des négociations entre la Turquie, l'Iraq et la Syrie sur le partage rationnel des cours d'eaux transfrontaliers, tandis que le Kazakhstan a relevé les progrès accomplis dans la coopération transfrontalière dans le bassin de la Mer d'Aral. Le bassin du Danube a été cité comme un exemple de coopération régionale en matière d'eau par les représentants de la Hongrie et de la République tchèque

Un ministre de la Hongrie a souligné la grande importance du financement et a appelé au lancement d'une «nouvelle entente» pour résoudre la crise financière et assurer en même temps l'eau et l'assainissement pour tous. D'autres ont noté l'importance des investissements dans les technologies et

Le *Bulletin du Forum mondial de l'eau* est une publication de l'Institut international du développement durable (IIDD) <info@iisd.ca>, éditeurs du *Bulletin des Négociations de la terre* © <enb@iisd.org>. Ce numéro a été rédigé et édité par Robynne Boyd, Claudio Chiarolla, Alexandra Conliffe, Tallash Kantai, Wangu Mwangi, Kate Neville, et Anna Schulz. Photographie: Leila Mead. Éditeur numérique: Diego Noguera. Version française: Hélène Kom - révision: Pia M. Kohler, Ph.D. Éditeur: Lisa Schipper, Ph.D. <lisa@iisd.org>. Directeur du Service d'information de l'IIDD: Langston James "Kimo" Goree VI <kimo@iisd.org>. Le financement de la couverture de cette réunion a été fourni par le Secrétariat du 5ème Forum mondial de l'eau. L'IIDD peut être joint par voie postale au 161 Portage Avenue East, 6th Floor, Winnipeg, Manitoba R3B 0Y4, Canada; par téléphone au: +1-204-958-7700; et par télécopieur au: +1-204-958-7710. Les opinions exprimées dans le *Bulletin* appartiennent à leurs auteurs et ne reflètent pas forcément les vues de l'IIDD. Des extraits du *Bulletin* peuvent être utilisés dans d'autres publications moyennant citation académique appropriée. Les versions électroniques du *Bulletin* sont transmises à travers notre liste de distribution e-mail (formats HTML et PDF) et sont disponibles en ligne au <<http://www.iisd.ca/>>. Pour tous renseignements sur le *Bulletin*, y compris les demandes de couverture d'événements par nos services, contacter le Directeur du service d'information de l'IIDD par courriel à: <kimo@iisd.org>, par téléphone à: +1-646-536-7556 et par voie postale au 300 East 56th St., 11A, New York, NY 10022, États-Unis d'Amérique. L'équipe de l'IIDD au 5ème Forum mondial de l'eau peut être jointe par courrier électronique à: <alexandra@iisd.org>.



G-D: **Muammer Güler**, Gouverneur d'Istanbul, et **Veysel Eroğlu**, Ministre de l'environnement et de la foresterie, Turquie

la coopération technique, tandis qu'un représentant de la République démocratique du Congo a mis l'accent sur la nécessité d'investissements effectifs dans les infrastructures des pays en développement.

De nombreux ministres ont mis l'accent sur l'impérieuse nécessité de traiter des changements climatiques, compte tenu des impacts sur la variabilité du climat et des phénomènes hydrologiques extrêmes auxquels l'on assiste; ils ont également souligné la nécessité de gérer l'eau dans le contexte du développement durable et de la protection environnementale. Le Brésil en particulier a reconnu les défis que cela représente pour l'Amérique Latine, et a noté que les pays ont des responsabilités communes mais différentes, de prendre des mesures. Le Ministre de l'Équateur a mis l'accent sur le patrimoine spécial de l'eau et sur l'impérieuse nécessité de protéger et de préserver les écosystèmes et l'environnement. D'autres ministres ont exprimé leur adhésion à la gestion durable et à la conservation des ressources, afin d'éviter la «faillite de l'eau»

Le Ministre de la Bolivie, appuyé par plusieurs autres délégués, a déclaré que le projet de Déclaration ministérielle n'insiste pas suffisamment sur plusieurs questions, notamment: le droit humain à l'eau; la question des droits collectifs, y compris la participation des peuples autochtones et des communautés locales à la structure politique; et le lien entre l'eau et la culture. En outre, de nombreux ministres ont exprimé leur appui à la reconnaissance explicite du droit fondamental de l'homme à l'eau et à l'assainissement de base, ainsi qu'aux ODM. Le représentant de l'Espagne a mis l'accent sur l'importance de l'égalité entre les sexes dans les questions liées à l'eau.

Le représentant des États-Unis a déclaré que l'administration Obama est déterminée à œuvrer pour «une sécurité de l'eau dans l'avenir», et a noté que la «Loi américaine sur l'eau au bénéfice des pauvres» fait de l'eau et de l'assainissement un objectif clair de l'aide étrangère.

Noyan le Président du processus ministériel, a souligné que l'IMD et l'IWC ne sont pas des accords juridiquement contraignants. Les Co-présidents du processus politique du 5ème Forum Vural Altay, Ministre des Affaires étrangères de la Turquie, et András Szöllösi-Nagy, UNESCO-IHP, ont clos la session.

PANELS DE HAUT NIVEAU

TRIALOGUE DE HAUT NIVEAU: Yaşar Yakış, ancien Ministre des Affaires étrangères de la Turquie, a ouvert le Trialogue de haut niveau réunissant les ministres, les parlementaires et les autorités locales. Il a félicité les autorités locales de l'eau pour l'adoption, le 19 mars, du Consensus d'Istanbul sur l'eau (IWC), et a annoncé que 50 autorités avaient déjà pris l'engagement de signer le document.



G-D: **Şirin Payzın**, CNNTurque; **Michael Vauzelle**, président Région PACA, France; **Kasségné Adjonou**, Maire d'Atakpamé, Togo; **M. Hani Abdul Massih**, Maire Beit Sahour, Territoires palestiniens occupés; **Ines Ayala Sender**, parlementaire, Parlement européen; **Rashad Ahmed**, Ministre de l'environnement et de l'eau, Emirats arabes réunis; **Mustafa Öztürk**, parlementaire, Grande Assemblée nationale de Turquie; **Oscar Castillo**, Parlement du MERCOSUR, Argentine, et **Ruth Zavaleta Salgado**, Députée de l'opposition, Parlement du Mexique

Dans la session du panel, Rashad Ahmed, le Ministre de l'environnement et de l'eau des Emirats arabes réunis, a souligné l'importance des sources d'eau non conventionnelles et a mis l'accent sur le partage équitable de l'eau comme condition pour la paix.



Yaşar Yakış, ancien Ministre des affaires étrangères de Turquie

Oscar Castillo, du Parlement du Marché commun sud-américain (MERCOSUR), Argentine, a noté que l'on ne peut trouver la solution à la crise globale de l'eau qu'en examinant les causes originelles.

Ruth Zavaleta Salgado, Député de l'opposition au Parlement du Mexique, a déploré le fait qu'il n'y ait pas eu de nouvelles avancées dans la mise en œuvre du droit humain à l'eau depuis le 4ème Forum mondial de l'eau. Elle a souligné que les efforts en cours devraient impliquer la société civile, auront besoin du soutien des pays industrialisés et devront mettre à profit la création d'un parlement mondial sur l'eau.

Mustafa Öztürk, parlementaire à la Grande Assemblée nationale de la Turquie, a souligné la nécessité entre autres: d'échange des technologies et d'information; de renforcer les capacités des autorités locales; de prévenir la pollution; de sensibiliser; et d'améliorer les législations sur l'eau et sur la gestion des cours d'eau transfrontaliers.

Ines Ayala Sender, parlementaire au Parlement européen, Espagne, a souligné la nécessité de reconnaître l'accès à l'eau et à l'assainissement comme un droit humain; d'assurer la qualité de l'eau potable et la diversité des sources d'énergie sans nuire à l'environnement.

Kasségné Adjonou, Maire d'Atakpamé, Togo, Michael Vauzelle, Président de la Région de Provence-Alpes-Côte d'Azur, France, et M. Hani Abdul Massih, Maire de Beit Sahour, Territoires occupés de la Palestine, ont recommandé l'autonomisation des autorités locales à travers la fourniture des ressources financières et techniques, soulignant que l'accès à l'eau est un droit commun.

Les participants ont discuté entre autres de: l'obligation de ne pas cibler les infrastructures d'eau pendant les conflits; de la nécessité de protéger les ressources en eau pour garantir le droit humain à l'eau; et des défis posés par la corruption et l'absence de financement.

Loïc Fauchon, Président du CME, a observé que l'eau est une question politique qui exige la prise de décisions politiques. Il a encouragé la poursuite du trialogue après le Forum.



G-D: Julia Marton-Lefèvre, Directrice générale UICN ; Tineke Huizinga, Vice-ministre des Transports, des travaux publics et de la gestion de l'eau Pays-Bas; Jean-Louis Borloo, Ministre de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de l'aménagement du territoire, France; Veysel Eroğlu, Ministre de l'environnement et de la foresterie, Turquie; Jan Dusík, Vice-ministre de l'environnement de la République tchèque; Angela Cropper, Directrice générale adjointe du PNUE; Roger Pulwarty, National Oceanic and Atmospheric Association; et David Bresh, Swiss Re

Yusuf Ziya İrbeç, parlementaire de la Grande Assemblée nationale de la Turquie, a clos la session en déclarant que des progrès significatifs ont été accomplis sur plusieurs questions, notamment: les eaux transfrontalières, la décentralisation et la fourniture des services d'eau et de l'assainissement.

PANELS DE HAUT NIVEAU

ADAPTATION: Ger Bergkamp, Directeur général du CME, a déclaré que dans la communauté de l'eau, le terme «changement climatique» signifie «adaptation». Il a ensuite mis l'accent sur le coût anticipé élevé de l'adaptation. Notant la ratification récente du Protocole de Kyoto par la Turquie, Veysel Eroğlu, Ministre de l'environnement et de la foresterie de la Turquie, a déclaré que son pays est déterminé à contribuer aux efforts mis en œuvre par la communauté internationale pour faire face au changement climatique.

Jean-Louis Borloo, Ministre de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et du développement territorial de la France, a déclaré que les négociations de 2009 sur le changement climatique à Copenhague devront se concentrer sur l'eau. Il a souligné en outre que les «familles» de l'eau et du climat doivent travailler ensemble. Jan Dusík, Vice-ministre de l'environnement de la République tchèque, a déclaré qu'il faudrait convenir à Copenhague, d'un cadre pour l'action sur l'adaptation, et a parlé du travail à accomplir pour créer un tel cadre en Europe.

Roger Pulwarty, de National Oceanic and Atmospheric Association, a souligné que les processus d'apprentissage et de partage des connaissances ne font pas encore partie du dialogue sur le changement climatique. Eroğlu, a plaidé pour le développement d'une structure financière pour l'adaptation et l'établissement des priorités entre les options d'adaptation. David Bresh, Swiss Re, a parlé de la nécessité d'orienter le financement de l'adaptation vers les mécanismes de préparation, de technologie et de transfert de risque, dans le cadre d'un régime post-Kyoto.

Borloo a souligné le lien entre le changement climatique, l'eau et l'énergie, et a appelé à la prise de mesures immédiates et concrètes sur au moins 10 projets majeurs de l'eau et de l'énergie pendant le mandat de la République tchèque à la Présidence de l'UE. Angela Cropper, Directeur exécutif adjointe du PNUE, a souligné la nature trans-sectorielle de l'eau, et a mis l'accent sur la création de l'ONU-Eau pour faire face à ce défi.

Lindiwe Benedicta Hendricks, Ministre des affaires hydrauliques et de la foresterie d'Afrique du Sud, a présenté le projet «Eau pour la Croissance et le cadre de développement» de son pays qui considère l'eau comme une ressource rare indispensable pour la vie. Elle a souligné les implications de l'adaptation de l'utilisation de l'eau à sa disponibilité, au lieu de se focaliser sur la gestion de l'approvisionnement.

Rappelant que l'adaptation est aussi importante que l'atténuation, Tineke Huizinga, Vice-ministre des transports, des travaux publics et de la gestion de l'eau, Pays-Bas, a parlé de la création d'un Comité de haut niveau dans son ministère pour préparer une stratégie nationale flexible d'adaptation pour les 100 prochaines années. Julia Marton-Lefèvre, Directrice générale de l'UICN, a déclaré que les discussions sur l'adaptation mettent souvent en lumière le rôle des infrastructures telles que les barrages et les digues, mais devraient aussi inclure les infrastructures naturelles telles que les aqueducs et les bassins fluviaux.

En résumé, Bergkamp a noté que sur le débat secteur public-privé, les discussions du Forum ont abouti sur la nécessité de renforcer le secteur public afin de faciliter l'adaptation.

SESSIONS RÉGIONALES

ASIE-PACIFIQUE: Yoshiro Mori, du Forum de l'eau Asie-Pacifique (APWF), a ouvert la session régionale en présentant les Initiatives pour la sécurité de l'eau des Ministres de l'APWF comme une plate forme pour le dialogue entre les ministres de tous les secteurs.

Siva Thampi, de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique, a parlé des activités de l'APWF, notant en particulier le premier Sommet Asie-Pacifique de l'eau tenu en 2007. Il a souligné l'importance de la coopération régionale.

Wouter Lincklaen Arriens, de la Banque asiatique de développement (BAD), a parlé de l'engagement pris par la Banque d'accroître les investissements dans le domaine de l'eau dans la région Asie-Pacifique, soulignant qu'un leadership déterminé et l'utilisation des technologies existantes peuvent conduire à une amélioration de la gestion de l'eau.

Les représentants sous-régionaux de l'Asie du Nord-est, Asie Centrale, Caucase, Asie du Sud et Asie du Sud-est, ont discuté entre autres: des défis régionaux spécifiques incluant les inondations, l'intrusion d'eau salée et les contraintes du stockage de l'eau; les impacts du changement climatique, la croissance démographique, les besoins énergétiques et l'urbanisation; les stratégies de gouvernance des eaux transfrontalières; et l'importance de la protection environnementale, de la préservation de l'eau et de la réalisation des ODM.

Intervenant en tant qu'organisateur d'une réunion de leadership dans la région, Yaacob Ibrahim, Ministre de l'environnement et des ressources en eau de Singapour, a parlé de l'importance des réseaux de connaissances et du faible coût des technologies de l'eau, et Yasushi Kaneko, Vice-ministre des terres, des infrastructures, des transports et du Tourisme du Japon, a félicité les Ministres pour l'Initiative sur la sécurité de l'eau.

Ravi Narayanan, Vice-président, Conseil des gouverneurs de l'APWF, a présenté le Document régional en soulignant qu'il traite notamment des questions suivantes: financement de l'eau et développement des capacités; gestion des catastrophes

liées à l'eau; surveillance des investissements et des résultats; et l'eau pour le développement et les écosystèmes. Il a mis l'accent sur les principes directeurs du Document régional, notamment la décentralisation associée à un financement adéquat et à un renforcement des capacités.

Les ministres et les représentants de la région Asie-Pacifique ont souligné l'importance des initiatives nationales pour l'amélioration de la sécurité de l'eau, notamment: la modification des cadres juridiques et des structures tarifaires, la réhabilitation des structures désuètes; l'exploitation durable des ressources en eau; et faire des bassins fluviaux des unités fondamentales de planification. À propos du partage des eaux transfrontalières, certains ont suggéré que les états en amont atténuent ou paient des compensations pour les dégâts causés envers les états en aval.

Informant les participants sur le travail du Groupe d'experts du G-8 sur l'eau et l'assainissement, Akihiko Furuya, Ministère des Affaires étrangères du Japon, a indiqué que la récente réunion du Groupe s'est tenue au 5ème Forum mondial de l'eau, et qu'en plus de produire un rapport sur le Plan d'action sur l'eau du G-8 adopté à Évian, le Groupe devra aussi développer une stratégie de mise en œuvre sur l'eau et l'assainissement.



Margaret Catley-Carlson, Présidente de World Economic Forum Global Agenda Council on Water Security

Margaret Catley-Carlson, World Economic Forum Global Agenda Council on Water Security, a modéré une discussion des partenaires de l'APFW. Elle a demandé aux panélistes de recommander les priorités pour l'amélioration de la sécurité de l'eau, et d'indiquer les mesures les plus importantes qui pourraient être prises par les ministres chargés de l'eau. Les priorités identifiées incluaient: l'amélioration de la science et l'harmonisation des données; le développement de technologies, y compris celles de recueil des eaux de pluie; l'amélioration des stratégies d'atténuation; le stockage de l'eau et la reconstitution des nappes phréatiques; l'amélioration de l'efficacité de l'usage d'eau pour l'agriculture; et la promotion d'une plus grande participation des parties prenantes, en particulier dans les communautés responsables des eaux en amont.

Les principales recommandations pour les mesures à prendre par les ministres ont été les suivantes: mise en œuvre par les gouvernements, des engagements existants; mise en place des politiques fortes et des services d'expansion; dialogue entre les ministres chargés de l'eau et les ministres des autres secteurs, en vue d'une action coordonnée; promotion des activités de niveau communautaire, en particulier pour l'adaptation à court terme; et la rationalisation des activités liées à l'eau entreprises par les gouvernements, attestée par les allocations budgétaires.



Danseurs sud-africains au Forum

SESSIONS THÉMATIQUES

GÉRER ET PROTÉGER LES RESSOURCES EN EAU ASSURER DES RESSOURCES EN EAU ET DES INFRASTRUCTURES DE STOCKAGE ADEQUATES POUR RÉPONDRE AUX BESOINS AGRICOLES, ÉNERGÉTIQUES ET URBAINS, POUR UN DÉVELOPPEMENT DURABLE:

Peter Van Niekerk, du Département sud-africain des affaires hydrauliques et de la foresterie (DWA), a parlé de la stratégie nationale des ressources en eau de son pays, «l'Eau pour un Cadre de Croissance et de Développement», qui inclut les stratégies de captage et de réconciliation, les transferts interbassins et les barrages, la réutilisation de l'eau, le dessalement et l'utilisation des eaux souterraines. **Adem Şanlısoy**, de l'Approvisionnement en eau d'Istanbul, a présenté le cadre réglementaire utilisé pour protéger les bassins lacustres qui approvisionnent la ville d'Istanbul en eau potable, et a souligné en particulier l'importance de conserver ces bassins par le reboisement et la limitation des établissements humains et de l'activité économique dans les zones entourant les lacs.

Kazuya Kumagai, du Ministère de la santé, du travail et du bien-être social du Japon, a parlé de deux défis importants posés à la fourniture de grands volumes d'eau dans son pays, à savoir, le traitement et le transport. Il a noté que la protection environnementale présente l'avantage d'améliorer la qualité de l'eau.

Ángel García Cantón, du Ministère des Travaux publics de l'Espagne, a souligné que traditionnellement, l'on a répondu à la demande accrue en eau en construisant des barrages mais qu'à l'avenir cette demande sera abordée à travers la gestion de la demande en eau, la réutilisation des eaux usées, le dessalement et l'utilisation d'approches intégrées de planification qui tiennent compte de la quantité et de la qualité, dans le cadre de la santé de l'écosystème. **Felix Bogliolo**, de



Tadahiko Sakamoto, Commission des grands barrages, Japon

Via-Marine, a parlé des avantages d'une nouvelle méthode de transport de l'eau douce en grandes quantités et sur de longues distances, en utilisant des pipelines souterrains flexibles. **Tadahiko Sakamoto**, de la Commission des Grands Barrages du Japon, a souligné l'importance des barrages et des réservoirs pour répondre à la demande en eau, et a noté que les avantages et les impacts environnementaux et sociaux du projet doivent être soigneusement équilibrés.

Les participants ont noté: la nécessité d'un changement de paradigme chez les utilisateurs de l'eau pour réduire la demande en eau; le rôle de l'efficacité de l'utilisation de l'eau et de la gestion de la demande en eau dans la satisfaction des besoins nationaux en approvisionnement en eau; la nécessité de promouvoir le recyclage l'eau et la réduction des coûts; et l'importance de l'eau stockée pour la «révolution verte». Ils ont échangé des exemples de bonnes pratiques pour économiser l'eau, telles que l'amélioration de l'efficacité du système d'irrigation.

Ryosuke Kikuchi, de l'Agence de l'eau du Japon, a conclu en mettant l'accent sur la nécessité de la mise en œuvre urgente de la GIRE, notamment, la réutilisation de l'eau, les évaluations environnementales et l'amélioration des cadres financiers pour le développement des infrastructures.

ÉDUCATION, CONNAISSANCE ET DÉVELOPPEMENT DES CAPACITÉS

RÉFLÉCHIR HORS DU CADRE DE L'EAU: **Kala Vairavamoorthy**, de l'institut pour l'éducation sur l'eau, a présenté un aperçu général du sujet du 5e Forum mondial de l'eau «Science et technologies de l'eau: solutions appropriées et novatrices pour que le 21e siècle réponde aux besoins de

la société». Ouvrant la session «Réfléchir hors du cadre de l'eau», Lies Janssen du Partenariat hollandais de l'eau, a déclaré que les participants seront encouragés d'étudier des perspectives émanant d'autres secteurs que celui de l'eau, et d'utiliser des textos sms et la messagerie électronique pour afficher leurs commentaires sur un site internet interactif au cours de la session.

Utilisant le film d'animation «Madagascar» comme toile de fond, Djeevan Schiferli, de IBM, a résumé les leçons que les entrepreneurs de l'eau peuvent tirer du processus de restructuration d'IBM telles que «ose rêver, collabore au-delà de ta zone de confort en tissant des partenariats non traditionnels et commence ton voyage aujourd'hui».

Rebecca Straw, de Charity Water, a attiré l'attention sur les moyens novateurs de mobiliser les fonds pour des projets liés à l'eau. Par exemples, l'utilisation du micro-blogging sur le réseau Twitter, les annonces du service public faisant appel aux célébrités et l'utilisation du système GPS pour la surveillance par des donateurs individuels du déroulement des projets qu'ils financent. Elle a souligné que combiner de pareilles technologies avec les visites routinières de sites, ainsi que les partenariats locaux, est indispensable pour obtenir les résultats escomptés sur le terrain.

Henk Roulofs, de Water board, De Dommel, et Bjorn



Bjelkeman-Petersson, akvo.org

Hoogwout, de Brabant Water, Pays-Bas, ont présenté le projet "Helixer" qui réunit les secteurs des affaires du Sud des Pays-Bas, pour qu'ils réfléchissent et proposent des solutions originales dans le domaine de l'eau et de la santé. Bjelkeman-Petersson, de akvo.org, a présenté le site akvo.org qui est une

initiative ouverte incluant: "Aquapedia," une ressource en ligne pour des solutions bon marché et les meilleures pratiques; un marché en ligne pour appairer donateurs et bénéficiaires; un instrument simplifié de présentation de rapport combinant la technologie GPS et les instruments de micro-blogging pour montrer en temps réel les résultats des projets.

À propos d'internet et d'innovations, Alix Zwane, de Google, a encouragé les gestionnaires de l'eau à utiliser les technologies d'information dans leur travail, notamment: les circuits textos sms pour surveiller, suivre et évaluer la fourniture des services liés à l'eau; Google Earth pour rendre l'information sur les ressources de la terre et les systèmes de la terre plus accessibles, et détendre le soutien pour le «cloud computing».

Ben White, Africa Interactive, a noté que le réseau panafricain permet aux journalistes locaux, d'afficher directement leurs reportages, leurs images et leurs vidéos. Il a souligné la capacité de ce réseau à surveiller sur le terrain la mise en œuvre des projets liés à l'eau et à l'assainissement. Gurdal Ertek, de l'université Sabanci en Turquie, a présenté un logiciel d'application à code source libre pour renforcer le processus de prise de décision dans le cadre de l'efficacité de l'utilisation de l'eau dans l'industrie des produits chimiques. À propos de «Jeux pour l'eau», Joke Witteveen, de xmediaworks, Pays-Bas, a discuté de l'utilisation des techniques de jeu en ligne pour stimuler une réflexion créatrice dans le secteur de la gestion de l'eau.

Au cours de la discussion interactive, les délégués ont parlé des moyens d'appliquer les nouveaux instruments d'information et de communication pour traiter des questions de l'eau et de l'assainissement, notamment: demander une plus grande imputabilité de la part des gouvernements; explorer les opportunités d'associer les «vieilles» et les «nouvelles» connaissances et encourager l'implication des jeunes.

EAU ET HISTOIRE: COMPRENDRE LES CULTURES LIÉES À L'EAU DES ANCIENNES CIVILISATIONS ET EN TIRER LES LEÇONS POUR LE PRÉSENT:

Nurunnisa Usul, de l'Université technique du Moyen Orient, a ouvert la session notant que celle-ci prolongerait la discussion sur les manières par lesquelles les systèmes de connaissances, les pratiques et les valeurs liées à l'eau, ont évolué au cours de l'histoire et qu'elles fournira des leçons pour la gestion de l'eau aujourd'hui. Zieaoddin Shoaei, du Centre international pour la recherche agricole dans les zones arides, a décrit le système souterrain d'approvisionnement d'eau qanat, âgé de 3000 ans comme un modèle réussi de participation publique dans la gestion des ressources en eau. Orhan Baykan, de l'Université Pamukkale, a fait une présentation sur les structures de l'eau en Turquie au cours des périodes grecque, romaine et byzantine. Les autres présentations ont porté sur la bibliothèque historique de l'eau au Mexique, des rituels liés à l'eau dans les cultures orientales et de leurs applications dans la technologie moderne. Les délégués ont noté que la motivation pour développer des systèmes d'eau aussi avancés, était d'utiliser la meilleure technologie possible pour assurer une fourniture sûre d'eau propre et a souligné que les structures institutionnelles sous-jacentes et les normes culturelles qui ont garanti leur succès sont aussi importantes que les techniques d'ingénieries réelles utilisées.

PROMOTION DES PERSPECTIVES SOCIO-CULTURELLES DANS LES SCIENCES DE L'EAU ET GESTION; IDENTIFIER LES POINTS COMMUNS ET LES OBSTACLES:

Lida Schelwald van der Kley, de Dutch Water Board, et Linda Reijkerkerk, du Centre de résolution des conflits, Pays-Bas, ont exploré le thème de l'eau, comme source de vie, d'inspiration, de pouvoir, de conflit, de coopération et de durabilité. Canguzel Zulfikar, du Centre Carolina pour l'étude des civilisations du Moyen-Orient et islamiques, s'est inspirée des écrits Sufi de Sâmiha Ayverdi, dont les images sur les travaux relatifs à l'eau ont illustré sa croyance selon laquelle parvenir à l'eau en creusant la terre symbolise un effort pour parvenir à l'unité avec la vérité.

Prachanda Pradhan, Farmer Managed Irrigation Systems Promotion Trust, Nepal, a noté que la promulgation de la loi népalaise sur les ressources en eau en 1992 a nui au système traditionnel des valeurs qui traitait l'eau comme une ressource communautaire. Il a souligné que les structures juridiques nationales devraient favoriser les modèles pluralistes de gouvernance basés sur la collaboration et un leadership communautaire en ce qui concerne les ressources d'eau partagées.

Jeroen Warner, Université Wageningen, Pays-Bas, a fait une présentation sur l'eau et la résolution des conflits. Il a utilisé des études de cas sur la gestion des inondations au Pays-Bas et en France, pour illustrer l'importance d'associer les communautés locales dans l'analyse du problème, la conception du projet et la gestion des programmes sur les inondations.

Sasaki Takatsugu, de la ville de Saijo, et Taniguchi Makoto, de l'Institut japonais de recherche pour l'humanité et la nature, ont dressé un aperçu général de la collaboration entre la science et la communauté à propos de la nappe d'eau souterraine de Saijo au Japon. Ils ont noté qu'en conséquence, la gestion durable de la nappe d'eau souterraine à Saijo peut être basée en même temps sur des données scientifiques précises et sur des principes liés aux coutumes locales, permettant ainsi la codification des normes traditionnelles au profit des générations futures.

Barbara Rose Johnston, du Centre pour une Écologie politique aux États-Unis, a cité les travaux scientifiques relatifs aux impacts humains et environnementaux des grands barrages et a conclu que «le déplacement des populations induit par le développement est une cause de pauvreté globale». Elle a aussi déclaré que les projets d'infrastructures liés à l'eau devraient: se conformer au droit national et international; reconnaître les «aires protégées hors-carte»; respecter le droit humain à l'eau; mettre en œuvre les droits des populations autochtones à un consentement libre, préalable et éclairé; et assurer le droit pour

toutes les populations touchées d'avoir accès l'information relative au projet afin de permettre une participation significative au processus de prise de décision et de partager les avantages du développement.

Pour conclure, les délégués ont discuté de 10 projets de recommandations de politiques, préparés par les organisateurs de la session et devant être transmis au Secrétariat du 5ème Forum mondial de l'eau. Ils ont souligné le rôle du Forum dans la création des passerelles entre les sciences sociales et les sciences naturelles, et ont plaidé pour que l'eau soit considérée comme un droit humain et un droit culturel.

DÉVELOPPEMENT DE LA CAPACITÉ INSTITUTIONNELLE: PARVENIR À UNE

ALLOCATION ÉQUITABLE DE L'EAU: Matt Hare et Reza Ardakanian, du Programme de la décennie de l'ONU-Eau sur le Développement de la Capacité (UNW-DPC), et Raoul Darwish, du Conseil arabe sur l'eau, ont déclaré que la session visait à trouver les moyens pour soutenir une allocation équitable de l'eau et éclairer les réformes des politiques, ainsi que le renforcement des capacités institutionnelles.

Hare a demandé aux panélistes d'identifier: les catalyseurs et les obstacles dans la mise en place d'une allocation équitable de l'eau; les cadres politiques et juridiques nécessaires pour surmonter les obstacles et renforcer les catalyseurs; les activités de développement des capacités nécessaires pour soutenir le développement de ces institutions;

Tarek Majzoub, de l'Association des amis d'Ibrahim Abd El Al, a souligné l'importance des mécanismes pour la participation des femmes et pour l'imputabilité institutionnelle; Ebenizario Chonguica, de la Commission permanente du Bassin du fleuve Okavango, a déclaré qu'une allocation équitable exige le calcul des ressources en eau disponibles et que les évaluations de la demande doivent tenir compte de possibilités d'améliorer l'efficacité de l'utilisation; et Patricia Avila-Garcia, de l'Université nationale autonome du Mexique, a déclaré que les termes économiques seuls sont insuffisants pour traiter de la gestion des ressources en eau. Kenichi Tsukahara, de l'Agence japonaise de coopération internationale a déclaré que le renforcement des capacités requiert la prise en compte de la diversité des contextes; Abbasgholi Jahani, de l'UNESCO a énuméré les «piliers» d'une allocation équitable, notamment: une loi sur l'utilisation de l'eau efficace, flexible et transparente; et William Moraka, de l'Union des villes et des gouvernements locaux d'Afrique, a souligné l'importance d'une «approche sectorielle» impliquant toute les parties prenantes dans la recherche des solutions collectives.

Les délégués se sont par la suite organisés en groupes de travail pour examiner six thèmes; définitions d'une allocation équitable; intégration dans la réglementation des connaissances et des droits traditionnels relatifs à l'eau; renforcement des réglementations et mise en application des législations; développement d'une combinaison efficace de réglementation gouvernementale et de mécanismes de marché pour promouvoir l'accès à l'eau; développement des instruments de mesure des demandes en eau; et la création de plate formes de partage des connaissances pour le développement des capacités institutionnelles.

Chaque groupe a présenté un rapport de ses discussions. Les délégués ont partagé leurs histoires de réussite, et ont noté que, même si les solutions dépendent des contextes, des leçons peuvent être tirées des autres expériences. Aucun consensus n'a été atteint sur la définition même de «allocation équitable»; mais quelques uns ont considéré que ce terme décrivait la fourniture de l'eau pour répondre aux besoins minimums de tous les secteurs et individus, selon la disponibilité des ressources d'eau. Les délégués ont noté la nécessité de: tarifs comme incitatifs pour l'utilisation efficace de l'eau; des mandats clairs et une imputabilité dans les chaînes de la gestion des ressources en eau; des approches de gestion orientées vers la communauté; et l'organisation des réseaux existants d'information.

Fatma Abdel Rahman Attia, du Ministère des ressources hydrauliques et de l'irrigation d'Égypte, a clos la session en relevant l'impératif de prendre en compte les valeurs culturelles et sociales dans les décisions sur l'allocation de l'eau

FORUM DES JEUNES

CLOTURE DU FORUM DES JEUNES: Oktay Tabasaran, Secrétaire général du 5ème Forum mondial de l'eau a félicité les jeunes pour la réussite de leur session, et a souligné qu'ils avaient été des parties prenantes importantes lors du Forum. Tout en leur assurant que leur recommandations seraient prises en compte «au plus haut niveau du Forum», il leur a instamment demandé de poursuivre leur communication pour résoudre les problèmes de l'eau.

Un communiqué du ministère turc de l'environnement a réitéré le rôle important des jeunes dans la construction de l'avenir du Continent et a accueilli la déclaration des Jeunes comme étant une manifestation de leur courage et de leur détermination.

David Boys, de Public Services International, a souligné la nécessité de rendre les législateurs comptables de leurs actions, en relevant que l'eau est droit humain fondamental. Alison Bartle, d'Aquamedia, a félicité les jeunes pour leur implication dans le traitement des problèmes liés à l'eau. Soulignant les thèmes contenus dans la déclaration des Jeunes, elle a exprimé l'espoir que leurs «voix continueront à être entendues».

Amanda Cleghorn, de World Wildlife Fund, a encouragé les jeunes délégués à poursuivre leur rêve. Parlant au nom du Président du CME, Loïc Fauchon, Charles-Louis de Maud'huy, du CME, a exprimé l'espoir que les jeunes se sont sentis comme «appartenant à la famille des parties prenantes à ce Forum» et a demandé aux délégués de transmettre les résultats de leur forum aux générations futures.

Meera Karunanathan, du Conseil des canadiens, parlant au nom du Forum Alternatif de l'eau et du Forum des peuples sur l'eau, s'est félicité de la reconnaissance par la jeunesse que l'eau est un droit humain et a déploré qu'en matière d'eau, «le besoin humain a cédé le pas à la cupidité humaine». Appelant le Forum mondial de l'eau une «affaire de grosses entreprises», elle a mis en cause la position du Conseil mondial de l'eau de considérer l'eau comme une denrée marchande.

Des représentants des jeunes ont présenté un aperçu général sur: des graffitis à propos de la conférence; l'initiative de la «vague», le document sur «l'eau dans la Perspective des jeunes» et la «Campagne Ruban bleu» pour sensibiliser le public sur les questions relatives à l'eau. Annonçant que la Déclaration des Jeunes sera disponible en ligne, Yiğit Canay, Secrétaire général du Forum des Jeunes, a clos ce Forum.

RÉUNION DES MINISTRES DES PAYS ISLAMIQUES:

Les ministres des pays islamiques se sont réunis au cours du Forum pour discuter des préoccupations de leurs pays relatives à l'eau. Ekmeleddin Ihsanoğlu, Secrétaire général de la Conférence de l'organisation des pays islamiques, a noté que les populations de la région sont touchées par les conflits régionaux, la crise financière globale, le changement climatique, et l'accès limité à l'eau potable. Veysel Eroğlu, Ministre de l'environnement et de la foresterie de la Turquie, a félicité les efforts de ce groupe pour collaborer sur des projets liés à l'eau.



David Boys, Public Services International



Bulletin du Forum mondial de l'eau

Un rapport quotidien du 5ème Forum mondial de l'eau

Publication de l'Institut international du développement durable en collaboration avec le Secrétariat du 5ème Forum mondial de l'eau

5th WORLD WATER FORUM
ISTANBUL 2009

iisd | Reporting
Services

EN LIGNE A: [HTTP://WWW.IISD.CA/YMB/WATER/WORLDWATER5/](http://www.iisd.ca/YMB/WATER/WORLDWATER5/)
ÉDITION #6, VOLUME 82, NUMÉRO 21, DIMANCHE, 22 MARS 2009



FAITS MARQUANTS DU 5ÈME FORUM MONDIAL DE L'EAU: SAMEDI 21 MARS 2009

Le samedi les délégués ont participé à deux sessions d'intérêt spécial sur "Irrigation: utilisation efficace de l'eau en agriculture" et "catastrophes liées au climat". Le processus thématique s'est clos par des sessions de synthèse sur les thèmes «promouvoir le développement humain et les ODM», «gérer et protéger les ressources en eau», et «éducation, connaissances et développement des capacités». Les ministres se sont préparés pour la clôture du forum en participant à une série de tables rondes.



D-G: Mehmet Mehdi Eker, Ministre de l'agriculture et des affaires rurales, Turquie, et Chen Lei, Ministre des Ressources en eau, Chine

SESSIONS D'INTÉRÊT SPÉCIAL

IRRIGATION: UTILISATION EFFICACE DE L'EAU EN AGRICULTURE: Présidé par Akif Özkaldi, Directeur adjoint du Directorate turc des travaux d'état, la session s'est penchée sur les expériences de trois pays, à savoir: le Mexique, la Chine et la Turquie. Le Président Özkaldi a relevé trois domaines d'importance pour les présentations, à savoir, les arrangements juridiques et institutionnels, la planification et le développement, et le fonctionnement et la maintenance des systèmes d'irrigation.

Au cours du panel sur le Mexique, les présentations ont traité des structures institutionnelles et des initiatives spécifiques de politique. Un délégué a parlé des principales recommandations d'un tribunal de l'eau tenu à Saragossa in 2008 sur la gestion des ressources de l'eau. Il a également parlé de l'élaboration des stratégies participatives de gouvernance. Les panélistes ont

donné un aperçu de la structure institutionnelle du Mexique, notant que Conagua exige un permis aussi bien pour les quantités d'eau utilisées que pour les émissions des eaux usées, et ont souligné la nécessité d'investir dans les activités qui améliorent les économies d'eau et la productivité. Ils ont expliqué le passage à un contrôle administratif décentralisé dans les districts d'irrigation.

Dans le panel sur la Chine, Chen Lei, Ministre des ressources hydrauliques de Chine, a souligné le rôle central de son pays dans la sécurité alimentaire mondiale. Il a ajouté que cette sécurité est menacée par la dégradation des terres, la croissance démographique, le changement climatique et la rareté de l'eau pour la production alimentaire. Les panélistes ont parlé de: la nécessité de réhabiliter une infrastructure d'irrigation obsolète, la structure juridique pour la gestion des ressources en eau, comprenant notamment, une réglementation sur l'appartenance des ressources d'eau de l'État et sur les exigences de



Les dais au cours de la session sur l'irrigation: Utilisation efficace de l'eau en agriculture

Le *Bulletin du Forum mondial de l'eau* est une publication de l'Institut international du développement durable (IIDD) <info@iisd.ca>, éditeurs du *Bulletin des Négociations de la terre* © <enb@iisd.org>. Ce numéro a été rédigé et édité par Robynne Boyd, Claudio Chiarolla, Alexandra Conliffe, Tallash Kantai, Wangu Mwangi, Kate Neville, et Anna Schulz. Photographie: Leila Mead. Éditeur numérique: Diego Noguera. Version française: Hélène Kom - révision: Pia M. Kohler, Ph.D. Éditeur: Lisa Schipper, Ph.D. <lisa@iisd.org>. Directeur du Service d'information de l'IIDD: Langston James "Kimo" Goree VI <kimo@iisd.org>. Le financement de la couverture de cette réunion a été fourni par le Secrétariat du 5ème Forum mondial de l'eau. L'IIDD peut être joint par voie postale au 161 Portage Avenue East, 6th Floor, Winnipeg, Manitoba R3B 0Y4, Canada; par téléphone au: +1-204-958-7700; et par télécopieur au: +1-204-958-7710. Les opinions exprimées dans le *Bulletin* appartiennent à leurs auteurs et ne reflètent pas forcément les vues de l'IIDD. Des extraits du *Bulletin* peuvent être utilisés dans d'autres publications moyennant citation académique appropriée. Les versions électroniques du *Bulletin* sont transmises à travers notre liste de distribution e-mail (formats HTML et PDF) et sont disponibles en ligne au <<http://www.iisd.ca/>>. Pour tous renseignements sur le *Bulletin*, y compris les demandes de couverture d'événements par nos services, contacter le Directeur du service d'information de l'IIDD par courriel à: <kimo@iisd.org>, par téléphone à: +1-646-536-7556 et par voie postale au 300 East 56th St., 11A, New York, NY 10022, États-Unis d'Amérique. L'équipe de l'IIDD au 5ème Forum mondial de l'eau peut être jointe par courrier électronique à: <alexandra@iisd.org>.



Mehmet Mehdi Eker, Ministre de l'agriculture et des affaires rurales, Turquie

conservation; la nécessité d'équilibrer les rôles des secteurs public et privé pour la gestion des systèmes d'irrigation; et l'implication des associations des agriculteurs utilisateurs de l'eau dans les activités de gestion et d'irrigation.

Dans la présentation sur la Turquie, les panelistes ont identifié de nouvelles stratégies de financement pour les investissements sur l'irrigation, incluant des partenariats publics-privés; Mehmet Mehdi Eker, Ministre de l'agriculture et des affaires rurales de la Turquie, a parlé des politiques et des plans d'action qui doivent servir à répondre aux impacts du changement climatique. Les orateurs ont aussi présenté les activités rurales comme d'importants facteurs contribuant à l'économie nationale et ont encouragé la consolidation des terres pour accroître l'efficacité de l'irrigation et la productivité des terres.

Le Président Özkaldı a souligné les défis et les priorités communs à plusieurs pays, en particulier la nécessité de moderniser l'irrigation. Il déclaré que les trois panels ont relevé la variabilité régionale de la disponibilité de l'eau et par conséquent, l'importance d'une utilisation efficace de l'eau pour répondre à la demande future de production alimentaire. Tous les panelistes ont reconnu la nécessité de tenir compte des considérations sociales, politiques, économiques et techniques dans la gestion de l'eau pour l'agriculture.

Dans les discussions qui ont suivi, une question relative à la corruption a soulevé le problème de «banques d'eau» pour réglementer le transfert des droits à l'eau et la nécessité de transparence et de dialogue entre les gouvernements et les utilisateurs de l'eau. D'autres délégués ont émis des observations sur: la durabilité économique des associations des utilisateurs d'eau; l'implication des coûts énergétiques et de la technologie d'irrigation; la nécessité d'une approche progressive sur l'accroissement de l'efficacité de l'irrigation, et l'utilisation d'un financement flexible et des fonds de développement agricole pour augmenter la productivité dans l'utilisation de l'eau.

Les délégués ont aussi discuté entre autres de: la nécessité de tenir compte tant de la qualité que de la quantité de l'eau dans les discussions sur l'irrigation; la recherche biologique sur la croissance des cultures et l'utilisation de l'eau pour augmenter l'efficacité de l'irrigation; le traitement des eaux usées et leur réutilisation; l'utilisation des fonds internationaux pour la coopération transfrontière sur l'eau et le rôle de l'utilisation efficace de l'eau domestique dans la réduction des besoins en eau des bassins transfrontaliers; les impacts de la crise financière sur la viabilité des projets de partenariat public-privé relatifs aux infrastructures d'irrigation; les conséquences de l'affectation des terres, y compris la foresterie; la disponibilité de l'eau; les mécanismes d'établissement des prix de l'eau; la réduction au minimum de l'utilisation des pesticides et des engrais chimiques; et les associations pour la formations des agriculteurs.

CATASTROPHES LIÉES AU CLIMAT: Au sujet de «gestion des catastrophes liées au climat dans le cadre du changement climatique: défis et directions futures du point de vue des gestionnaires des services météorologiques et de l'eau», Mehmet Karaca, de l'université technique d'Istanbul, a inauguré une série de présentations effectuées au cours de

deux sessions de panel sur les questions suivantes; surveillance climatologique en Turquie; technologies servant à surveiller les aspects du climat et de l'environnement, incluant les systèmes variés de surveillance par satellites; la stratégie de l'Organisation météorologique mondiale (OMM) pour l'atténuation des, et l'adaptation aux effets du changement climatique; validation des données climatiques; la décision de libérer l'eau des barrages du fleuve Euphrate en 2004; les activités des services hydrométéorologiques en, Azerbaïdjan; les effets du changement climatique en Turquie et en Méditerranée; et la baisse du niveau d'eau en Turquie.

Les délégués se sont penchés entre autres sur: la nécessité de se préparer à affronter les effets extrêmes du changement climatique, l'importance de la collaboration interdisciplinaire dans les efforts d'atténuation; la possibilité d'établir un réseau des services climatiques nationaux susceptibles d'améliorer la gestion des réservoirs et la production alimentaire; couvrir les besoins des personnes les plus vulnérables dans le monde; comment réduire l'empreintes écologiques de l'humanité; le potentiel pour la Turquie de diminuer de moitié sa consommation d'eau tout en continuant à répondre à tous ces besoins en eau.

Les panelistes ont aussi encouragé les actions suivantes: impliquer les diverses parties prenantes dans la gestion de la sécheresse et des inondations, pour prévenir les pertes de vie en Turquie; mettre en place des systèmes d'alerte précoce ainsi qu'une capacité de réaction pour faire face aux catastrophes; citer le projet de l'Anatolie du Sud-est (GAP) comme un bon exemple de développement durable qui fournit des opportunités de moyens d'existence et une protection contre les inondations; et l'amélioration des données climatiques et de la modélisation pour offrir de meilleures prédictions saisonnières sur les pluies et pour présenter des données articulées sur des périodes de temps compréhensibles pour les politiciens. Les délégués ont noté que les moyens utilisés pour conserver l'eau comprennent: le remplacement des vieux systèmes d'irrigation par de nouveaux, avec le passage des systèmes de canaux ouverts à une technologie utilisant des tuyaux fermés, et une irrigation goutte-a-goutte, ainsi que le remplacement des anciens réseaux de distribution d'eau dans les zones urbaines.

Au cours des discussions, un délégué a suggéré l'étude des corrélations entre les baisses des niveaux d'eau et le régime des précipitations en Turquie. D'autres ont noté: la nécessité de diminuer les gaz à effet de serre et de promouvoir des sources vertes d'énergie, en particulier l'énergie éolienne; que le secteur énergétique est l'un des secteurs les plus actifs en Europe, en dépit de la crise économique; la validation de l'observation sur le terrain; la nécessité de mettre à la disposition du grand public, les données et les informations afin de faciliter la participation public dans la GIRE; et l'importance de prendre en compte les conséquences écologiques collatérales du développement au moment, de prendre les décisions de politiques.

Les délégués ont aussi suggéré, pour répondre au changement climatique en Turquie: de mettre en œuvre la GIRE; élaborer des politiques de changement climatique pour chaque secteur; tenir compte du rapport entre l'énergie et l'eau; entreprendre des processus de planification à court, moyen et long terme; et reconnaître le rôle des gouvernements locaux. Ils ont aussi examiné le rôle des infrastructures de grande



Les enfants au Forum



D-G: Clarissa Brocklehurst, UNICEF; Pasquale Steduto, président ONU-Eau; Michael Fink, Association internationale pour l'hydroélectricité; Daniel Renault, FAO; Akkineni Bhavani Prasad, Confédération des associations des agriculteurs, Inde; Peregrine Swann, DFID RU; et Martin Walsh, Partenariat mondial sur l'eau

échelle, telles que les tunnels parcourant de longues distances et les barrages dans le contexte de l'adaptation au changement climatique.

SESSIONS THÉMATIQUES

FAIRE AVANCER LE DÉVELOPPEMENT HUMAIN ET LES ODM

SYNTHÈSE DU THEME: Pasquale Tenuto, président d'ONU-Eau, a présenté la session de synthèse sur les quatre sujets du thème, à savoir: «assurer l'eau, l'hygiène et l'assainissement (WASH) pour tous», «eau pour l'énergie, énergie pour l'eau», «eau et alimentation pour éradiquer la pauvreté et la faim», et «utilisations et fonctions multiples des services de l'eau».



Clarissa Brocklehurst, UNICEF

Clarissa Brocklehurst, de l'UNICEF, a résumé les discussions sur le WASH. Elle a souligné la nécessité de: la promotion de l'assainissement et la collaboration sur la surveillance globale, nationale et infra nationale; les réformes des services; et les échanges de connaissances en matière d'assainissement urbain, notamment le WASH dans les écoles

Sur le sujet «eau pour l'énergie, énergie pour l'eau», Michael Fink de l'Association internationale de l'hydro énergie, a déclaré que les discussions ont été centrées entre autres sur: technologie

et durabilité, y compris les empreintes écologiques; stratégie politique et partenariats; le lien eau, énergie et climat; l'importance de disposer une bonne base d'information pour la prise de décision; et l'efficacité de l'utilisation de la ressources.

À propos de «eau et alimentation pour éradiquer la pauvreté et la faim», Akkineni Bhavani Prasad, Confédération de associations des agriculteurs indiens a souligné l'importance: des mécanismes de micro-o-financement; des approches intégrées pour l'alimentation et l'énergie, et du développement des marchés locaux. Il a noté que «les agriculteurs font partie de la solution et non pas du problème» et a annoncé qu'un projet de rapport de synthèse sera disponible sur le site internet du Forum.

Sur «les utilisations et les fonctions multiples des services de l'eau (MUFS)», Daniel Renault, de la FAO, a défini le MUFS comme étant un processus à travers lequel la même eau est utilisée pour des usages, des fonctions et des services différents dans un système donné. Il a souligné que les MUFS

pouvaient servir un marché d'un milliard de personnes avec des bénéfices potentiels énormes en termes d'investissement et de réduction de la pauvreté.

Martin Walsh, du Partenariat global sur l'eau, a noté l'importance d'un travail couvrant plusieurs secteurs et Peregrine Swann, du Département du développement international du Royaume uni, a souligné que le financement doit parvenir là où les besoins sont les plus grands, et a noté que cela ne s'est pas encore produit. Swann a ajouté que les mécanismes d'imputabilité tant pour les donateurs que pour les gouvernements, pourraient améliorer cette situation. Un représentant du Forum des jeunes a plaidé pour une mise en œuvre plus efficace des ODM sur le WASH et pour la reconnaissance de l'accès à l'eau comme un droit humain.

Les délégués ont discuté des questions suivantes: la question du financement par rapport à la technologie pour améliorer l'accès à l'eau; la nécessité de réduire les écarts entre la production alimentaire et la production énergétique, et le fossé entre la communauté scientifique et les décideurs politiques; et l'apprentissage mutuelle. Johan Kuylensstierna, ONU-Eau a clos la session en notant que l'intérêt devrait être centré sur la mise en œuvre des structures existantes et sur une meilleure intégration des questions financières, y compris les investissements au-delà de 2015

GÉRER ET PROTÉGER LES RESSOURCES EN EAU QUELS SONT LES INSTRUMENTS OPÉRATIONNELS QUI PERMETTENT DE RÉUSSIR LA COOPÉRATION TRANSFRONTALIÈRE ET UNE BONNE GESTION DE BASSIN?:

Les co-présidents Sammy Puri, de l'Association internationale des hydrogéologues et Jean-yves Grosclaude, de l'Agence française de développement, ont déclaré que la session avait pour objectif d'identifier les instruments opérationnels susceptibles de faciliter la coopération transfrontalière et une bonne gestion des bassins. Ils ont identifié trois questions à analyser: comment spécifier le rôle de l'aide officielle au développement dans la coopération transfrontalière; comment développer



D-G: Jean-Yves Grosclaude, Agence française de développement (AFD), et le co-président Sammy Puri, Association internationale des hydrogéologues

des mécanismes financiers durables; et comment réussir une solidarité financière pour la fourniture des ressources dans les pays du bassin.

Les présentations de panels ont mis en exergue diverses expériences régionales dans la gestion transfrontalière de l'eau, notamment: la coopération dans le système aquifère des grès nubiens d'Égypte, de Libye, du Tchad, et du Soudan; le progrès d'Anatolie du Sud-est, dans le bassin du Tigre et de l'Euphrate, et la coopération interprovinciale sur le fleuve Yangtze. Ils ont aussi souligné les efforts entrepris pour harmoniser les méthodologies pour la classification globale et la cartographie des aquifères transfrontaliers.

Un deuxième groupe de panéliste a exprimé des observations sur les instruments opérationnels relatifs: au rôle des tierces parties dans les conflits internationaux et le rôle du réseau international des organisations des bassins fluviaux dans la fourniture d'aide pour l'harmonisation infranationale de la gouvernance; la nécessité d'allouer des avantages de l'eau plutôt que l'eau elle-même; la création des méthodes normalisées de mesure, et des bases des données partagées utilisant l'exemple de la Directive-cadre européenne sur l'eau; la valeur des mesures progressive de renforcement de la confiance pour surmonter les méfiances, mises en application par exemple dans les projets de l'Europe du Nord-ouest; les mécanismes de résolutions de conflit; les inventaires des préoccupations potentielles transfrontalières relatives à l'eau; les plans pour mobiliser les parties prenantes, et le renforcement des capacités dans le bassin fluvial du Mékong.

Au cours des discussions les délégués ont débattu des nuances sémantiques entre cours d'eau "internationaux" et cours d'eau "transfrontaliers". Les participants ont souligné la nécessité de gérer les fleuves Tigre et Euphrate d'une manière raisonnable et optimale, mais ont noté que malgré leur volonté de coopérer, les "ingérences dans leurs affaires les rendaient inconfortables". Ils ont déclaré que la construction de barrages en Turquie n'affectera pas leurs voisins en aval et qu'elle se poursuivra même si les prêts ne sont pas accordés par les institutions financières internationales. Les participants ont aussi discuté entre autres de: financement et aide officielle au développement pour le soutien à la gestion transfrontalière; allocation équitable de l'eau et participation aux activités de conservation dans les pays en amont et en aval du bassin; et mécanismes pour encourager le développement de la confiance chez les parties prenantes du bassin.

COMMENT POUVONS-NOUS SURMONTER LES DIVERGENCES ENTRE LES DEUX UTILISATEURS DONT LES VIES DÉPENDENT DES RESSOURCES EN EAU COMMUNE? ET COMMENT POUVONS-NOUS LE FAIRE VRAIMENT?: László Kóthay, Secrétaire d'État au Ministère de l'environnement et de la gestion de l'eau, Hongrie, et l'Ambassadeur Muhammad Zamir (Bangladesh), ont ouvert la rencontre de synthèse sur le sujet: «gestion de bassin et coopération transfrontalière» qui comprenait quatre sessions.

Résumant les résultats clés de la session sur les réussites et les échecs de la solidarité hydrologique, les panélistes ont noté que les interactions entre les états riverains sont basées sur la souveraineté hydrologique et non pas sur la solidarité hydrologique, et que les discussions au cours de cette session ont porté sur la question de savoir si le terme «international» est équivalent au terme «transfrontalier» lorsqu'il s'agit des sources en eau.

À propos de la session consacrée à l'implication des parties prenantes dans la gestion des bassins et dans la coopération transfrontalières sur l'eau, les panélistes ont expliqué que les délégués ont noté l'importance de l'implication des parties prenantes dans la gestion transfrontalière des eaux, et relevé les défis posés par la participation de ces parties prenantes, notamment: la motivation pour participer; l'absence de connaissances diplomatiques relatives aux questions de l'eau; et la modélisation pour faciliter une compréhension commune.

A propos de la coopération relative aux ressources en eau transfrontalières de surface et souterraines, session qui a évalué les instruments pour le développement d'une coopération durable et la prévention des conflits, les panélistes en ont résumé les conclusions clés, notamment: l'absence de définition commune de la coopération durable; le caractère fondamental de la volonté et de la confiance politiques; la facilitation de la coopération par les cadres juridiques de mise en application; la nécessité des approches à l'échelle du bassin; l'obligation pour la gestion de protéger les écosystèmes aquatiques; et l'obligation d'utiliser les traités comme instruments pour mettre en place des institutions et des accords conjoints pour la coopération. Ils ont résumé les suggestions exprimées sur la Convention des Nations unies sur les cours d'eau de 1997, en particulier des plaidoiries pour sa ratification, et la mise en place d'un organe provisoire par le Secrétaire général des Nations unies pour appuyer et promouvoir la Convention.

Résumant la session sur les instruments opérationnels permettant de mettre en œuvre la coopération transfrontalière et une gestion de bassin rationnelle, les panélistes ont présentés des catégories d'instruments opérationnels que les délégués ont proposés pour parvenir à une coopération durable, notamment: les plans de gestion de bassins; les instruments juridiques et institutionnels; les systèmes d'information; les plans de développement et les programmes d'investissement à moyen terme; et les mécanismes de financement, ainsi que les ressources financières.

Dans la discussion qui a suivi, divers points de vue ont été exprimés sur la Convention des Nations unies de 1997 sur les cours d'eau. Certains participants ont déclaré que la Convention devrait être révisée et mise à jour avant sa ratification, en particulier pour refléter les préoccupations environnementales et la nécessité d'un développement durable. D'autres ont adhéré au principe que la Convention doit servir comme la base du droit international sur les eaux transfrontalières. Un représentant du Forum des jeunes a demandé que la jeunesse soit impliquée dans le processus de prise de décision. Les délégués ont aussi discuté: des exemples de réussite sur le partage de des coûts et des avantages, le rôle des tierces parties dans la facilitation de la coopération et l'importance du renforcement de la confiance.

Lena Salame, UNESCO, et Jean-François Donzier, du Réseau international des organisations de bassins, ont clos la session par une description du processus participative utilisé pour développer ce sujet, et ont présenté un résumé. Ils ont souligné la nécessité d'une information globale et intégrée, et d'une gestion au niveau de bassin.

LA NÉCESSITÉ POUR UNE GESTION ET UNE PROTECTION AMÉLIORÉES DES EAUX DE SURFACE, DES EAUX SOUTERRAINES ET DES EAUX DE PLUIE: Hasan Akyar, DES Travaux hydrauliques de l'état, a déclaré que les panélistes devraient résumer les conclusions des trois sessions qui ont contribué à ce sujet, en particulier: les eaux souterraines; les structure stratégiques pour une gestion et une protection efficaces et durables des ressources en eau, la sensibilisation du public et l'implication des parties prenantes pour une gestion durable des ressources en eau.

Au sujet des eaux souterraines, Michael Campana, de l'Université d'État de l'Oregon, a déclaré que les délégués ont souligné que les eaux souterraines se comportent de manière différente par rapport aux autres sources d'eau, et cela n'est pas bien compris par les politiques et les décideurs. Il a noté que l'utilisation des eaux souterraines n'exige pas de grandes infrastructures et que, bien que ceci puisse être un avantage, cela expose la ressource à une exploitation abusive, situation qui nécessite de nouvelles formes de gouvernance.



Des jeunes talents au Forum



Hasan Akyar, Directeur général, Travaux hydrauliques de l'État, Turquie

A propos de la gestion des ressources en eau, Ari Michelsen, de l'Association américaine sur les ressources en eau, a déclaré que les délégués ont convenu à l'unanimité de la nécessité d'une gestion intégrée des ressources en eau, mais n'ont pas pu s'accorder sur sa définition. Il a déclaré que les eaux souterraines de surface et les eaux de pluie doivent être gérées ensemble et que les eaux souterraines non renouvelables, doivent être incluses dans la GIRE. Il a souligné la nécessité d'une gestion adaptative. Nilgün Harmancıoğlu, de l'université d'Dokuz Eylül, a souligné que les solutions scientifiques ne fonctionneront pas tant qu'elles ne sont pas précédées de structures appropriées d'élaboration de politiques.

On public awareness and stakeholder participation, Peter Mulvihill, International Commission on Large Dams, said participants had discussed the need to, inter alia: train the public on the effects of their water-use behaviors; ensure participation at all levels and phases of IWRM; and make meaningful participation a requirement at the statutory level. He noted that they also discussed the need for governments and donors to consult farmers on payment schemes.

À propos de la sensibilisation du public et de l'implication des parties prenantes, Peter Mulvihill, de la Commission internationale sur les Grands barrages, a déclaré que les délégués ont discuté de la nécessité entre autres de: former le public sur les effets de ses comportements sur l'utilisation de l'eau; assurer une participation de la GIRE à tous les niveaux et à toutes les phases; et faire d'une participation effective, un préalable au niveau statutaire. Il a noté que ces délégués ont aussi discuté de la nécessité pour les gouvernements et les donateurs de consulter les agriculteurs sur les plans de paiement.

Au cours de la discussion qui a suivi, les délégués se sont concentrés sur les problèmes liés aux eaux souterraines. Ils ont convenu qu'étant donné le libre accès à la ressource, une réglementation s'avère nécessaire pour gérer durablement les eaux souterraines. Ils ont relevé les défis liés à la construction des puits illégaux, à la gestion transfrontalière des ressources partagées d'eau souterraines, et la probabilité que le changement climatique affectera négativement les ressources des eaux souterraines.

Les délégués ont par ailleurs noté: le peu d'importance accordé à la protection de l'eau et aux liens entre la protection des sols et l'eau; les techniques et les technologies pour le renouvellement des eaux souterraines et le recueil des eaux de pluie; le potentiel des images satellites pour la collecte des données et la surveillance; la nécessité d'impliquer les parties prenantes agricoles, étant donné l'énorme consommation d'eau dans ce secteur; le niveau d'implication des acteurs externes dans les débats internes sur le partage de l'eau; le potentiel d'une autorégulation pour réduire au minimum la surexploitation des ressources de l'eau. Ils ont aussi discuté de la privatisation ou non de la gestion des eaux souterraines

SYNTHÈSE DU THÈME

GÉRER ET PROTÉGER LES RESSOURCES EN EAU ET LEUR SYSTÈME D'APPROVISIONNEMENT POUR RÉPONDRE AUX BESOINS ET ENVIRONNEMENTAUX: Décrivant le processus thématique, Karin Krchnak, de The Nature Conservancy, a noté que "l'eau pour l'environnement, c'est l'eau pour la croissance

et le développement", soulignant la nécessité non seulement de trouver des solutions techniques, mais aussi des solutions politiques.

Luis Berga, de la Commission internationale des Grands barrages, a présenté les conclusions du sujet "Assurer les ressources en eau et les infrastructures adéquates, pour répondre aux besoins agricoles, énergétiques et urbaines." Il a souligné le fait que l'infrastructure relative à l'eau est liée au développement économique et social et que l'expérience accumulée au cours du dernier siècle dans le domaine du développement des infrastructures révèle que les grands projets hydrauliques et énergétiques peuvent avoir des impacts sociaux et environnementaux majeurs. Notant la nécessité d'intégrer les objectifs de gestion de l'eau à la conservation des ressources environnementales et culturelle, il a souligné l'attention particulière qui doit être accordée à la définition des régimes de flux environnementaux à l'intérieur des bassins fluviaux.

Sur le sujet "préservé les écosystèmes naturels pour l'eau et la vie", Mathieu Pinkers, du ministère hollandais de l'agriculture, de la Nature et de la qualité alimentaire, a souligné qu'assurer un accès aux connaissances et à l'éducation, est un préalable pour réussir les objectifs de conservation.

Ahmet Sargin, Directeur général des travaux hydrauliques d'État, Turquie, a résumé les questions clés survenues dans les discussions sur «gérer et protéger les eaux de surface, souterraines et les eaux de pluies», soulignant la nécessité de renforcer les liens entre les décideurs et les techniciens.

Dans une synthèse sur les questions de suivi clés relevées au cours des sessions thématiques,

Sybille Vermont, de l'Office fédéral de l'environnement, des forêts et du paysage de la Suisse, a souligné la nécessité de transmettre le message de l'eau dans un langage que les décideurs et les parties prenantes des autres secteurs peuvent comprendre. Dans sa conclusion, elle souligné la nécessité de passer d'une gestion de l'eau à une gestion de l'écosystème et a proposé que le concept de "hydro solidarité" devienne la nouvelle structure organisationnelle pour toute action.

Présentant les recommandations du Forum des Jeunes, Ramazan Caner Sayan et Natalia Coibanu ont souligné que les jeunes sont unis dans leur objectif de créer un avenir sécuritaire et de surmonter les divergences liées à la différence des cultures, des pays, et des capacités, et ont plaidé pour un plus grand rôle de ces jeunes dans le processus de décision et la gestion des ressources en eau et des systèmes d'approvisionnement. Ces délégués des jeunes ont noté que l'éducation joue un rôle déterminant dans l'autonomisation des jeunes à vivre de manière plus durable; il est donc nécessaire de mettre en place des programmes de formation et d'apprentissage pour développer leurs qualités de leadership. À propos de leur propre contribution au processus du Forum,, ils ont attiré l'attention sur une plateforme internet des jeunes qui va créer un espace de marché pour apparier les initiatives des jeunes sur l'eau et les opportunités de financement.

En ce qui concerne le processus du Forum mondial de l'eau, plusieurs participants ont constaté lors de e Forum une rupture entre le processus thématique et les discussions tant ministérielles que des autorités locales. Qualifiant cela d'une opportunité ratée d'exercer une pression politique, ils ont proposé que les organisateurs s'appliquent à atteindre de pour de plus grandes synergies lors du 6e Forum. Un délégué a noté que «l'eau est une question de pouvoir» et a déclaré que le Forum doit inclure «la voix des sans voix». Sur le contenu des sessions thématiques, les délégués ont proposés entre autres: les liens croisés entre la croissance démographique et sécurité de l'eau, un intérêt sur la réforme du secteur de l'eau et non pas seulement la réforme foncière; et l'élaboration des directives sur la gestion de flux de l'eau.

EDUCATION, CONNAISSANCES ET DÉVELOPPEMENT DES CAPACITÉS

ÉCOLES ET EDUCATION SUR L'EAU:

CONSTRUIRE DES PASSERELLES POUR LES GÉNÉRATIONS FUTURES:

En ouvrant la session, John Etgen, du Project de l'éducation sur l'eau pour les enseignants (Project WET), a souligné: les solutions pratiques pour les actions locales; le rôle des enfants dans la gestion de l'eau; les actions communautaires menant à des solutions pertinentes; et l'éducation sur l'eau comme outil de gestion de l'eau.

Teddy Tindamanyire, parlant au nom du Ministre ougandais de l'eau et de l'environnement, a présenté les obstacles qui se posent à une éducation efficace sur l'eau, notamment: la faible valeur économique attribuée à l'eau; l'absence d'investissement dans la sécurité de l'eau; et "la conception figée de l'eau comme un droit humain et une ressource disponible gratuitement pour tous". Parlant de l'approche interdisciplinaire de l'éducation sur l'eau au Mexique, Heidi Storsburg de CONAGUA, a noté que le niveau faible de l'engagement des éducateurs pour l'éducation sur la gestion de l'eau constitue un véritable défi.

Santa de Yonge, Project WET, a présenté les initiatives de ce projet, y compris ActionEducation, Comprendre les Inondations, et un partenariat avec le Programme international hydrologique de l'UNESCO. Elle a déclaré que les instruments d'éducation du projet Wet produisent de bons résultats parce qu'ils sont interactifs, adaptables, contemporains et orientés vers les solutions.

Sabrina Barker, du PNUÉ a présenté une initiative des jeunes intitulée "Vivre à la limite", en soulignant ses objectifs qui sont les suivants: la sensibilisation, le partage des connaissances et de l'information, la communication multisectorielle, mettre en lien des perspectives régionales différentes.

Hirokazu Miyao, du Centre pour le soutien aux activités liées à l'eau des enfants (CSCWA), a attiré l'attention sur le travail du CSCWA et sur la corrélation entre les "manières sociales" et les «expériences de la nature», relevant que les expériences de la nature sont essentielles dans le développement précoce de l'enfant. Şevket Alp, du Ministère de l'éducation nationale, Turquie, a parlé de l'utilisation par son pays de l'éducation sur l'eau, et relevé l'importance de la réutilisation de l'eau et de sa conservation.

Les panelistes et les délégués ont pas la suite discuté entre autres: de l'utilisation des langues maternelles pour transmettre les messages de l'éducation sur l'eau; des considérations culturelles dans l'éducation sur l'eau de la rationalisation des questions sexospécifiques; de l'intégration de l'éducation sur l'eau dans les programmes scolaires nationaux; et de la création des liens entre l'eau et la santé. Ils ont aussi discuté des considérations culturelles dans l'éducation sur l'eau et des stratégies pour économiser l'eau.

UTILISATION DES ATOUTS DES ASSOCIATIONS ET DES RÉSEAUX PROFESSIONNELS RÉALISER LES ODM: Paul Reiter, de l'Association internationale sur l'eau, a ouvert la réunion de synthèse des trois sessions tenues dans le cadre de ce sujet. Il a déclaré qu'un large consensus s'était dégagé pour reconnaître les associations professionnelles (AP) comme parties prenantes indispensables dans l'obtention des résultats et de la durabilité des projets sur le terrain. Il a souligné le rôle clé de soutien dans: le développement de stratégies; l'assistance technique; la mise au point des modèles et des systèmes pour renforcer l'efficacité, la médiation, la formation et le développement des capacités.

Rebecca West, de la Fédération de l'eau pour l'environnement, a expliqué que l'intention stratégique sous-tendant ces sessions était de construire des passerelles avec la communauté classique de développement et les organisations de la société civile.

À propos de la manière de mettre à profit l'intense esprit de collaboration qui a marqué le processus préparatoire et le Forum, les déléguées ont insisté sur la nécessité entre autres: de construire des passerelles avec les réseaux extérieurs au secteur de l'eau, en particulier les AP de la santé et de l'environnement; le jumelage des associations fortes avec les associations faibles, et la réforme de la structure élitiste des AP par le biais des partenariats avec les associations rurales et les organisations communautaires. Les exemples spécifiques d'alliances mentionnées incluaient une initiative de l'Association internationale de l'eau qui a publié une série d'articles sur l'eau et l'assainissement dans la revue médicale *The Lancet*; et la préparation d'un plan de travail de 5 ans par l'Association africaine de l'eau pour promouvoir le dialogue avec la Banque africaine de développement.

À la fin de la session, les associations organisatrices ont annoncé qu'elles lanceront un projet pour assurer la mise en œuvre des conclusions de la réunion.

SYTHÈSE DU THEME: András Szöllösi-Nagy, de l'UNESCO, a expliqué que le thème éducation, connaissance et développement des capacités comprend cinq sujets. Sur le sujet-éducation et stratégies de renforcement des capacités-, les délégués ont noté que l'eau devrait faire parti des programmes scolaires; ils ont relevé l'importance des évaluations des besoins locaux et des moyens novateurs et non traditionnels pour la communication le développement des capacités.

Un représentant du Forum des jeunes a déclaré que l'éducation est liée aux autres thèmes du Forum et que tous les programmes éducatifs devraient respecter les différences liées aux sexes. Il a souligné aussi la nécessité d'un accroissement du soutien financier et logistique dans les pays en développement, et a appuyé l'utilisation du concept de l'eau virtuelle qui tient compte de la quantité d'eau utilisée dans la production des denrées.

Les discussions sur "science et technologie de l'eau: solutions appropriées et novatrices pour que le 21e siècle réponde aux besoins de la société," ont porté sur comment la science et l'innovation peuvent aider à répondre aux questions à venir sur l'eau. Les délégués ont aussi relevé la nécessité entre autres: d'adopter les nouvelles technologies et explorer leur plein potentiel; d'apprendre des autres secteurs; et créer un impératif pour le changement en travaillant avec les parties prenantes et en développant des projets pilotes axés sur la demande.

Sur les sujets "utiliser les atouts des associations et des réseaux professionnels pour atteindre les ODM", les discussions ont porté sur deux points, à savoir: réduire les divergences de perception entre les réseaux professionnels et les groupes de développement; améliorer l'efficacité des instruments de développement et mettre en exergue les succès et tirer profit des progrès.

Sur le sujet "des données pour tous," plusieurs délégués ont souligné: l'importance de la collecte des données; la nécessité de mettre en place une structure intégrée et holistique qui englobe les variables économiques; l'étude des obstacles juridiques et institutionnels; ainsi que le leadership nécessaire pour surmonter ces obstacles, et l'absence des ressources; le potentiel du système de comptabilisation environnementale économique de l'eau pour la collecte des données nationales.

Sur le sujet "Eau et culture," les participants ont noté que les éducateurs doivent aussi être éduqués et que les clichés doivent être déconstruits. Certains délégués ont souligné la nécessité d'apprendre de l'expérience des aînés et ont relevé qu'il y a entre les cultures, autant de similitudes que de différences.

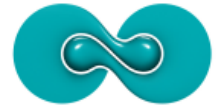
Szöllösi-Nagy, a clos la session en soulignant que les investissements dans les domaines de l'eau, de l'éducation, de la culture et du développement, sont des "investissements dans la paix."

REMERCIEMENT

Oktay Tabasaran, Secrétaire général du 5e Forum mondial de l'eau a remercié les amis mexicains pour leur contribution à la préparation du 5e Forum, après avoir organisé le 4e Forum mondial de l'eau à Mexico, Mexique en 2006.



G-D: Estrellita Fuentes, Mexique et Oktay Tabasaran, Secrétaire général, 5e Forum mondial de l'eau



FAITS MARQUANTS DU 5EME FORM MONDIAL DE L'EAU: DIMANCHE, 22 MARS 2009

Le 5eme Forum mondial de l'eau a clos ses travaux à Istanbul le dimanche après-midi. Dans la matinée, les ministres se sont réunis dans une session de clôture au cours de laquelle ils ont présenté les résumés des huit sessions de tables rondes, et ont adopté leur déclaration. Les participants à une fête marquant la célébration de la Journée mondiale de l'eau des Nations unies se sont par la suite joints à eux pour la cérémonie de clôture du Forum.



Le personnel du Secrétariat a posé pour une photo à la fin du Forum

JOURNÉE MONDIALE DE L'EAU - EAUX TRANSFRONTALIÈRES

TRANSFRONTALIÈRES: Les participants ont visionné «une seule eau», documentaire primé, réalisé par Sanjeev Chatterjee et Ali Habashi. Ce film a été tourné dans 14 pays et < peut être téléchargé en ligne à: <<http://1h2o.org/>>.



András Szöllösi-Nagy, Programme international hydrologique

András Szöllösi-Nagy, du Programme international hydrologique, au nom du Directeur général de l'UNESCO, a présenté la table ronde de haut niveau sur «s'adapter aux changements globaux dans les bassins transfrontaliers». Il a indiqué qu'il existe dans le monde 263 lignes de partage des eaux communes et, et 273 aquifères de nappes d'eau souterraines partagées dont dépendent directement 3 milliards d'individus. Il a déclaré que la coopération et la solidarité doivent

être des principes de gouvernance afin que ces populations évitent les conflits liés à l'eau engendrés par une compétition croissante pour le partage des ressources en eau. Il a par la suite souligné de nombreux obstacles de cette coopération, en particulier les divergences conceptuelles et historiques et le manque: des ressources financières, des capacités techniques et institutionnelles, et de volonté politique.

Rhoda Tumusiime, de la Commission de l'union africaine, a souligné que la journée mondiale de l'eau est une occasion unique pour sensibiliser le public sur les liens entre l'eau et

l'environnements, la santé, le développement économique, et pour susciter une réflexion individuelle et collective sur les moyens de réaliser les objectifs convenus au plan international. Notant que la grande partie des ressources en eau transfrontalières est sous utilisée, elle a relevé les initiatives régionales récentes appuyées par la Commission de l'Union africaine et ses partenaires.

Au cours des discussions au sein des tables rondes, les panélistes ont délibéré sur les facteurs clés qui façonneront à l'avenir la gestion de l'eau. Ils ont également débattu des meilleures pratiques dont les pays et les régions peuvent tirer profit pour renforcer l'utilisation durable des eaux transfrontalières. Alfred Duda, du Fonds mondial pour l'environnement (FME) a parlé du rôle du FME et de ses agences partenaires: de la fourniture d'un financement pour les semences, afin de débiter le processus de renforcement de la confiance et de coopération; du soutien technique, et de la facilitation par les tierces parties. Notant que les accords transfrontaliers traitent de plus en plus des questions liées à la variabilité climatique, il a souligné que le soutien du FME peut aider à préparer les organisations des bassins fluviaux à mettre en œuvre plus projets sous l'égide de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques. Shaddad Attili, Président de l'Autorité palestinienne de l'eau a indiqué raison du conflit dans la région, il n'existe actuellement aucun accord frontalier qui régit le partage par tous les utilisateurs des eaux du Bassin du fleuve Jourdain. Déclarant que l'on dispose d'une capacité suffisante pour gérer ces ressources en eau, il a réitéré la déclaration du Président de l'Autorité. Palestinienne selon laquelle les palestiniens ne devraient pas être forcés d'attendre la signature d'un accord de paix pour accéder à leur portion légitime des ressources en eau transfrontalières. Il a plaidé pour que davantage de pays ratifient la Convention des Nations unies de 1997 sur les cours d'eau pour permettre à celle-ci d'entrer en vigueur.

Le *Bulletin du Forum mondial de l'eau* est une publication de l'Institut international du développement durable (IIDD) <info@iisd.ca>, éditeurs du *Bulletin des Négociations de la terre* © <enb@iisd.org>. Ce numéro a été rédigé et édité par Robynne Boyd, Claudio Chiarolla, Alexandra Conliffe, Tallash Kantai, Wangu Mwangi, Kate Neville, et Anna Schulz. Photographe: Leila Mead. Éditeur numérique: Diego Noguera. Version française: Hélène Kom - révision: Pia M. Kohler, Ph.D. Éditeur: Lisa Schipper, Ph.D. <lisa@iisd.org>. Directeur du Service d'information de l'IIDD: Langston James "Kimo" Goree VI <kimo@iisd.org>. Le financement de la couverture de cette réunion a été fourni par le Secrétariat du 5ème Forum mondial de l'eau. L'IIDD peut être joint par voie postale au 161 Portage Avenue East, 6th Floor, Winnipeg, Manitoba R3B 0Y4, Canada; par téléphone au: +1-204-958-7700; et par télécopieur au: +1-204-958-7710. Les opinions exprimées dans le *Bulletin* appartiennent à leurs auteurs et ne reflètent pas forcément les vues de l'IIDD. Des extraits du *Bulletin* peuvent être utilisés dans d'autres publications moyennant citation académique appropriée. Les versions électroniques du *Bulletin* sont transmises à travers notre liste de distribution e-mail (formats HTML et PDF) et sont disponibles en ligne au <<http://www.iisd.ca/>>. Pour tous renseignements sur le *Bulletin*, y compris les demandes de couverture d'événements par nos services, contacter le Directeur du service d'information de l'IIDD par courriel à: <kimo@iisd.org>, par téléphone à: +1-646-536-7556 et par voie postale au 300 East 56th St., 11A, New York, NY 10022, États-Unis d'Amérique. L'équipe de l'IIDD au 5ème Forum mondial de l'eau peut être jointe par courrier électronique à: <alexandra@iisd.org>.



G-D: **Sibylle Vermont**, ECE, Vice-présidente, Convention sur la protection et l'utilisation des cours d'eau transfrontières et des lacs internationaux, **Angela Cropper**, Directeur exécutif adjoint, PNUE; et **Shaddad Attili**, Président de l'Autorité palestinienne de l'eau

Sibylle Vermont, Vice-présidente, Convention sur la protection et l'utilisation des cours d'eau transfrontières et des lacs internationaux, ECE, a indiqué que la Convention a développé une série de directives et d'instruments techniques pour la gestion des ressources transfrontalières. Elle a ajouté que la Convention encourage la coopération en obligeant les pays à négocier entre eux, des accords bilatéraux et multilatéraux, et à créer des organismes conjoints. Angela Cropper, Directrice adjointe du PNUE, a souligné le rôle de son organisation dans la diffusion des travaux de recherche et de l'information, ainsi que dans le renforcement des capacités institutionnelles.

Anders Berntell, de l'Institut international de l'Eau, Stockholm, a souligné un certain nombre de «divergences» conceptuelles dans la discussion, notamment, le qualificatif «transfrontalière» ou «internationale» appliqué aux eaux, et le principe de souveraineté nationale, ainsi que le principe d'une gouvernance partagée des ressources. Il a plaidé pour que les discussions sur les ressources frontalières tiennent compte non seulement des frontières nationales, mais aussi des lignes de partage fédérales, régionales, ethniques et culturelles.

Lors des discussions sur le rôle des instruments internationaux existants de gestion de conflits relatifs aux ressources transfrontalières, les panélistes ont souligné: l'utilisation d'un cadre commun pour conduire les évaluations d'impacts internationaux tels que celui développé par la Commission économique des Nations unies pour l'Europe; les dispositions de médiation de la Convention des Nations unies sur les cours d'eau et les instruments juridiques internationaux associés; les directives du PNUE pour l'application de la GIRE au niveau transfrontalier; et une «boîte à outils de l'UNESCO sur les méthodes et les pratiques de la gestion des ressources en eau transfrontalières».

En ce qui concerne la question de l'asymétrie du pouvoir et des mécanismes devant assurer une plus grande participation des parties prenantes non gouvernementales dans les accords transfrontaliers, les panélistes ont souligné la nécessité de bâtir des institutions communautaires fortes, de financer les processus consultatifs, de ramener la sensibilisation environnementale et celle relative à l'eau dans les programmes scolaires et d'examiner le rôle des médiateurs externes dans la facilitation de contact entre les parties.

Dans ses dernières remarques, le président de l'ONU-Eau a souligné l'implication active des jeunes à Forum, et a relevé le rôle de l'école dans l'éducation d'une nouvelle génération de futurs dirigeants conscients des préoccupations environnementales.

La clôture de la conférence ministérielle du Forum a débuté avec les déclarations des délégués. L'Éthiopie a demandé la suppression de la référence «conformité avec les accords existants» dans le principe No 16 de la Déclaration ministérielle sur les cours d'eau transfrontières.

LA CLÔTURE DE LA CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE

RÉSUMÉS DES TABLES RONDES

MINISTÉRIELLES: Les présidents des huit tables rondes tenues samedi ont résumé les principales conclusions de leurs sessions. La table ronde ministérielle sur «eau douce – zones côtières» a reconnu qu'un cadre juridique international existe déjà sur ce sujet, mais que sa mise en œuvre est faible en raison d'une mauvaise gouvernance. Elle a noté l'importance des initiatives sous-régionales, ainsi que des stratégies internationales pour une gestion intégrée des océanes et des zones côtières.

La table ronde ministérielle sur «réduire l'impact des catastrophes liées l'eau» a souligné la nécessité de: politique solide pour contrer les catastrophes liées à l'eau et réduire le risque; les plans nationaux de gestion des inondations et de la sécheresse; le partage de l'information, la collecte des données et l'harmonisation des indicateurs; ainsi que des actions préventives.

Au cours des discussions de tables rondes sur «construire les passerelles entre l'agenda de l'eau et celui du climat», les délégués ont noté l'importance croissante de l'adaptation, les besoins différents auxquels sont confrontés différentes régions, ainsi que les synergies entre l'atténuation et l'adaptation. Afin de s'adapter au changement climatique, les délégués ont souligné la nécessité critique de: développer des mécanismes de financement pour assurer les investissements; utiliser la sensibilisation du public pour catalyser l'action et investir dans le développement de la science et de la technologie; d'envoyer un message clair que l'eau sera utilisée comme cadre de planification et d'action à la Troisième conférence climatique mondiale en septembre 2009, et lors des négociations sur le changement climatique qui se tiendront à Copenhague en décembre 2009.

Les discussions de la table ronde sur «eau pour l'énergie, énergie pour l'eau», ont souligné entre autres la nécessité de: coordonner et intégrer les secteurs de l'eau et de l'énergie; traiter les usages multiples de l'eau, gérer les ressources des eaux des bassins en utilisant l'approche de GIRE et développer de manière durable, les projets liés à l'eau en utilisant les évaluations des impacts environnementaux. Cette



Des musiciens s'offrent en spectacle la cérémonie de clôture

table ronde a aussi encouragé une plus grande interaction entre le Forum mondial de l'eau, le forum mondial de l'énergie et les processus internationaux traitant des questions d'énergie.

La table ronde ministérielle sur le "financement des infrastructures de l'eau et des services de l'énergie", a souligné l'importance de: développer et mettre en œuvre les plans et les stratégies financières nationales; améliorer la viabilité bancaire des propositions, établir des partenariats publics-privés; et renforcer la capacité nationale pour la planification financière. Elle a aussi souligné que la crise financière ne devrait pas servir d'excuse à l'inaction, mais être plutôt un incitatif pour améliorer l'efficacité.

Au cours des discussions de la table ronde sur "l'eau pour le développement en Afrique", les ministres ont souligné la nécessité de: mécanismes efficaces pour la mise en œuvre et la surveillance de l'avancement des progrès; la rationalisation des questions sexospécifiques, l'intégration régionale; l'amélioration de la fourniture d'eau et de l'assainissement pas le biais des instruments existants; et l'augmentation du financement pour atteindre les ODM. Les ministres ont également souligné leur engagement pour la mise en œuvre de l'agenda africain sur le développement de l'eau.

À propos de "eau pour l'alimentation et l'éradication de la pauvreté, les ministres ont examiné les aspects intersectoriels de l'eau pour l'agriculture et ont noté que l'agriculture utilise plus d'eau que tout autre secteur. Soulignant la nécessité critique d'accorder la priorité à l'eau pour l'agriculture, les délégués ont discuté des actions suivantes; investir dans la technologie; renforcer les infrastructures; améliorer la coopération, notamment les partenariats sud-sud; améliorer la participation des parties prenantes agricoles dans la prise de décision; traiter du changement climatique et fournir un financement adéquat pour mobiliser et augmenter les investissements.

Dans une présentation de la table ronde sur "au-delà de l'année internationale sur l'assainissement et, mettre en œuvre le droit à l'eau et à l'assainissement, les délégués ont noté que l'année internationale a été un succès pour ce qui est de la sensibilisation, mais qu'il est nécessaire d'adopter des approches novatrices en faveur des pauvres, de développer des politiques nationales et des régimes de financement efficaces, et de mobiliser des ressources pour atteindre les ODM. Le droit à l'eau a été débattu lors de cette session. Les ministres ont déclaré que la question d'un droit à l'accès à l'eau et à l'assainissement a bénéficié d'une attention particulière depuis le 4e forum mondial et qu'il est crucial d'atteindre les ODM. Ils ont aussi indiqué que plusieurs pays ont déjà encadré le droit à l'eau en tant que droit constitutionnel dans leur législation nationale. Plusieurs participants ont souligné que la Déclaration ministérielle d'Istanbul ne reconnaît pas suffisamment un droit humain à l'eau et à l'assainissement, tandis que d'autres ont relevé qu'il était prématuré d'insérer une référence aux obligations existantes des droits humains à l'accès à l'eau potable et à l'assainissement avant les conclusions du rapport de l'expert indépendant du Conseil du droit de l'homme.

Réponse des parties prenantes principales aux tables rondes: Sur la protection d'un droit à l'accès à l'eau et à l'assainissement, une représentante de l'Alliance genre et eau a indiqué que la «Déclaration ministérielle semble reculer dans le temps». Elle a souligné qu'il est du rôle des gouvernements de protéger leurs populations, en particulier les plus vulnérables. Elle a aussi indiqué qu'il est essentiel d'assurer une bonne quantité d'eau gratuite pour chaque individu, ainsi qu'un droit pour chaque enfant d'accéder à un assainissement sécuritaire, tout en prenant en compte les besoins des filles.

Un représentant de Business Action for Water a déclaré que l'eau est essentielle pour les affaires, et les affaires sont essentielles pour l'économie et l'emploi; l'eau, l'énergie et l'alimentation sont inextricablement liées; et que les technologies sont indispensables pour répondre aux problèmes liés à l'eau dans les zones côtières. À propos de financement, il a indiqué que des progrès avaient été réalisés depuis le 4ème Forum mondial sur l'eau.

Les représentants des services publics et des syndicats ont noté la nécessité de tenir des fora tels que le Forum mondial sur l'eau, dans le cadre des Nations unies pour proposer des conclusions contraignantes sur le droit à l'eau et à l'assainissement et ont demandé aux gouvernements d'utiliser les instruments à leur disposition pour fournir un accès durable à l'eau et à l'assainissement. Ils ont aussi examiné le rôle des travailleurs dans le secteur de l'eau.

ADOPTION OFFICIELLE DE LA DÉCLARATION MINISTÉRIELLE: L'Inde a relevé qu'il était nécessaire que le Forum envoie un message fort aux négociations des Nations unies sur le changement climatique de 2009, demandant à toutes les nations d'endosser l'obligation d'atténuer les changements climatiques dans le contexte des responsabilités communes mais différenciées, et qu'une action plus déterminée sur le changement climatique doit émerger.

Qualifiant la Déclaration ministérielle et le Consensus d'Istanbul sur l'eau comme étant les deux résultats les plus importants du 5ème Forum mondial de l'eau Veysel Eroğlu, Ministre de l'environnement et de la foresterie de la Turquie, a plaidé pour l'adoption officielle de la Déclaration ministérielle. Il a indiqué que le projet de cette Déclaration, terminé le 4 mars 2009, représentant le produit final d'un très long processus préparatoire, et qu'il n'était pas question d'y revenir comme les demandent certaines délégations. Il a félicité tous ceux qui ont participé à la rédaction du projet de document et a prédit que la Déclaration aboutirait à de bons résultats si elle était adoptée.

La Déclaration ministérielle comporte des engagements pour entre autres:

- Intensifier les efforts pour atteindre les ODM;
- Mettre en œuvre la GIRE dans les bassins fluviaux;
- Améliorer la gestion de la demande en eau; Préserver les flux environnementaux, accroître la résilience et restaurer les écosystèmes
- Prévenir les catastrophes liées à l'eau et y répondre; Accorder à l'eau la qualité de besoin humain essentiel et reconnaître le travail accompli dans le système des Nations unies dans sur le droit humain et l'accès à l'eau; Accorder la priorité à l'eau et à l'assainissement dans la planification du développement; Promouvoir la coopération sur l'utilisation durable et sur la protection des ressources en eau transfrontalières; et Accepter de respecter le droit international sur la protection des ressources en eau pendant les conflits.

Le principe 15 sur l'eau considérée comme un besoin humain essentiel, a récolté le plus d'attention au cours des débats du Forum.

Les représentants de certains pays ont plaidé pour la reconnaissance du droit humain à l'eau et à un assainissement de base, pour la reconnaissance de la valeur culturelle de l'eau et pour l'implication des peuples autochtones dans la gestion de l'eau.



G-D: Oktay Tabasaran, Secrétaire général du 5ème Forum mondial de l'eau, et Veysel Eroğlu, Ministre de l'environnement et de la foresterie, Turquie, qui a partagé un proverbe turc avec les délégués



Délégués des jeunes lors de la cérémonie de culture

DÉCLARATIONS FINALES: Ger Bergkamp, Directeur du Conseil mondial de l'eau, a encouragé les gouvernements et les délégués à faire avancer l'agenda mondial de l'eau et a exprimé la disponibilité du CME à aider à la mise en œuvre des engagements pris lors de ce Forum en fournissant un appui pour le développement de la capacité.

Eroğlu a souligné que le Forum a rassemblé plus de 120 pays et a permis d'aboutir à une meilleure compréhension des questions liées à l'eau, tout en élaborant des politiques d'eau pour un développement durable. Il a conclu en soulignant que les décisions prises à ce Forum ainsi que leur mise en œuvre constituent une plate-forme pour «la fraternité, la coopération et la paix.»

CLOTURE DU FORUM

LECTURE DE LA DÉCLARATION DU FORUM

DES JEUNES: Les délégués des jeunes ont déclaré que leur participation au Forum mondial de l'eau était la résultante de leur capacité et non pas de leur vulnérabilité. Ils ont souligné qu'ils veulent être des partenaires dans le processus et non pas des parties prenantes. Ils ont souligné que le langage de la Déclaration ministérielle aurait dû indiquer plus clairement que l'eau et l'assainissement sont des droits humains.

Par la suite, leurs délégués ont lu la Déclaration des jeunes rédigée par des jeunes provenant de 25 pays. Articulée autour des thèmes du 5ème Forum, cette déclaration indique entre autres que:

- Les recommandations du 5ème Forum devront être transmises aux négociations des Nations unies sur le changement climatique de Copenhague en 2009;
- L'accès à une eau propre, bon marché, sécuritaire et facilement accessible devrait être considéré comme un droit humain essentiel et défini comme tel dans les législations nationales;
- Il n'y a pas de bonne gouvernance sans participation; et
- Les gouvernements devraient mettre en place des mécanismes pour fournir à l'accès à l'eau potable pour toute les populations, quelle que soit leur capacité à payer pour cette eau;
- Les jeunes devraient être impliqués dans les processus de prise de décisions liées à leur éducation et ces processus devraient être sexospécifiques et tenir compte des défis sociaux actuels.

GRAND PRIX MONDIAL DE L'EAU DE

KYOTO: Hitoshi Ohshima, Responsable de la politique environnementale globale du Japon, a présenté le Grand Prix mondial de l'eau de Kyoto, remis à une ONG pour ses activités sur le terrain. William Cosgrove, président du Jury de ce prix, a remarqué que les dix finalistes qui ont présenté leur projet le samedi, ont inclus les femmes et les jeunes dans ces divers projets. Il s'est montré optimiste leur activisme encouragera les politiciens présents à entreprendre aussi des actions concrètes. Il a par la suite remis le prix à Watershed



Lauréat du Grand Prix de l'eau de Kyoto

Organization Trust de l'Inde. Marcella D'Souza a accepté le prix au nom de l'organisation et a déclaré que l'eau doit être une force unificatrice

DECLARATIONS DE CLOTURE: Oktay Tabasaran, du 5ème Forum mondial de l'eau, a déclaré que les connaissances acquises et les résultats obtenus lors de ce Forum seront les cadeaux d'Istanbul au monde. Il a souligné la participation équitable des femmes à ce Forum. Il a remercié la Direction des travaux hydrauliques de l'État, Istanbul (DSI), l'Agence de l'eau d'Istanbul, et la municipalité d'Istanbul pour le soutien apporté au Forum, et a félicité l'Agence de l'eau, le CME et les milliers d'individus qui ont collaboré pour faire de ce Forum un succès.

Dans ses dernières remarques, Ben Braga Vice-président du Conseil mondial de l'eau, a noté que les questions relatives à l'eau méritent une nouvelle réflexion et des actions concrètes,



Ben Braga, Vice-président CME

soulignant que le 5ème Forum mondial de l'eau a lancé un nouveau processus caractérisé par une participation ouverte et démocratique et un partage de connaissance. Klaus Toepfer, ancien directeur exécutif du PNUE, a décrit le travail d'organisation du 5ème forum qui a duré trois ans. Il a souligné la «nouvelle entente verte» du PNUE, relevant qu'elle constitue un moyen durable de répondre à la crise économique. Il a félicité les délégués pour avoir souligné l'importance du rôle des femmes dans la gestion de l'eau. Parlant du processus de désertification, il a souligné la nécessité d'inclure les deux questions de l'eau et de la désertification dans un cadre post-Kyoto.

Tomris Türmen, ancien Directeur exécutif de l'Organisation mondiale de la santé, a déclaré que l'eau propre et la destruction des déchets constituent de très grandes découvertes scientifiques. Elle a souligné l'importance de la réalisation des ODM pour assurer un avenir plus durable pour les groupes les plus vulnérables du monde. Hasan Zarikaya, Sous-secrétaire, Ministère de l'environnement et de la foresterie de Turquie, a noté que l'eau peut exister sans nous, mais nous ne pouvons pas exister sans elle». Décrivant la question sur la meilleure manière de gérer l'eau comme le plus grand défi du Forum, il a félicité les délégués pour leur participation transparente et démocratique. Il a noté que le Forum a atteint ses objectifs de placer l'eau sur l'agenda et de partager les meilleures pratiques, et a suggéré que le Conseil de l'eau prépare des indicateurs pour surveiller les actions entreprises par les parties prenantes concernées après Istanbul. Il a déclaré le Forum clos à 13h45.



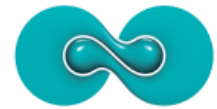
iisd | Reporting Services

Bulletin du Forum mondial de l'eau

Un Compte rendu du 5ème Forum mondial de l'eau

Publication de l'Institut international du développement durable en collaboration avec le Secrétariat du 5ème Forum mondial de l'eau

5th WORLD WATER FORUM
ISTANBUL 2009



EN LIGNE À: [HTTP://WWW.IISD.CA/YWB/WATER/WORLDWATER5/](http://www.iisd.ca/ywb/water/worldwater5/)
EDITION FINALE, VOLUME 82, NUMÉRO 23, JEUDI, 26 MARS 2009

COMPTE RENDU DU 5EME FORUM MONDIAL DE L'EAU: 16-22 MARS 2009

Le 5ème Forum mondial de l'eau s'est réuni à Istanbul, Turquie, du lundi 16 au dimanche 22 mars 2009. Ce Forum, qui est le plus grand événement international sur l'eau douce, a pour objectif de permettre une participation et un dialogue multipartites pour influencer la prise de décision sur l'eau à un niveau global, dans la poursuite du développement durable.

Le principal thème du 5ème Forum, «surmonter les divergences, pour l'eau», a été examiné autour de six thèmes-cadres: les changements globaux et la gestion des risques; la promotion du développement humain et les Objectifs de développement du millénaire; la gestion et la protection des ressources en eau; la gouvernance et la gestion; le financement; et l'éducation, le savoir et le développement des capacités.

Le thème du Forum a été examiné à travers plus de 100 sessions thématiques, sept sessions régionales, et une série de processus politiques impliquant des autorités locales, des parlementaires, des ministres et des chefs d'État. Une Exposition sur l'eau, une Foire sur l'eau, un Forum des enfants, un Forum des Jeunes, ainsi que des réunions de différents groupes de parties prenantes, y compris les femmes, ont également eu lieu. Le Forum a rassemblé plus de 25 000 participants représentant des gouvernements, des agences des Nations Unies, des organisations intergouvernementales, des organisations non gouvernementales, des universités, des entreprises et des industries, des groupes autochtones, des jeunes et des médias. De plus, 8000 participants ont assisté à l'Exposition sur l'eau organisée dans le cadre du Forum.

Le Forum a clos ses travaux dimanche le 22 mars. Parmi ses principaux résultats, l'on peut citer une Déclaration ministérielle et le consensus d'Istanbul sur l'eau, approuvé par les autorités locales.

Le rapport suivant contient une sélection de sessions organisées au cours du Forum. Pour des informations plus détaillées, veuillez vous référer au <http://www.iisd.ca/ywb/water/worldwater5/>

UN BREF HISTORIQUE DES QUESTIONS GLOBALES LIÉES À L'EAU

L'eau douce est une ressource épuisable et constitue un impératif pour le développement durable, la croissance économique, la stabilité politique et sociale, la santé et l'éradication de la pauvreté. Alors que les questions liées à l'eau figurent depuis longtemps dans l'ordre du jour des discussions internationales, le débat sur la manière de répondre à la demande mondiale croissante en eau douce s'est intensifié au cours des dernières années: aujourd'hui, plus de 800 millions de personnes manquent d'eau potable, tandis qu'environ 2,5 milliards n'ont pas accès à un assainissement adéquat.

En réponse à ces défis, le Forum mondial de l'eau a été lancé comme une plate-forme pour intégrer les questions de l'eau dans les discussions internationales. Ce Forum est organisé tous les trois ans par le Conseil mondial de l'eau (CME), en collaboration avec un pays hôte. Le CME, un groupe international de réflexion sur la politique de l'eau, a été créé



Une vue d'Istanbul depuis le site du Forum

en 1996 pour traiter les préoccupations globales relatives aux pressions exercées sur les ressources en eau douce de la planète. Le Forum est un processus ouvert à tous, global et multipartite qui a pour objectifs: accroître l'importance de l'eau dans l'agenda politique, faciliter l'intensification des débats en vue de trouver des solutions aux problèmes internationaux de l'eau au 21^e siècle, formuler des propositions concrètes, et susciter un engagement politique. Le Forum mondial de l'eau se réunit dans le contexte des autres dialogues internationaux, régionaux et nationaux sur l'eau.

DANS CETTE EDITION

Un bref historique des questions liées à l'eau	1
Rapport du 5eme Forum mondial de l'eau	3
Ouverture du Forum	3
Présentation du Troisième Rapport mondial sur la mise en valeur des ressources en eau	4
Groupes de haut niveau	4
Processus thématique	6
Ouverture du Processus thématique	6
Processus régional	11
Sessions plénières spéciales	13
Processus politique	15
Clôture du Forum	18
Prochaines réunions	19
Glossaire	20

Le *Bulletin du Forum mondial de l'eau* est une publication de l'Institut international du développement durable (IIDD) <info@iisd.ca>, éditeurs du *Bulletin des Négociations de la terre* © <enb@iisd.org>. Ce numéro a été rédigé et édité par Robynne Boyd, Claudio Chiarolla, Alexandra Conliffe, Tallash Kantai, Wangu Mwangi, Kate Neville, et Anna Schulz. Photographe: Leila Mead. Éditeur numérique: Diego Noguera. Version française: Hélène Kom - révision: Pia M. Kohler, Ph.D. Éditeur: Lisa Schipper, Ph.D. <lisa@iisd.org>. Directeur du Service d'information de l'IIDD: Langston James "Kimo" Goree VI <kimo@iisd.org>. Le financement de la couverture de cette réunion a été fourni par le Secrétariat du 5ème Forum mondial de l'eau. L'IIDD peut être joint par voie postale au 161 Portage Avenue East, 6th Floor, Winnipeg, Manitoba R3B 0Y4, Canada; par téléphone au: +1-204-958-7700; et par télécopieur au: +1-204-958-7710. Les opinions exprimées dans le *Bulletin* appartiennent à leurs auteurs et ne reflètent pas forcément les vues de l'IIDD. Des extraits du *Bulletin* peuvent être utilisés dans d'autres publications moyennant citation académique appropriée. Les versions électroniques du *Bulletin* sont transmises à travers notre liste de distribution e-mail (formats HTML et PDF) et sont disponibles en ligne au <<http://www.iisd.ca/>>. Pour tous renseignements sur le *Bulletin*, y compris les demandes de couverture d'événements par nos services, contacter le Directeur du service d'information de l'IIDD par courriel à: <kimo@iisd.org>, par téléphone à: +1-646-536-7556 et par voie postale au 300 East 56th St., 11A, New York, NY 10022, États-Unis d'Amérique.

1ER FORUM MONDIAL DE L'EAU: Le 1er Forum mondial de l'eau tenu à Marrakech, Maroc en mars 1997, a chargé le CME d'élaborer une «vision à long terme sur l'eau, la vie et l'environnement pour le 21^{ème} siècle». Le 1^{er} Forum a également mis en garde contre le traitement de l'eau comme un bien marchand, et a établi les priorités, à savoir: l'eau et l'assainissement; la gestion des eaux partagées; la conservation des écosystèmes; l'égalité des sexes; et l'utilisation efficace de l'eau.

2EME FORUM MONDIAL DE L'EAU: Le 2ème Forum mondial de l'eau s'est déroulé à la Haye, Pays-Bas, en mars 2000. La Déclaration ministérielle a défini les principaux défis pour l'avenir, notamment: la satisfaction des besoins fondamentaux en matière d'eau; la sauvegarde de l'approvisionnement alimentaire; la protection des écosystèmes; le partage des ressources en eau; la gestion des risques; la valorisation de l'eau et la gouvernance raisonnable de cette ressource. Dans cette déclaration, les ministres ont convenu d'examiner sur une base régulière, les progrès accomplis pour relever ces défis, et de fournir un soutien au système des Nations Unies pour la réévaluation périodique de l'état des ressources en eau douce.

SOMMET DU MILLENAIRE DES NATIONS UNIES: Au Sommet du Millénaire des Nations Unies tenu au siège des Nations Unies à New York en septembre 2000, les dirigeants de la planète ont adopté la Déclaration du Millénaire qui comprend huit Objectifs de développement du millénaire (ODM) et 18 cibles, dont la cible consistant à réduire de moitié d'ici 2015, le nombre de personnes sans accès à l'eau potable.

CONFÉRENCE INTERNATIONALE SUR L'EAU DOUCE: La Conférence internationale sur l'eau douce s'est tenue à Bonn, Allemagne, en décembre 2001, dans le cadre de la préparation du Sommet mondial sur le développement durable (SMDD). Cette Conférence a discuté de: l'accès équitable à l'eau et l'approvisionnement durable en eau pour les pauvres; les stratégies pour la gestion durable et équitable des ressources en eau; l'intégration de perspectives sexospécifiques; et la mobilisation de ressources financières pour les infrastructures de l'eau.

SMDD: Lors du Sommet mondial sur le développement durable tenu à Johannesburg, Afrique du Sud en août-septembre 2002, les dirigeants de la planète sont allés plus loin dans la cible des ODM sur l'eau potable en acceptant de réduire de moitié avant 2015, le nombre de personnes ne disposant pas d'un système adéquat d'assainissement. Parmi les autres cibles liées à l'eau, fixées dans le Plan d'application de Johannesburg, il convient d'inclure: l'engagement de développer une gestion intégrée des ressources en eau (GIRE) et la mise en place des plans d'efficacité de l'eau, avant 2005. Les gouvernements, les organismes de prêt et les organisations internationales ont également lancé plusieurs partenariats volontaires et initiatives dans le domaine de l'eau et de l'assainissement.

3EME FORUM MONDIAL DE L'EAU: Lors du 3ème Forum mondial de l'eau qui s'est déroulé à Kyoto, Osaka et Shiga, au Japon en mars 2003, les ministres ont adopté une déclaration soulignant le rôle de l'eau en tant que moteur du développement durable. Ils ont également lancé le Portefeuille d'actions de l'eau, un inventaire de plus de 3000 actions locales relatives à cette ressource vitale. Le rapport intitulé «Financer l'eau pour tous», élaboré par un Groupe de haut niveau présidé par Michel Camdessus, ancien Directeur général du Fonds monétaire international, a également été présenté, ce qui a conduit à la mise en place du Groupe de travail intersessions sur «Financer l'eau pour tous».

29ÈME SOMMET DU G-8: À leur sommet annuel tenu à Évian, France, en juin 2003, les dirigeants du Groupe des huit pays les plus industrialisés (G-8) ont adopté le Plan d'action sur l'eau pour contribuer à la réalisation des cibles des ODM et du SMDD, consistant à réduire de moitié avant 2015, le nombre de personnes sans accès à l'eau propre et à l'assainissement. Dans ce plan d'action, les dirigeants du G-8 ont pris l'engagement de: promouvoir la bonne gouvernance; tirer parti de toutes les ressources financières; doter les autorités et les communautés locales des moyens pour construire les infrastructures; renforcer la surveillance, l'évaluation et la recherche; et renforcer l'engagement des organisations internationales.

12ÈME et 13ÈME SESSIONS DE LA COMMISSION DES NATIONS UNIES SUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE (CSD-12 et CSD-13): À ses 12ème et 13ème sessions tenues à New York en avril 2004 et en avril 2005 respectivement, la Commission sur le développement durable (CSD) s'est concentrée sur les politiques et les options visant à accélérer la mise en œuvre des engagements internationaux dans les domaines de l'eau, de l'assainissement et des établissements humains. La section sur l'eau dans le document final de la CSD-13 demande entre autres: d'accélérer la réalisation des cibles 2015 d'accès à l'eau des ODM et du SMDD, en augmentant les ressources et en utilisant toute la gamme d'instruments politiques tels que la réglementation, les outils axés sur le marché, le recouvrement des coûts, les subventions ciblées pour les pauvres et les incitatifs économiques pour les petits producteurs; l'amélioration de la gestion de la demande en eau et des ressources, en particulier dans le domaine de l'agriculture; et l'accélération de la fourniture de l'assistance technique et financière aux pays qui ont besoin d'aide pour atteindre l'objectif 2015 de la GIRE.

DÉCENNIE INTERNATIONALE 2005-2015 D'ACTION «L'EAU, SOURCE DE VIE»: Organisée par les Nations Unies, la Décennie internationale d'action «l'eau, source de vie» se concentre sur la mise en œuvre des programmes et des projets liés à l'eau, et sur le renforcement de la coopération sur les questions de l'eau à tous les niveaux. Les priorités comprennent: l'accès à l'assainissement; la prévention des catastrophes; la pollution; les questions des eaux transfrontalières; l'eau, l'assainissement et les questions liées aux sexes; le renforcement des capacités; le financement; et la GIRE. Pour la décennie, l'Afrique a été identifiée comme une région d'action prioritaire.

4EME FORUM MONDIAL DE L'EAU: Le 4ème Forum mondial de l'eau s'est tenu à Mexico, Mexique en mars 2006. Dans leur Déclaration, les ministres ont souligné la nécessité d'inclure l'eau et l'assainissement comme priorités dans les processus nationaux, en particulier, les stratégies nationales de développement durable et de lutte contre la pauvreté. Ils ont réaffirmé leur engagement à atteindre les objectifs convenus au plan international sur la GIRE, l'accès à l'eau potable et à l'assainissement de base, et souligné le rôle de soutien que les parlementaires et les autorités locales peuvent jouer à cet égard. La Déclaration a aussi reconnu l'importance des politiques nationales et internationales de renforcement des capacités, et de la coopération dans l'atténuation des catastrophes dues à l'eau.

DÉVELOPPEMENTS DEPUIS LE 4EME FORUM MONDIAL DE L'EAU

PROCESSUS PRÉPARATOIRE DU 5EME FORUM MONDIAL DE L'EAU: Un certain nombre de réunions préparatoires se sont tenues avant le 5ème Forum mondial de l'eau, notamment, des rencontres visant à faire avancer les processus thématiques, politiques et régionaux du Forum. L'Alliance des femmes turques pour l'eau s'est réunie à deux reprises pour définir leur rôle dans ce Forum.

Réunions du processus thématique: Plusieurs réunions multipartites ont été organisées pour déterminer les thèmes, les sujets et les sessions qui guideront les discussions au cours du Forum.

Réunions du processus politique: Quatre réunions du Comité préparatoire se sont tenues pour négocier le projet de Déclaration ministérielle et le Guide stratégique d'Istanbul pour l'eau. Le Guide est un document non contraignant qui doit servir à développer un plan d'action que les gouvernements nationaux et leurs partenaires peuvent utiliser pour traiter les questions de gestion des ressources en eau, de gouvernance et de financement. Les parlementaires se sont réunis à la Conférence préparatoire du processus parlementaire du 5ème Forum mondial de l'eau tenue à Strasbourg, France en novembre 2008, pour préparer leur plan d'action pour le Forum. Les autorités locales se sont rencontrées à plusieurs reprises, notamment à la réunion des Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU) tenue à Istanbul, Turquie, en novembre 2008, pour rédiger le projet du Consensus d'Istanbul sur l'eau.

Réunions du processus régional: Les quatre régions du Forum (Afrique, Amériques, Asie Pacifique et Europe) et les trois sous-régions (à l'intérieur et autour de la Turquie,

Méditerranée et Moyen-Orient, Afrique du Nord et Pays arabes) ont tenu des réunions pour préparer le Forum et déterminer leurs contributions au projet de Déclaration ministérielle.

2008, ANNÉE INTERNATIONALE DE L'ASSAINISSEMENT: Organisée par les Nations Unies, l'objectif de l'Année internationale de l'assainissement était de sensibiliser et d'accélérer l'évolution vers la réalisation de la cible des ODM sur l'assainissement. Le Plan d'action pour l'année comprenait des activités de sensibilisation, la diffusion et la mise à jour des publications, la surveillance de l'accès et des engagements, l'accélération de la mise en œuvre, le renforcement des capacités, l'évaluation des coûts et des bénéfices.

16ÈME SESSION DE LA CSD: Tenue à New York en juin 2008, la CSD-16 a procédé à une étude sur la mise en œuvre des décisions de la CSD-13 des Nations Unies relatives à l'eau et à l'assainissement. Les délégués ont constaté que: selon les tendances actuelles, l'Afrique ne pourra pas atteindre, avant 2076, les cibles des ODM sur l'eau et l'assainissement; la mise en œuvre de la décision de la CSD-13 des Nations Unies relative à la GIRE a été lente; par ailleurs, les indicateurs pour la surveillance des changements chez les pauvres notamment, ne sont pas disponibles. Les délégués ont demandé instamment: des investissements pour améliorer et entretenir les infrastructures, le renforcement des capacités, et la promotion de la bonne gouvernance; l'intégration de la gestion des eaux transfrontalières; et la prise en compte de l'importance vitale de l'assistance financière, particulièrement pour l'Afrique

34ÈME SOMMET ANNUEL DU G-8: À leur Sommet tenu à Toyoko, Japon, en juillet 2008, les dirigeants des pays du G-8 ont accepté d'intensifier leurs efforts pour la mise en œuvre du Plan d'action d'Évian sur l'eau qu'ils évalueront avant le prochain sommet du G-8 en 2009. Ils ont également accepté de promouvoir la GIRE et «la bonne gouvernance de l'eau», avec un accent particulier sur l'Afrique sub-saharienne, et dans la région Asie Pacifique, à travers notamment le renforcement des organismes de bassins transfrontaliers; le partage, avec les pays en développement, d'expertise et de technologies liées à l'eau; et le soutien au renforcement des capacités en ce qui a trait aux initiatives liées à l'eau, la collecte et l'utilisation des données, et l'adaptation au changement climatique.

«LA PAIX PAR L'EAU»: Réunie au Parlement européen, Bruxelles, Belgique en février 2009 à l'initiative de l'ancien dirigeant soviétique Mikhail Gorbatchev, et organisée conjointement par le Forum politique mondial, les Groupes parlementaires européens et l'Institut européen de recherche sur la politique de l'eau, cette conférence a demandé que les questions relatives à l'eau soient incluses dans tout accord qui succédera au Protocole de Kyoto sur le changement climatique. Les participants ont proposé un Mémoire pour un Protocole mondial sur l'eau concentré sur la prévention des conflits, la promotion du droit à l'eau pour tous, et la sauvegarde du patrimoine mondial de l'eau pour les générations futures.

1ER FORUM MINISTÉRIEL DU G-77 SUR L'EAU: Dans leur Déclaration de Muscat, les ministres du G-77 participant à cette réunion à Muscat, Oman, en février 2009, ont entre autres: souligné la nécessité d'améliorer les échanges sud-sud du savoir scientifique et technologique; demandé au système des Nations Unies de jouer un rôle de premier plan dans le soutien à une recherche pertinente; souligné la capacité de la biotechnologie à lutter contre la pauvreté; et souligné aussi la nécessité d'une meilleure compréhension de cette technologie. Ils ont convenu de se réunir annuellement, si nécessaire.

1ÈRE RÉUNION CONJOINTE DU RÉSEAU DES FEMMES MINISTRES ET CHEFS DE FILE DE L'ENVIRONNEMENT (NWMLE): Tenue à Nairobi, Kenya en février 2009, cette réunion conjointe de la NWMLE et du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) a discuté des questions figurant également à l'ordre du jour de la 25ème session du Conseil d'administration du PNUE/ Forum ministériel mondial sur l'environnement. Pour ce qui est de l'eau, les participants ont recommandé: que soit reconnu le rôle clé des femmes dans l'approvisionnement, la gestion et

la préservation de l'eau et des ressources environnementales; que les politiques et les stratégies relatives à l'eau et à la gestion environnementale respectent les différences entre les sexes; qu'une attention particulière soit accordée à la collecte des données liées aux sexes et ventilées par sexe, et que soient élaborés des indicateurs sexospécifiques pour le suivi de la mise en œuvre des politiques multilatérales et nationales.

RAPPORT DU 5ÈME FORUM MONDIAL DE L'EAU

OUVERTURE DU FORUM

ALLOCUTIONS

D'OUVERTURE: Oktay Tabasaran, Secrétaire général du 5ème Forum de l'eau, a ouvert le Forum le 16 mars. Il a déclaré que ce forum constitue la tribune où examiner la question urgente d'une utilisation efficace de l'eau et débattre de la gestion de l'eau locale, du développement économique et humain, et des Objectifs de Développement du Millénaire (ODM).

Loïc Fauchon, Président du Conseil mondial de l'eau (CME) a souligné l'urgence de la tâche d'assurer l'accès à l'eau. Il a mis l'accent sur l'importance de la volonté politique dans le partage harmonieux de l'eau, de la gestion efficace de l'eau, de la protection des pauvres et de l'eau virtuelle.

Kadir Topbaş, Maire d'Istanbul, a souhaité aux participants la bienvenue dans sa ville. Il a déclaré que les villes sont de grandes consommatrices des ressources en eau et que les autorités locales ont l'obligation de protéger les ressources naturelles et de garantir la sécurité à long terme de cette ressource.

Veysel Eroğlu, Ministre de l'environnement et de la foresterie de Turquie, a souligné que la paix et la stabilité ne peuvent être atteintes que grâce à une répartition juste des ressources en eau. Il a déclaré que l'objectif du Forum est d'assurer la fourniture d'une «eau de bonne qualité pour tous». Soulignant que l'eau est indispensable pour le développement, il a rappelé la nécessité de disposer des grandes infrastructures pour la réalisation de la sécurité de l'eau en Turquie, et de se pencher sur la question de la sécheresse, particulièrement en Afrique.

José Luis Luege Tamargo, Directeur général de la Commission nationale de l'eau du Mexique a, au nom du Président Felipe Calderón du Mexique, parlé des projets de gestion de l'eau, du changement climatique et des projets d'infrastructure lancés lors du 4ème Forum mondial de l'eau tenu à Mexico.

Le Sous-secrétaire général des Nations Unies, Sha Zukang, au nom du Secrétaire général des Nations Unies Ban Ki-Moon, a souligné le rôle du Forum mondial de l'eau dans la facilitation du dialogue entre la société civile et la communauté



Oktay Tabasaran, Secrétaire général du 5ème Forum mondial de l'eau



Sha Zukang, Sous-secrétaire général des Nations Unies



G-D: Albert II, Prince de Monaco; Abdullah Gül, Président de la République de Turquie; et Emomali Rakhmon, Président du Tadjikistan

des décideurs politiques. Il a recommandé de centrer les discussions sur quatre domaines d'action stratégique, à savoir: souligner les liens entre l'eau et le changement climatique; améliorer et financer le renforcement des capacités des individus et des institutions; accroître les capacités d'adaptation à travers la réduction des risques de désastre et reconnaître l'importance de la coopération en matière de gestion des eaux transfrontalières.

Abbas El Fassi, Premier Ministre du Maroc, a situé le Forum dans un contexte plus large, notant qu'il se tient à la suite de la Conférence de haut niveau sur la sécurité alimentaire mondiale organisée en 2008, et précède les négociations des Nations Unies de 2009 sur un régime climatique de l'après 2012, avant d'ajouter que ce Forum intervient dans le contexte d'une crise financière internationale.

Naruhito, Prince héritier du Japon, a parlé des sommets et des dialogues régionaux de niveau ministériel comme étant des opportunités de consolider la collaboration. Il a attiré l'attention sur la nécessité de financer le secteur de l'eau, le lien entre l'eau et le changement climatique, la nécessité de résoudre les problèmes liés à l'eau pour réaliser les objectifs des ODM, et le rôle de l'ONU-Eau dans la surveillance et dans le renforcement des capacités.

A propos du thème «surmonter les divergences, pour l'eau», Abdullah Gül, Président de la République de Turquie, a quant à lui déclaré que le Forum offre l'opportunité d'aller au-delà des efforts de coopération entrepris dans le passé pour améliorer la gestion de l'eau. Il a ajouté que les questions liées à l'eau sont des questions non seulement techniques, mais également politiques.

Pour clore la session plénière, des enfants de 21 pays sont par la suite montés sur la scène pour symboliser la coopération culturelle. Un concert a été par la suite donné par l'Orchestre philharmonique de Tekfen, composé de musiciens venant de 23 pays de la région Caspienne et de la Méditerranée orientale.

PRIX DU PREMIER MINISTRE DE LA RÉPUBLIQUE TURQUE POUR L'EAU: Irfan Aker, du Conseil des gouverneurs du Conseil mondial de l'eau, au nom du Premier Ministre de Turquie, a remis le Prix du Premier Ministre turc pour l'eau, qui honore les représentants



Les enfants livrent des messages aux participants, lors de la cérémonie d'ouverture

des médias qui se sont distingués par leur couverture des questions nationales et internationales relatives à l'eau. Le prix international a été remis à Alison Bartle, d'Agua-Media International. Des prix nationaux ont été remis à Özgür Coban (Agence anatolienne), Özgür Yildirim (Canal 24), et Gurhan Savgi (Journal quotidien Zaman), et au Programme Yesil Ekren sur NTV (reçu par Erman Yerdelen).

GRAND PRIX MONDIAL DU ROI HASSAN II POUR L'EAU: Le Premier Ministre El Fassi a présenté le Troisième Grand Prix mondial Hassan II pour l'eau, récompensant la coopération et la solidarité dans les domaines de la gestion et du développement des ressources en eau. Abdelkébir Zahoud, Secrétaire d'État marocain chargé de l'environnement et de l'eau, a remis ce prix à Abdulatif Yousef Al-Hamad, Directeur général du Fonds arabe pour le développement social et économique.

PRESENTATION DU RAPPORT MONDIAL SUR LA MISE EN VALEUR DES RESSOURCES EN EAU

Le lundi après-midi, le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), Koïchiro Matsuura, a présenté le Troisième Rapport mondial sur la mise en valeur des ressources en eau (WWDR-3), intitulé, «L'eau dans un monde en mutation». Il a présenté les messages clés du rapport pour faire face aux défis à venir, notamment la nécessité:

- d'associer les spécialistes en matière d'eau à la prise des décisions;
 - de reconnaître l'impact, sur l'utilisation de l'eau, des efforts entrepris dans le secteur de l'énergie pour répondre au changement climatique;
 - de surveiller et d'évaluer la bonne gestion de l'eau; et
 - de renforcer les capacités dans les pays en développement.
- Emomali Rahmon, Président du Tadjikistan, a déclaré que le Rapport aidera les décideurs dans l'application, à la gestion de l'eau, des approches et des technologies les plus avancées. Narcio Rodrigues da Silveira, Vice-président du Brésil, a proposé la création immédiate d'un «Parlement mondial sur l'eau» pour répondre aux défis. Des décideurs nationaux et locaux, des représentants, des organisations de développement et des organisations affiliées du système des Nations Unies ainsi que d'autres orateurs, ont bien accueilli le WWDR-3 qu'ils considèrent comme un outil de travail indispensable pour une gestion durable des ressources en eau. Ils ont souligné le changement de paradigme du rapport qui passe d'un focus spécifique à l'eau à un qui traite des paramètres externes de l'utilisation des ressources en eau, et ont encouragé la collaboration entre les pays, les secteurs et les parties prenantes.

GROUPES DE HAUT NIVEAU

Cinq groupes de haut niveau se sont réunis entre mardi et vendredi pour débattre des thèmes suivants: l'eau et les catastrophes; le financement; l'alimentation et l'énergie; l'assainissement; et l'adaptation. Trois des cinq groupes sont présentés dans les lignes qui suivent.

EAU ET CATASTROPHES: Dans la matinée du mardi, le Prince héritier du Japon a prononcé un important discours pour présenter le Groupe de haut niveau sur l'Eau et les Catastrophes. Il a souligné la nécessité de tirer des leçons



G-D: Le Sous-secrétaire général des Nations Unies **Sha Zukang**; le Prince d'Orange **Willem-Alexander** des Pays-Bas; **Naruhito**, le Prince héritier du Japon; **Han Seung-soo**, le Premier ministre de Corée, et **Hong Soja**, son épouse

des expériences passées et de faire appel à la créativité et à la collaboration pour développer une vision de la gestion de l'eau.

Après l'ouverture de la session par trois orateurs, il y a eu deux séances de discussion de groupe modérées par Margareta Wahlström, Secrétaire générale adjointe des Nations Unies pour les affaires humanitaires et Margaret Carson, présidente du Conseil de l'agenda global du Forum économique mondial sur la sécurité de l'eau.



Loïc Fauchon, Président du CME

Loïc Fauchon, président du CME, a lancé le débat en énumérant les «impératifs urgents» nécessaires pour la mise en œuvre du Cadre d'action de Hyogo pour 2005-2015, notamment: intégrer la réduction des risques de catastrophes et l'adaptation au changement climatique dans la planification du développement. Han Seung-soo, Premier ministre de la

république de Corée, a parlé de renforcer la résilience globale, notamment le partage des données hydrologiques et la mise en place de cadres juridiques et politiques appropriés. Le Sous-secrétaire général des Nations Unies, Sha Zukang, a loué les efforts déployés par les agences des Nations Unies pour aider les pays vulnérables à créer et à mettre en œuvre leurs plans nationaux sur les catastrophes.



Han Seung-soo, le Premier ministre de la République de Corée

Dans les discussions de groupe, les participants ont indiqué que la capacité de réponse d'urgence et la prévention sont complémentaires. Ils ont souligné la nécessité de passer d'une approche réactive à une approche proactive et préventive dans la gestion des catastrophes, et ont procédé à la présentation des expériences par pays. A propos d'infrastructures, d'échange d'informations et de renforcement des capacités, les participants ont suggéré que: les barrages et les réservoirs constituent un «moyen efficace» pour réduire les effets de la sécheresse et des inondations; la prévision et les systèmes d'alerte précoce jouent un rôle important dans la prévention; la préparation organisationnelle, le renforcement des capacités et l'assistance financière, ainsi que les transferts des technologies sont essentiels pour les pays en développement.

Les participants ont également discuté entre autres: de l'établissement des priorités pour la communauté internationale; de l'éducation; des lois plus strictes sur le zonage; et du rôle de la Banque mondiale dans l'atténuation du changement climatique et l'adaptation à ce phénomène.

FINANCEMENT: Le mardi, deux groupes ont discuté du financement du secteur de l'eau dans le contexte de la crise financière internationale dans une session présidée par Mehmet Şimşek, Ministre d'Etat de Turquie.

Patrick Cairo, de Suez Environnement, a déclaré que, les flux des liquidités pour l'aide, les recettes, les améliorations de capital et les programmes d'assistance aux groupes à faibles revenus dans le secteur de l'eau sont affectés par la crise financière. Le président Şimşek a suggéré qu'en dépit de l'accroissement de la pression sur le financement résultant de la crise économique, il est possible de trouver des mécanismes de financement susceptibles d'assurer l'eau et l'assainissement pour les plus vulnérables. Angel Gurría, de l'Organisation pour la coopération et le développement économique (OCDE), a recommandé une action immédiate pour encourager les gouvernements à incorporer les projets relatifs à l'eau dans les mesures d'incitation fiscale.

Les délégués se sont par la suite penchés sur le financement par secteur, et Alexander Müller de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), a souligné la nécessité des investissements dans l'eau pour l'agriculture. Il a énuméré les avantages de l'irrigation notamment:



G-D: Katherine Sierra, Banque mondiale; président Mehmet Şimşek, Ministre d'Etat, Turquie; Patrick Cairo, Suez Environnement; et Alexander Müller, FAO

l'augmentation des récoltes, la stabilisation du rendement, l'accroissement des revenus agricoles et la réduction de la pauvreté.

Les participants ont discuté de la multiplicité des sources de financement ainsi que des stratégies de celles-ci pour le secteur de l'eau. Le Prince d'Orange des Pays-Bas, président du Conseil consultatif du Secrétaire général des Nations Unies pour l'eau et l'assainissement (UNSGAB), a souligné le potentiel qu'auraient des marchés de la dette basés sur les devises locales, et d'une aide officielle au développement (AOD) ciblée. Simon Brooks, de la Banque européenne de développement (BED), a parlé de stratégies combinées de financement, et Kazushi Hashimoto de l'Agence japonaise de coopération internationale (AJCI) a, quant à lui, suggéré la mobilisation des ressources financières locales et l'utilisation de l'AOD pour constituer les fonds privés. Les participants ont également discuté des investissements du secteur privé dans les infrastructures.

Le thème de l'efficacité de l'utilisation de l'eau a émergé des discussions. Arjun Thapan, de la Banque asiatique de développement (BAD), a déclaré que pour maintenir les gains générés par l'approvisionnement en eau et l'assainissement, il faudrait mettre l'accent sur la gouvernance et l'efficacité; Katherine Sierra, de la Banque mondiale, a recommandé de relier l'eau et les initiatives relatives à l'efficacité énergétique. Les participants ont souligné la nécessité de prendre de nouveaux engagements pour les ODM, et le Sous Secrétaire général des Nations Unies, Sha Zukang a déclaré que la fourniture de l'eau et de l'assainissement est une «obligation morale».

ADAPTATION: Le vendredi, l'ouverture de la session par deux orateurs clés a été suivie par une discussion de groupe. Ger Bergkamp du CME, a déclaré que pour la communauté de l'eau, le terme «changement climatique» signifie «adaptation». Veysel Eroğlu, Ministre de l'environnement et de la foresterie de Turquie, a déclaré que son pays est déterminé à contribuer aux efforts mis en œuvre par la communauté internationale pour faire face au changement climatique.

Au cours de la discussion de groupe, Tineke Huizinga, Vice-ministre des transports, des travaux publics et de la gestion de l'eau, Pays-Bas, a déclaré que l'adaptation est aussi importante que l'atténuation, tandis que Julia Marton-Lefèvre de l'UICN, a souligné l'importance des infrastructures naturelles telles que les aquifères et les bassins fluviaux, en plus des infrastructures construites telles que les barrages et les digues. Lindiwe Benedicta Hendricks, Ministre des affaires hydrauliques et de la foresterie d'Afrique du Sud, a mis l'accent sur les implications de l'ajustement de l'utilisation de l'eau à la quantité d'eau disponible, au lieu de centrer les efforts sur la gestion de l'approvisionnement.

Les participants ont examiné les liens entre l'eau, le changement climatique et l'énergie, et Jean-Louis Borloo, Ministre de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et du développement territorial de la France, a souligné la nécessité de se concentrer sur l'eau, tandis que Jan Dusík, premier Vice-ministre de l'environnement de la République tchèque, a parlé de la nécessité de développer un cadre d'action sur l'adaptation, lors des négociations sur le changement climatique à Copenhague en décembre 2009. Roger Pulwarty, du National Oceanic and Atmospheric Association, Etats-Unis, a souligné que les processus d'apprentissage et de partage des connaissances doit être inclus dans le dialogue sur le changement climatique. Les participants ont appelé à une action concrète sur les projets relatifs à l'eau et à l'énergie, et



Danseurs sud-africains lors d'un spectacle au cours du Forum

ont souligné la nature multisectorielle de l'eau. Angela Cropper du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), a expliqué que l'ONU-Eau avait été lancé pour lever ce défi.

A propos des coûts anticipés qui sont élevés, Eroğlu a plaidé pour le développement d'une structure financière pour l'adaptation. Pour ce qui est de l'établissement des priorités en matière de financement de l'adaptation, David Bresh de Swiss Re, a suggéré d'orienter les ressources vers la préparation de la prévention, les mécanismes de transfert des technologies et des risques. L'équilibre entre le financement en provenance des secteurs public et privé a été examiné et Bergkamp a observé que les discussions du Forum ont convergé vers la nécessité de renforcer le secteur public pour faciliter l'adaptation.

PROCESSUS THEMATIQUE

Le thème principal du 5ème Forum, «surmonter les divergences, pour l'eau», a été débattu du lundi au samedi dans six thèmes-cadres, à savoir: le changement global et la gestion des risques; la promotion du développement humain et des ODM; la gestion et la protection des ressources en eau; la gouvernance et la gestion; le financement; et le développement de l'éducation, de la connaissance et des capacités. Ces thèmes ont été subdivisés en 23 sujets qui ont été étudiés au cours de plus de 100 sessions thématiques. Le présent rapport énumère les sujets constituant chaque thème, et fournit un résumé d'une sélection de sessions réunies dans le cadre de chaque sujet.

OUVERTURE DU PROCESSUS THEMATIQUE

Les délégués des organisations ayant monté les six thèmes ont présenté le processus thématique. Sur le thème «changement global et gestion des risques», organisé par le Programme de coopération sur l'eau et le changement (CPWC), le PNUE et l'Organisation météorologique mondiale (OMM), Henk van Schaik de CPWC, a mis en relief le lien entre l'eau, le changement climatique, les catastrophes et les migrations. Sur le thème «développement humain et Objectifs de développement du millénaire», préparé par la FAO et ONU-Eau, Pasquale Steduto, président de l'ONU-Eau, a plaidé pour le renforcement des capacités nationales indispensables pour une action sur le terrain. Sur le thème «gestion et protection des ressources en eau», préparé par l'American Water Resources Association, la Direction générale des travaux hydrauliques publics de Turquie (DSI) et The Nature Conservancy (TNC), Karin Krchnak, de TNC, a souligné l'importance de la gestion intégrée des ressources en eau (GIRE) pour répondre aux besoins humains et environnementaux.



G-D: Henk van Schaik, Programme de coopération sur l'eau et le climat; Pasquale Steduto, président de l'ONU-Eau/FAO; Karin Krchnak, The Nature Conservancy; Piers Cross, Water Research Commission; Mark Smith du Programme de l'eau de l'IUCN; Letitia Obeng du Partenariat mondial sur l'eau; Bert Diphoom de UN-HABITAT; et Doğan Altınbilek du 5ème Forum mondial de l'eau

Sur le thème «gouvernance et gestion» présenté par le Programme des Nations unies pour les établissements humains (UN-HABITAT), Andre Dzikus de UN-HABITAT, a relevé que la crise de l'eau et de l'assainissement est une crise de gouvernance et de gestion, et non pas une crise de ressources. Sur le thème «Financement», préparé par la Banque mondiale, Abel Mejia de la Banque mondiale, a parlé des obstacles au financement durable, de l'établissement des prix des services de l'eau, et de l'accès à l'eau et à l'assainissement pour les pauvres. Sur le thème «éducation, connaissance et renforcement des capacités», préparé par l'Organisation des Nations-unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) et l'Association culturelle des femmes turques (TURKKAD), András Szöllösi-Nagy, du Programme hydrologique international de l'UNESCO (UNESCO-IHP), a noté que le projet de Déclaration ministérielle du 5ème Forum est moins vigoureux que ce qui avait été prévu lors des réunions thématiques préparatoires.

Les participants ont souligné que les six thèmes du Forum doivent être traduits en processus ministériels et que le processus thématique devra développer des compréhensions communes sur des sujets essentiels, notamment le recouvrement des coûts et l'établissement des prix de l'eau.

THEME 1: CHANGEMENT GLOBAL ET GESTION DES RISQUES

Les délégués ont pris part aux sessions réunies sous ce thème, de mardi à jeudi. Le thème portait sur trois sujets. Les principales conclusions sur le sujet «adaptation au changement climatique» incluaient la nécessité: d'orienter les ressources nationales vers l'adaptation, de développer un cadre pour le financement de l'adaptation; d'impliquer le secteur privé dans la recherche des solutions; d'organiser des mécanismes pour surveiller l'utilisation du financement destiné à l'adaptation; de relier l'eau et l'adaptation, et de percevoir l'adaptation comme un «mode de vie». Ils ont convenu que l'eau doit être une priorité dans les discussions sur le changement climatique.

A propos du sujet «migration liée à l'eau, changement d'affectation des terres et établissements humains», les délégués ont souligné la nécessité d'identifier les causes originelles de la migration et de redéfinir les priorités des initiatives de développement rural. Ils ont marqué la distinction entre les migrations urbaines et rurales, les migrations nationales et internationales, déclarant que la migration est une forme d'adaptation et pas juste un échec à s'adapter. Il y a eu également un échange de points de vue sur l'eau comme une cause directe de la migration.

Sur les «dialogues considérés comme un processus efficace et interactif entre le gouvernement, la science et la société civile pour prévenir et réduire les catastrophes», les participants ont souligné la nécessité de changer de paradigme en passant de processus politiques réactifs aux processus proactifs. Ils ont également mis l'accent sur, l'importance de la responsabilité nationale et des systèmes d'alerte précoce efficaces.

Gestion des risques liés à l'eau dans un contexte de changement climatique: Les participants ont débattu de l'accroissement des catastrophes causées par le changement climatique, et certains ont relevé que les phénomènes extrêmes peuvent créer les conditions favorables à la catastrophe, mais que la catastrophe elle-même est causée par la réaction de l'homme à ces phénomènes extrêmes. Certains délégués ont préconisé de mettre un accent sur les impacts plutôt que sur les probabilités. Les participants ont débattu des moyens de réduire les dégâts et d'accroître la résilience, notamment: la mise en œuvre de la gestion intégrée des inondations; l'échange d'informations; l'inclusion de la météorologie urbaine dans les stratégies de planification urbaine; l'utilisation des technologies novatrices et non conventionnelles; «construire selon la nature»; l'édification d'infrastructures appropriées par l'incorporation des projections du changement climatique dans la conception; le développement d'une culture de réponse rapide; et l'organisation régulière d'évaluations des risques. Les autres considérations incluaient la création d'un centre international de résilience aux inondations pour la démonstration et le partage des innovations dans la gestion et la technologie, les moyens pour faire face à une inondation de bassin fluvial transfrontalier, et la nécessité de réduire la portée

des modèles du changement climatique. Les délégués ont souligné la nécessité d'insister en même temps sur la réduction des gaz à effet de serre et sur l'adaptation au changement climatique.

L'adaptation au changement climatique peut-elle être suffisamment financée?: Les délégués ont discuté de la nécessité de développer non seulement des sources et des mécanismes de financement nouveaux, mais aussi des projets bien conçus, et viables pour utiliser les fonds de manière efficace. Les orateurs ont souligné que les gouvernements doivent accorder la priorité aux investissements dans le secteur de l'eau, afin d'attirer le soutien de la communauté des donateurs.

Les participants ont discuté de la distinction entre l'adaptation et le développement et certains ont relevé que la confusion entre les deux a été un obstacle pour la conception et le financement des projets. D'autres ont relevé des similitudes dans les actions nécessaires pour lever ces deux défis.

À propos du financement, les participants se sont penchés sur les impacts de la crise financière sur le financement gouvernemental et ont appelé à un financement garanti à long terme et prévisible pour l'adaptation. Certains orateurs ont souligné que les évaluations traditionnelles des coûts-bénéfices et les approches techniques sont inadéquates pour traiter de l'adaptation au changement climatique. Des participants ont également discuté des préoccupations à propos de l'équité et du partage des charges.

Pour ce qui est de la planification de l'adaptation, une étude de cas effectuée aux Pays-Bas a présenté un modèle dans lequel le gouvernement national assure la gestion des investissements en infrastructures, les autorités régionales supervisent la maintenance et les infrastructures de petite envergure, tandis que les parties prenantes locales paient des taxes régionales d'eau pour soutenir les activités de gestion de l'eau. Un orateur a suggéré que des taxes ciblées pourraient constituer une source sûre de revenu pour les activités de gestion de l'eau et servir de caution pour les prêts bancaires.

De nombreux participants ont souligné la nécessité de diversifier la gamme d'outils et de pratiques de gestion disponibles pour traiter de l'adaptation. Les présentations régionales ont démontré la nécessité d'approches distinctes applicables à des lieux différents. Les participants se sont demandé si l'établissement d'un prix estimatif pour l'adaptation basé sur des données faibles, envoie le bon message aux décideurs. D'autres ont noté que, bien qu'il soit nécessaire d'améliorer les modèles actuels, il existe suffisamment de cibles «facilement réalisables» que l'on peut améliorer dans une première étape.

Gestion de l'eau pendant et après les catastrophes et les conflits: Les délégués ont relevé que les catastrophes sont caractérisées au départ par une intense couverture médiatique et une bonne volonté de la part des donateurs, mais qu'un fossé financier se creuse une fois que l'attention internationale faiblit. La session s'est concentrée sur la protection de l'accès à l'eau potable et à l'assainissement en Palestine.

Les représentants de la Ligue des États arabes et de l'Autorité palestinienne ont souligné que l'eau est protégée par le droit humanitaire international, en tant qu'«objet civil indispensable à la survie de la population humaine». Shaddad Attili, Chef de l'Autorité palestinienne chargée de l'eau, a annoncé que l'Autorité palestinienne soutiendra la Convention des Nations Unies de 1997 sur les cours d'eau. Il a demandé instamment de recourir plutôt au droit international pour négocier le partage des ressources transfrontalières.



Participants à la session sur la gestion de l'eau pendant et après les catastrophes et les conflits. G-D: Takeshi Naruse, de l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA); Robert Mardini, du Comité international de la Croix rouge (CICR); Jon Martin Trondalen, du Centre pour les études environnementales et la gestion des ressources, Norvège; et Alain Boinet, de Solidarités, France.

Les participants ont déclaré que le secteur de l'eau dans les Territoires palestiniens se trouve dans un «désarroi total», mais que cet état des choses est dû beaucoup plus à la situation politique qu'à un manque de fonds ou de capacités. Des participants représentant plusieurs agences de développement ont mis en relief la difficulté à négocier avec Israël pour transférer les matériaux et la main d'œuvre dans la bande de Gaza. Alors que certains ont suggéré que le dessalement pourrait atténuer les problèmes d'accès à l'eau en Palestine, d'autres ont rétorqué que cette solution technologique ne tient pas compte du fait que l'eau souterraine est disponible, mais que son accès n'est pas équitable.

THEME 2: LA PROMOTION DU DÉVELOPPEMENT HUMAIN ET LES ODM

Les délégués ont pris part aux sessions organisées sous ce thème du mercredi au samedi, et ont débattu de quatre sujets. Sur «assurer l'eau, l'assainissement et l'hygiène (WASH) pour tous», ils ont souligné la nécessité de promouvoir l'assainissement et de collaborer sur la surveillance aux niveaux national et infra-national; la réforme des services publics; et l'éducation sur WASH dans les écoles.

À propos de «l'eau pour l'énergie, l'énergie pour l'eau», les délégués se sont penchés sur les liens entre l'eau, l'énergie et le climat. Ils ont débattu de la question du financement par rapport à la technologie pour améliorer l'accès à l'eau. À propos de «l'eau et l'alimentation pour éradiquer la pauvreté et la famine», les délégués ont demandé de meilleurs mécanismes de micro-finance, des approches intégrées aux problèmes de l'alimentation et de l'énergie, et le développement des marchés locaux. Ils ont convenu que les agriculteurs font «partie de la solution et non pas du problème».

Sur les «utilisations et les fonctions multiples des services de l'eau (MUFS)», les participants ont défini les MUFS comme étant un processus à travers lequel la même eau est utilisée pour des usages, des fonctions et des services différents dans un système donné. Ils ont souligné que les MUFS peuvent servir un marché d'un milliard de personnes avec des bénéfices potentiels énormes en termes d'investissement et de réduction de la pauvreté.

Comment une meilleure gestion de l'eau peut-elle réduire la pauvreté et la faim?: Les délégués ont discuté de la pauvreté et de la faim dans le contexte de la crise alimentaire qui à leur avis, constitue un obstacle à la réalisation des ODM. Certains participants ont déploré qu'en dépit de représenter l'utilisatrice principale de l'eau, l'agriculture est restée sur la touche pendant ce Forum.

Les délégués ont mis l'accent sur les défis qui se posent à la production alimentaire, à savoir: la croissance démographique, les catastrophes naturelles et l'utilisation des produits agricoles pour les biocarburants. Ils ont également souligné la nécessité d'une coopération internationale et d'une rationalisation du commerce alimentaire international.

Pour répondre à la demande alimentaire croissante, les délégués ont discuté de la nécessité: des solutions à court et à long terme; de l'amélioration de la collecte et de l'analyse des données; de l'amélioration des liens entre les secteurs liés à l'eau, du passage de la GIRE à la gestion intégrée des ressources; et de l'implication des femmes dans la gestion de l'eau et dans les processus de prise de décision. Ils ont convenu que les agriculteurs doivent avoir accès au crédit et aux marchés.

Les participants ont discuté également: du régime foncier et des droits relatifs à l'eau; de la manière de se préparer à une augmentation des prix des denrées; du lien entre le pétrole et les prix des aliments; ainsi que de la menace que font peser sur la production alimentaire, la dégradation des terres et la sécheresse. Un participant a relevé que le droit à l'eau, bien que déjà reconnu, n'a pas été étendu à la protection du droit à l'eau pour l'alimentation.

THEME 3: GÉRER ET PROTÉGER LES RESSOURCES EN EAU

Le vendredi et le samedi, les délégués ont participé aux sessions sur quatre sujets. Sur «gestion de bassin et coopération transfrontalière», certains ont recommandé la nécessité de passer d'une gestion de l'eau à une gestion de l'écosystème et ont proposé que le concept d'hydro-solidarité puisse devenir

une nouvelle structure organisationnelle pour toute action. Ils ont également souligné que les questions liées à l'eau doivent être traitées dans un langage compréhensible tant pour les décideurs que pour les parties prenantes.

Sur «assurer des ressources en eau et des infrastructures de stockage adéquates pour répondre aux besoins agricoles, énergétiques et urbains», les délégués ont parlé des liens positifs entre les grandes infrastructures d'eau et le développement économique et social. Sur «préserver les écosystèmes naturels: écosystèmes pour l'eau et la vie», les participants ont convenu que la connaissance et l'éducation constituent des préalables pour réaliser les objectifs de conservation. Sur «gérer et protéger les eaux de surface, les eaux souterraines et les eaux de pluie», les délégués ont souligné la nécessité de renforcer les liens entre les décideurs et les techniciens.

Assurer des ressources en eau et des infrastructures de stockage adéquates pour répondre aux besoins agricoles, énergétiques et urbains nécessaires au développement durable:

Les délégués ont entendu des présentations sur plusieurs stratégies nationales de développement des infrastructures pour répondre aux besoins en eau. La discussion a été centrée sur l'approvisionnement par rapport aux besoins. Certains participants ont souligné l'importance des barrages et des réservoirs pour répondre à la demande en eau et ont insisté sur le fait que les avantages et les impacts environnementaux et sociaux des projets doivent être équilibrés. Les délégués ont également recommandé: le dessalement; les transferts interbassins et les barrages; ainsi que l'utilisation des eaux souterraines; et l'efficacité des systèmes d'irrigation.

D'autres participants ont souligné qu'habituellement, l'on construit des barrages pour répondre à la demande en eau croissante, mais qu'à l'avenir les approches devront inclure: la gestion de la demande en eau; la réutilisation de l'eau; les approches intégrées de planification qui tiennent compte de la quantité et de la qualité de l'eau dans le cadre de la santé de l'écosystème. Ils ont également souligné la nécessité d'améliorer les cadres financiers pour le développement des infrastructures.

Quels sont les outils opérationnels favorables à une coopération transfrontalière et à une bonne gestion de bassin?:

Après une série de présentations régionales, les participants se sont penchés sur un certain nombre de questions liées à la coopération transfrontalière, notamment: le rôle des tierces parties dans les conflits internationaux; le rôle des organismes internationaux de bassins dans la fourniture de l'aide pour l'harmonisation infranationale de la gouvernance; la nécessité de favoriser l'accès aux avantages de l'eau plutôt qu'à l'eau elle-même; la création des méthodes normalisées d'évaluation et des bases de données partagées; la valeur des mesures progressives de renforcement de la confiance pour surmonter les méfiances; les mécanismes de résolution des conflits; et l'inventaire des problèmes potentiels liés aux eaux transfrontalières.

Les participants ont également discuté de la question de savoir s'il existe une différence entre les voies d'eau «internationales» et les voies d'eau «transfrontalières». Des délégués de la Turquie ont souligné la nécessité d'une gestion raisonnable et rationnelle des fleuves Tigre et Euphrate, mais ont noté que malgré leur volonté de coopérer, les



Hasan Akyar, DSI, Turquie, au cours de la session sur la Nécessité d'améliorer la gestion et de protéger les eaux de surface, les eaux souterraines, les eaux de ruissèlement et les eaux de pluie

«ingérences dans leurs affaires» les mettent dans une situation inconfortable. Ils ont déclaré que la construction des barrages en Turquie n'affectera pas les voisins en amont et qu'elle se poursuivra, même si les prêts des institutions financières internationales ne vont pas être accordés.

Pouvons-nous surmonter les divergences entre les différents utilisateurs dont la vie dépend des ressources en eau communes, et comment devons nous procéder pour y arriver?:

Les délégués ont discuté de l'importance de la participation des parties prenantes dans la gestion de bassin, ainsi que de la coopération transfrontalière relative sur l'eau; et ont souligné les défis suivants: la motivation pour participer; le manque de connaissances diplomatiques relatives aux questions de l'eau; et le manque de modélisation pour faciliter une compréhension commune. Certains ont relevé la nécessité des approches à l'échelle du bassin sont nécessaires.

Il y a eu un long débat sur la Convention des Nations Unies de 1997 sur les cours d'eau. Certains participants ont déclaré que cette Convention doit servir comme base du droit international sur les eaux transfrontalières et ont appelé à la création, par le Secrétaire général des Nations Unies, d'un organe intérimaire pour promouvoir sa ratification. D'autres ont estimé que la Convention doit être révisée et mise à jour avant sa ratification, afin de refléter les préoccupations environnementales émergentes et la nécessité d'un développement durable.

Nécessité d'améliorer la gestion et la protection des eaux de surface, des eaux souterraines, des eaux de ruissèlement et des eaux de pluie:

Les participants se sont accordés sur la nécessité de la GIRE, mais pas sur la signification de ce terme. Ils ont convenu de la nécessité: d'une gestion holistique de tous les types de ressources en eau; d'utiliser une gestion adaptative; de la mise en œuvre de cadres politiques propices; de former le public sur les effets de ses comportements relatifs à l'utilisation de l'eau; et d'assurer une participation à tous les niveaux et à toutes les phases de la GIRE.

Les participants ont centré la discussion sur les problèmes liés à l'eau souterraine, et ont relevé que cette ressource se comporte de manière différente par rapport aux autres sources d'eau. Le fait qu'elle n'exige pas de grandes infrastructures l'expose à une exploitation abusive, situation qui nécessite de nouvelles formes de gouvernance; et cet état de choses n'est pas bien compris par les politiques et les décideurs. Ils ont également débattu du défi que pose la gestion transfrontière des ressources souterraines et de la nécessité de protéger les eaux souterraines non renouvelables, en particulier dans le contexte du changement climatique.

THEME 4: GOUVERNANCE ET GESTION

Les délégués ont pris part aux sessions sur ce thème du lundi au jeudi. Les sujets à débattre étaient les suivants: «mise en œuvre du droit à l'eau et à l'assainissement à travers l'amélioration de l'accès»; «arrangements institutionnels et approches juridiques pour une gestion efficace de l'eau»; «éthique, transparence et autonomisation des parties prenantes»; et «optimisation du rôle des secteurs public et privé dans la fourniture des services d'eau urbains».



G-D: Jean-Yves Grosclaude de l'Agence française de développement (AFD), et le co-président Shamy Puri, de l'Association internationale des Hydrogéologues, au cours de la session sur Quels sont les outils opérationnels favorables à une coopération transfrontalière et à une bonne gestion de bassin?



Les enfants au cours du Forum

Les sujets examinés autour de ce thème incluaient: mettre en application le droit à l'hygiène; optimiser et améliorer les services d'eau: réglementation et transparence comme problématiques clés du secteur de l'eau; mise en place d'un secteur de l'eau résistant à la corruption; et opportunités, tendances, expérience, et options politiques pour la création d'un espace dynamique de marché.

Du droit à la réalité - bonnes pratiques de gouvernance pour la mise en œuvre du droit humain à l'eau et à l'assainissement:

Les représentants des gouvernements, des services et des autorités de l'eau, des agences de développement, et d'autres secteurs ont débattu du rôle du gouvernement dans la reconnaissance et la mise en œuvre du droit humain à l'eau. Ils ont entendu une présentation sur le mandat de l'Expert indépendant des Nations Unies sur l'eau et l'assainissement visant à faire progresser le dialogue sur l'eau et l'assainissement. Certains ont relevé qu'une base juridique constitue un préalable pour jouir des avantages que confère le droit à l'eau et à l'assainissement.

Des participants ont fait des présentations sur l'accès à l'eau et à l'assainissement dans les établissements humains informels et les taudis, et ont insisté sur l'instauration des prix abordables. Pour ce qui est de l'établissement des prix, la Zambie et le Kenya ont fait des exposés sur leur expérience, et une proposition sur un index pour le calcul de prix accessibles de l'eau a été débattue. Les délégués ont également examiné les inconvénients et les avantages de la privatisation de l'eau, les efforts publics de promotion et le droit sur les eaux transfrontalières. Parmi les recommandations à inclure dans les conclusions du Forum, certains ont souligné la nécessité pour la Déclaration ministérielle de refléter le droit à l'eau comme un droit humain, tandis que d'autres ont recommandé l'élaboration d'une déclaration complémentaire qui exprime la nécessité de reconnaître le droit à l'eau comme une exigence minimale.

Droit à l'eau dans les situations d'urgence - rester sur le principe ou devenir pratique?: Les participants ont examiné le cadre juridique pour le droit à l'eau et à l'assainissement, ainsi que la manière dont ce droit s'applique dans les situations d'urgence, et peut être mis en pratique. Ils ont débattu du rôle du droit international humanitaire et de la loi sur les droits humains pour ce qui est du respect du droit à l'eau dans les situations d'urgence, y compris les cas de conflits armés et de catastrophes naturelles.

Des participants ont présenté un aperçu d'un projet WASH dirigé par le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF) relatif au droit à l'eau et à l'assainissement dans les situations d'urgence, et ont souligné les défis pour l'engagement communautaire dans les situations d'urgence. Ils ont également fait une présentation sur l'accès à l'eau et sur les droits en Haïti et en Palestine, et déclaré que le Pacte international relatifs aux droits économiques, sociaux et culturels (ICESCR) constitue un point de départ utile pour des discussions sur les droits humains à l'eau.

Les délégués ont parlé des dégâts causés sur les infrastructures de l'eau et de l'assainissement pendant les conflits. Un délégué a déclaré que la priorité à un accès

équitable et raisonnable, et non pas aux besoins minima en eau constitue un impératif pour un approvisionnement en eau adéquat pour le développement durable. Les participants ont également débattu de la nécessité: de tenir compte de l'eau destinée à la production alimentaire lors de l'établissement des besoins minima en eau; d'établir les définitions des «urgences», particulièrement dans le contexte des urgences récurrentes ou prolongées; de relier les réponses d'urgence aux activités de développement à long terme; et de reconnaître le droit à l'eau dans la Déclaration ministérielle.

THEME 5: FINANCEMENT

Les délégués se sont réunis pour débattre de ce thème le mercredi et le jeudi. Le thème comportait trois sujets: «financement durable»; «stratégies d'établissement des prix comme outil pour un secteur de l'eau durable»; et «réglementation favorable aux pauvres». Les sessions tenues sous ces titres incluaient: débloquer la demande de financement; comment promouvoir la «bancabilité» du secteur; services d'eau et d'assainissement abordables et durables: le rôle des tarifs et autres instruments; et la micro finance.

Fixation des prix des services de l'eau – questions de procédure: surmonter les conflits, construire le dialogue:

Cette session avait pour objectif de trouver des stratégies pour passer d'un paradigme de recouvrement intégral des coûts basés sur les tarifs, à une structure de recouvrement durable des coûts impliquant de multiples mécanismes de fixation des prix. Les participants ont insisté sur la nécessité d'une diversité des sources de financement pour les services de l'eau, et ont souligné le concept «3T» de «tarifs, taxes et transferts». Cependant, certains ont suggéré que le recouvrement des coûts ne conduit pas nécessairement à une plus grande efficacité de la fourniture des services et de l'utilisation des ressources.

Lors de l'élaboration des options de tarification, les participants ont tenu compte des groupes vulnérables. Ils se sont également penchés sur les dilemmes posés par le dialogue sur la fixation des prix tels que les défis consistant à satisfaire les grandes attentes du public, à respecter les obligations de service, et à augmenter les tarifs pour financer le secteur dans des zones où la clientèle de base est à prédominance pauvre. Ils ont suggéré comme solutions possibles, des mécanismes tels que la fourniture des services prévisibles et de haute qualité, et la surveillance des tendances des revenus pour déterminer le «coûts d'adaptation» des consommateurs pauvres.

A propos de mettre en place des processus transparents, informés et participatifs, les délégués ont suggéré que les décideurs doivent partager le pouvoir de décision lors des choix des politiques, et ont recommandé des mesures pour réduire les inégalités dans l'information et les capacités. Ils ont également examiné entre autres: les mécanismes de recouvrement des coûts de l'utilisation de l'eau dans le secteur agricole; la définition des critères de fixation des prix; et les coûts cachés de la mise en place des partenariats publics-privés.

THEME 6: ÉDUCATION, CONNAISSANCE ET DÉVELOPPEMENT DES CAPACITÉS

Les délégués ont pris part aux sessions organisées sous ce thème le vendredi et le samedi, et ont examiné cinq sujets. Sur le sujet «éducation, connaissance et stratégies de développement des capacités», les délégués ont mis en relief



Participants à la session sur éducation, connaissance et développement des capacités. G-D: Elif Erhan de Turkish Water Culture Association; Richard Meganck, UNESCO; Lidia Brito, UNESCO; et Kalanithy Vairavamoorthy de l'Université de Birmingham.

la nécessité: d'inclure l'eau dans les programmes d'éducation; de tenir compte des questions sexo-spécifiques; d'effectuer des évaluations des besoins locaux; et d'incorporer les moyens non traditionnels de communication et de développement des capacités. Sur le sujet «eau, science et technologie: solutions appropriées et novatrices pour le 21ème siècle», ils ont encouragé le développement et la promotion des nouvelles technologies. Sur «utiliser les atouts des associations et des réseaux professionnels pour réaliser les ODM», les délégués ont parlé de la nécessité de réduire les écarts entre les organismes de développement et les réseaux des professionnels.

Sur «des données pour tous», les participants ont proposé la mise en place d'une structure intégrée et holistique qui traite des facteurs économiques, juridiques et institutionnels de la collecte et de la gestion des données. Sur «l'eau et la culture», ils ont mis l'accent sur la nécessité d'éduquer aussi les éducateurs, et sur l'importance des connaissances des aînés.

Développement des capacités institutionnelles: parvenir à une allocation équitable de l'eau: Les discussions ont porté sur six thèmes, à savoir: définitions de répartition équitable; intégration dans la législation, des connaissances traditionnelles et des droits traditionnels relatifs à l'eau; renforcement de la réglementation et mise en application de la législation; élaboration d'une combinaison efficace de réglementations gouvernementales et de mécanismes de marché pour promouvoir l'accès à l'eau; développement d'instruments de mesure des demandes en eau; et création de plate formes de partage des connaissances pour le développement des capacités institutionnelles.

Les participants ont débattu entre autres: des catalyseurs et des obstacles dans la mise en place d'une allocation équitable de l'eau; des cadres politiques et juridiques; et des activités de développement des capacités nécessaires pour soutenir le développement de ces institutions. Ils ont souligné l'imputabilité institutionnelle, la participation des femmes à la prise de décisions, l'évaluation des ressources en eau disponibles et de la demande, ainsi que le développement de lois et d'institutions transparentes sur l'eau, considérés comme éléments nécessaires du renforcement des capacités pour une répartition équitable de l'eau.

Écoles et éducation sur l'eau: construire des passerelles pour les générations futures: Les délégués ont présenté l'éducation sur l'eau comme un outil de la gestion de l'eau et ont mis en relief l'importance des programmes interdisciplinaires et des actions basées sur la communauté. Les orateurs ont donné un aperçu des initiatives et des projets liés à l'éducation, avec un accent sur les outils qui sont interactifs, adaptables, contemporains et axés sur les solutions. Ils ont examiné les obstacles à une éducation efficace sur l'eau, notamment la faible valeur économique attribuée à l'eau, l'absence d'investissements dans la sécurité de l'eau, et le niveau faible de l'engagement des éducateurs pour l'enseignement de la gestion de l'eau. Les stratégies proposées pour l'amélioration de l'éducation incluaient: l'utilisation des langues maternelles pour transmettre les messages de l'éducation sur l'eau; l'incorporation des considérations culturelles dans l'éducation sur l'eau, et la prise en compte des questions sexo-spécifiques dans ces activités.

Science et technologie de l'eau - solutions appropriées et novatrices pour le 21ème siècle: réfléchir au-delà du secteur de l'eau: Les participants ont présenté

les outils nécessaires à la mobilisation des ressources pour les projets relatifs à l'eau et pour résoudre les problèmes de manière novatrice, par exemple: les films d'animation; le micro-bloguage sur le réseau Twitter; les initiatives open source et les marchés en ligne; ainsi que l'utilisation du système de positionnement global (GPS). Ils ont engagé des discussions interactives sur les nouveaux moyens



Bjelkeman-Petersson de akvo.org, au cours de la session sur Science et technologie de l'eau - solutions appropriées et innovatrices pour le 21e siècle : la pensée au-delà du secteur de l'eau



Au cours de la session sur Développement des capacités institutionnelles : parvenir à une répartition équitable de l'eau, les participants ont partagé les histoires de réussite de leurs régions

d'utiliser les outils d'information et de communication pour traiter des questions liées à l'eau et à l'assainissement telles que l'étude des possibilités de combiner les «anciennes» et les «nouvelles» connaissances et de stimuler la participation des jeunes.

Le chemin le moins emprunté (plus maintenant)?: Les participants ont débattu de la nécessité de construire des passerelles entre les associations professionnelles (AP) et les organisations de la société civile. Ils ont noté qu'il s'est dégagé du débat, un consensus sur le fait que les associations professionnelles sont des parties prenantes indispensables pour l'obtention des résultats et pour la durabilité des projets sur le terrain, et leur rôle a été souligné dans le développement des stratégies, l'assistance technique et le développement des capacités. Les participants ont également débattu des mesures à prendre pour créer des liens entre les organismes de développement et les groupes de la société civile, notamment: construire des passerelles avec les réseaux extérieurs au secteur de l'eau, le jumelage des associations fortes avec les associations faibles, et la réforme de la structure «élitiste» des AP par le biais des partenariats avec les associations rurales et les organisations communautaires.

L'Eau et l'Histoire: comprendre les cultures liées à l'eau des anciennes civilisations et en tirer des leçons pour le présent: Le débat a porté sur les changements survenus au cours des temps dans les systèmes de connaissances, les pratiques, et les valeurs liées à l'eau. Les participants ont examiné les leçons que l'on peut tirer pour la gestion de l'eau aujourd'hui. Ils ont entendu des présentations sur les structures de l'eau en Turquie au cours des périodes grecque, romaine et byzantine: le système souterrain d'approvisionnement d'eau de qanat, âgé de 3000 ans; une bibliothèque de l'histoire de l'eau au Mexique; et sur les rituels liés à l'eau dans les cultures orientales. Ils ont souligné l'importance des structures institutionnelles de base et des normes culturelles, en plus des réalisations d'ingénierie de ces systèmes d'eau historiques.

Promouvoir les perspectives socioculturelles dans les sciences et la gestion de l'eau: identifier les points communs et les obstacles: Les délégués ont débattu du thème de l'eau comme source de vie, d'inspiration, de pouvoir, de conflit, de coopération et de durabilité. Les présentations ont mis en relief les conflits entre les législations gouvernementales et les systèmes de valeurs traditionnelles et ont relevé les impacts humains et environnementaux des grands barrages. Les approches de gestion axées sur la communauté ont été



Les jeunes talents, pendant le Forum

examinées, notamment, l'implication de la communauté dans la conception des programmes sur les inondations au Pays-Bas et en France, et la collaboration entre la science et la communauté pour la gestion des eaux souterraines au Japon. Les participants ont suggéré que: les cadres juridiques nationaux devraient favoriser les modèles pluralistes de gouvernance; la gestion devrait inclure des données scientifiques précises et être basée sur des principes liés aux coutumes locales; les projets d'infrastructures de l'eau devraient respecter les droits des peuples autochtones.

PROCESUS RÉGIONAL

Sept sessions régionales se sont réunies du mardi au jeudi pour examiner une vaste gamme de questions spécifiquement régionales. Les discussions régionales ont mis l'accent sur la nécessité de promouvoir la coopération transfrontalière sur la gestion des ressources en eau, et de développer les capacités d'adaptation des institutions de chaque région pour faire face aux défis émergents, en particulier ceux liés au changement climatique.

AMÉRIQUES: Le mardi, Jérôme Delli-Priscoli du corps des ingénieurs de l'armée Américaine, a présenté le Document régional des Amériques en décrivant le processus multipartite à partir duquel il a été élaboré. Il a déclaré que le document contient douze recommandations dont: la promotion de l'inclusion sociale et l'éradication de la pauvreté par le biais de l'accès universel à l'eau et à l'assainissement ainsi qu'à travers une utilisation efficace de l'eau; et l'élaboration d'une législation appropriée ainsi que l'introduction d'incitatifs économiques pour assurer la durabilité de l'eau.

Lors de la séance d'ouverture, les représentants sous-



Le Gouverneur de l'État de Mexico, **Enrique Peña Nieto**

régionaux ont présenté des rapports sur les principales conclusions de leurs processus consultatifs. Le Gouverneur de l'État de Mexico, Enrique Peña Nieto, a déclaré que l'on a besoin d'approches innovatrices pour traiter le problème de la tâche lourde et croissante de recharge et de transport de l'eau. Gerald Sehlke, de l'Association American Water Resources, a déclaré que les États-Unis doivent développer une vision nationale de l'eau. Tomás Vaquero, Ministre des ressources naturelles et de l'environnement du Honduras, Horace Chang, Ministre de l'eau et de l'habitat de la Jamaïque, et Patricia Aquino, de l'Institut de la santé environnementale des Caraïbes, ont souligné que les régions de l'Amérique centrale et des Caraïbes sont vulnérables au changement climatique et de ce fait, ont besoin du soutien des pays industrialisés. Luis Zurita Tablada, Vice Ministre de l'environnement et des ressources naturelles du Guatemala, a indiqué que sa sous région est en train d'élaborer un plan d'action de l'Amérique centrale pour l'accès à l'eau et la gestion des ressources en eau. José Luis Genta, du Ministère de l'habitat, de la planification territoriale et de l'environnement de l'Uruguay, a appelé à un pacte international sur l'eau, rappelant que l'eau doit être un bien public. José Machado, de l'Agence nationale de l'eau du Brésil, a souligné que toutes les parties prenantes doivent être impliquées dans la GIRE, afin d'éviter les conflits sur les ressources en eau.

Dans un groupe sur les études de cas sous-régionales, les participants ont souligné entre autres, la nécessité: de cadres juridiques flexibles qui intègrent les organismes de coopération internationale afin d'éviter l'«impasse diplomatique»; d'institutions pour assurer la mise en application et la médiation des lois; le partage régional des connaissances; et l'importance des accords internationaux sur les eaux souterraines.

Dans un deuxième groupe de discussion sur le financement et le renforcement des capacités, les participants ont souligné notamment, la nécessité: de transferts des technologies à prix abordables; des technologies de faibles investissements; de l'amélioration de l'efficacité de l'exploitation de l'eau; et du financement du traitement des eaux usées.

Pour conclure, certains participants ont loué le processus participatif qui a abouti à l'élaboration du document des Amériques, tandis que d'autres ont estimé que le processus n'était pas suffisamment inclusif et que ses recommandations n'avaient rien de nouveau.

EUROPE: Le mardi, Tom Vereijken, du Partenariat européen de l'eau, a présenté le processus européen de préparation du Forum qui a conduit à une vision européenne de l'eau et à la création d'un centre européen de l'eau pour le partage des technologies et des meilleures pratiques. Il a également présenté le Rapport européen qui fournit des informations concises sur les défis, les solutions, les recommandations de politique et les messages clés régionaux, afin de permettre à d'autres régions d'en tirer profit.

Lors des présentations clés, Loïc Fauchon, président du CME, a déclaré que le rôle des dirigeants politiques consiste à mettre en application les solutions adoptées au cours du Forum, et a souligné l'importance de la coopération régionale. Marta Moren, du Ministère de l'environnement, des affaires rurales et maritimes, Espagne, a fait une présentation sur la rareté de l'eau et sur la sécheresse dans l'Union européenne, dans le contexte de la Directive-cadre européenne sur l'eau. Jacqueline McGlade, de l'Agence européenne pour l'environnement, a noté qu'aucune région d'Europe n'est à l'abri de la raréfaction de l'eau et a conclu qu'une gestion basée sur l'approvisionnement n'est pas durable.

Le débat s'est poursuivi au sein de trois groupes. À propos des réalisations européennes et des défis rencontrés à propos de l'eau, les participants ont souligné entre autres: la nécessité de mettre en place une structure de gouvernance inclusive et à long terme pour une utilisation durable de l'eau; du rôle des partenariats sur l'eau dans la mise en place du dialogue sur l'eau; et des innovations techniques pour renforcer le traitement et la réutilisation des eaux usées. Les participants ont noté la nécessité des solutions localement adaptées et de la stabilité macroéconomique au niveau national pour assurer la «bancabilité» des projets liés à l'eau; ils ont également débattu des compromis de la gestion des risques dans l'amélioration des infrastructures d'eau.

Au cours de la discussion du groupe sur les mesures européennes visant la réalisation de l'objectif de l'assainissement durable pour tous, les participants ont parlé des paramètres clés de la réforme, en particulier des questions de santé, du financement et des incitatifs pour l'assainissement. Ils ont également expliqué les principes clés de la politique de l'UE sur l'assainissement, le traitement des eaux usées et les normes d'eau potable.

Lors de la dernière session du groupe sur la gestion de bassin et la coopération transfrontalière, les délégués ont mis l'accent sur un certain nombre d'instruments de coopération paneuropéenne et internationale pour l'harmonisation des pratiques, notamment: la Directive-cadre européenne sur l'eau; la Convention sur l'eau de la Commission économique des Nations unies pour l'Europe (CENUE); la Commission internationale pour la protection du Fleuve Danube; et le programme UE-Chine de gestion des bassins fluviaux.

AFRIQUE: Le mercredi, Mandla Gantsho, de la Banque africaine de développement (BAD) a présenté le Document régional pour l'Afrique, soulignant que ce Rapport, qui est l'aboutissement d'un processus consultatif global, vient compléter la Vision africaine de l'eau pour 2025. Il a indiqué que le rapport est fondé sur les engagements politiques existants et fournit des directives pour trois domaines de mise en œuvre: développement des infrastructures pour les



Bai-Mass Taal, AMCOW

services de base; renforcement des capacités institutionnelles et des mécanismes opérationnels; et amélioration des stratégies et des politiques. Il a souligné que le rapport définit des cibles concrètes, notamment assurer un assainissement amélioré au profit de 60% de la population africaine. Lors de discussion inaugurale d'un groupe de haut niveau, Bai-Mass Taal, du Conseil des ministres africains chargés de l'eau (AMCOW), a déclaré que



Erastus Mwencha, vice-président de la Commission de l'UA

cette réunion avait pour objectif de mobiliser un vaste soutien régional et international pour consolider les engagements existants. Asfow Dingamo, Ministre éthiopien des ressources en eau, a noté que le Forum mondial de l'eau offre une opportunité de parler aussi des réussites de l'Afrique, et pas uniquement «des malheurs et des choses tristes». Le Prince d'Orange Willem-Alexander des Pays-Bas, président de l'UNSGAB, a noté qu'il se dégage un consensus de plus en plus grand sur les questions clés relatives à l'eau, et a offert le soutien de son organisme pour mobiliser le financement dans le cadre de l'AOD.

Sfara Giorgio, président du Groupe d'experts du G-8 sur l'eau et l'assainissement, a annoncé la création de l'Alliance G-8/Afrique sur l'eau, indiquant que cette alliance s'inspirera des leçons tirées des Sommets G-8 d'Évian et de Toyako. Loïc Fauchon, président du CME, a encouragé une redéfinition des institutions traitant de l'eau en Afrique, basée sur les expériences et les priorités africaines, l'une de ces priorités devant consister à trouver une «expression» africaine du droit à l'eau. Erastus Mwencha, vice-président de la Commission de l'Union africaine (UA), s'est félicité de l'inclusion des résultats du Sommet de l'UA tenu à Sharm el Sheikh en 2008 au cours duquel 25 engagements ont été adoptés pour résoudre les problèmes liés à la sécurité de l'eau et aux objectifs de l'assainissement. Michel Jarraud, Secrétaire général de l'OMM, a présenté le cadre hydrologique mis en place par cet organisme pour renforcer les systèmes de gestion de l'eau en Afrique.

Au cours de la discussion du groupe technique, les participants ont mis l'accent sur l'envergure du problème de l'eau et de l'assainissement en Afrique, et ont noté qu'il faudra annuellement, 50 milliards de \$US pour atteindre les objectifs dans trois domaines clés: accès à une eau potable et à un assainissement sécuritaire; eau pour l'agriculture; énergie hydroélectrique et stockage d'eau pour usages multiples. Ils ont fait appel à des investissements dans les domaines suivants: connaissance et apprentissage, diversité, arrangements institutionnels appropriés et infrastructures adéquates.



Des danseurs sud-africains offrant un spectacle à l'occasion de la Journée de la Région Afrique

Au cours de la session de clôture, l'Afrique du Sud a annoncé qu'elle accueillera la 7^{ème} session de l'AMCOW et la Deuxième Semaine Africaine de l'Eau en novembre 2009. Ce pays a également exprimé son intérêt pour le 6^{ème} Forum mondial de l'eau qui se tiendra dans trois ans.

ASIE- PACIFIQUE: Le vendredi, Ravi Narayanan, vice-président du Conseil des gouverneurs du Forum de l'eau Asie-Pacifique (APWF), a présenté le Document régional en indiquant qu'il traite entre autres, des questions suivantes: financement de l'eau et développement des capacités; gestion des catastrophes liées à l'eau; surveillance des investissements et des résultats; et l'eau pour le développement et les écosystèmes. Il a mis l'accent sur les principes directeurs du Document régional, notamment la décentralisation associée à un financement adéquat et à un renforcement des capacités.

Yoshiro Mori, de l'APWF a présenté les Initiatives pour la sécurité de l'eau des Ministres de l'APWF comme une plate forme pour le dialogue entre les ministres de tous les secteurs. Siva Thampi, de la Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique, a parlé des activités de l'APWF, notant en particulier le premier Sommet Asie-Pacifique de l'eau organisé au Japon en 2007. Wouter Lincklaen Arriens, de la BAD, a parlé de l'engagement pris par la Banque d'accroître les investissements dans le domaine de l'eau dans la région Asie-Pacifique, soulignant qu'un leadership déterminé et l'utilisation des technologies existantes peuvent conduire à une amélioration de la gestion de l'eau.

Les représentants sous-régionaux ont débattu entre autres: des défis spécifiquement régionaux comme par exemple les inondations, l'intrusion de l'eau salée et les contraintes du stockage de l'eau; les impacts du changement climatique, la croissance démographique, les besoins énergétiques et l'urbanisation; les besoins pour la mise en œuvre par les gouvernements des engagements existants; les stratégies de gouvernance des eaux transfrontalières; et l'importance de la protection environnementale, de la préservation de l'eau et de la réalisation des ODM.

Les ministres et les représentants de la région Asie-Pacifique ont souligné l'importance des initiatives nationales pour l'amélioration de la sécurité de l'eau, notamment: la modification des cadres juridiques et des structures tarifaires; la réhabilitation des structures désuètes; l'exploitation durable des ressources en eau; et faire des bassins fluviaux des unités fondamentales de planification. À propos du partage des eaux transfrontalières, certains ont suggéré que les états en amont devraient atténuer ou payer des compensations pour les dégâts causés envers les états en aval.

Dans une session sur l'amélioration de la sécurité de l'eau, les participants ont mis l'accent sur: l'amélioration des connaissances scientifiques et l'harmonisation des données; le développement des technologies, y compris celles de recueil des eaux de pluie; l'amélioration des stratégies d'atténuation; le stockage de l'eau et la recharge des eaux souterraines; l'amélioration de l'efficacité de l'utilisation de l'eau pour l'agriculture; et la promotion d'une plus grande participation des parties prenantes, en particulier dans les communautés responsables des eaux en amont.

Dans une mise à jour sur le travail du Groupe d'experts du G-8 sur l'eau et l'assainissement, Akihiko Furuya du Ministère des Affaires étrangères du Japon, a indiqué que la récente réunion du Groupe s'est tenue lors du 5^{ème} Forum mondial de l'eau, et qu'en plus de produire un rapport sur le Plan d'action sur l'eau du G-8 adopté à Évian, le Groupe devra aussi développer une stratégie de mise en œuvre sur l'eau et l'assainissement.

SOUS-RÉGION "DANS ET AUTOUR DE LA TURQUIE": Le mercredi, Haydar Koçaker, Directeur général de DSI, a présenté le rapport régional et a déclaré qu'il constitue l'aboutissement de 22 sessions préparatoires régionales basées sur une vaste consultation avec les parties prenantes. Le rapport met en relief les stratégies qui ont émergé de ces réunions, organisées sous les six thèmes débattus au cours du Forum.

Lors des présentations, Veysel Eroğlu, Ministre de l'environnement et de la foresterie de Turquie, a noté que les «fluctuations environnementales» nécessitent la mise en œuvre de stratégies d'adaptation et d'atténuation, soulignant que la



Süleyman Demirel, ancien Président de Turquie

Turquie possède plusieurs siècles d'expérience en matière de gestion de l'eau. Süleyman Demirel, ancien Président de la Turquie, a déclaré que les humains ont une obligation de protéger la terre à travers de meilleures pratiques de gestion de l'eau. Il a mis l'accent sur l'importance des barrages pour la croissance économique et le développement social.

Lors de séance d'un groupe ministériel sur les impacts du changement climatique dans la région, les participants ont souligné l'importance de la législation, des systèmes d'alerte précoce, des stratégies d'adaptation et des mécanismes de coopération et des régimes juridiques pour les eaux transfrontalières; du rôle de la science et de la technologie; et de la nécessité d'intégrer les ODM et les objectifs de la Décennie internationale de l'eau dans un processus régional. Une proposition de désigner l'année 2012, Année internationale de la Diplomatie de l'Eau, a été débattue.

GROUPE DES PAYS MÉDITERRANÉENS: Le mercredi, Hachmi Kennou, de l'Institut méditerranéen de l'eau, a ouvert la session sur la région méditerranéenne. Les conclusions de la session ont contribué au document régional dont les objectifs étaient entre autres: définir le contexte méditerranéen par rapport aux données clés relatives à l'eau et à la gestion des ressources en eau; examiner les progrès accomplis vers la réalisation des ODM et des cibles de Johannesburg; présenter les points de vue des parties prenantes régionales; et explorer les moyens de développer de nouvelles stratégies de collaboration.

Lors de la session d'ouverture, l'Ambassadrice Roza Jeremia, de la Grèce, a énuméré les priorités politiques pour la région, notamment: le financement durable; l'adaptation au, et l'atténuation du changement climatique; et les synergies entre la gestion intégrée des ressources en eau (GIRE) et la gestion intégrée de la zone côtière (GIZC). Abdelkebir Zahoud, Secrétaire d'État du Maroc, a noté l'importance des transferts des connaissances et des technologies. Michael Scoullou, du Partenariat mondial pour l'eau en Méditerranée (GWP-Med), a déclaré que la région est venue au Forum avec un nouvel engagement politique.

Au cours de la première des trois discussions de groupe, les participants ont examiné entre autres: la gestion de la demande et l'efficacité; la nécessité de l'éducation, la participation des parties prenantes et la prise en compte des considérations sexospécifiques dans le traitement des défis posés à la gouvernance; le concept de l'eau virtuelle; la gestion de l'eau dans les situations d'occupation, de conflit et des eaux transfrontalières; l'interaction entre les besoins en eau, en énergie et en alimentation; et les opportunités pour la coopération nord-sud dans le bassin méditerranéen.

Dans le deuxième groupe sur l'eau et le développement côtier, les participants ont mentionné le tourisme, l'urbanisation et la migration comme sources de pression sur les régions côtières, et ont relevé que le rôle des technologies modernes dans le bassin méditerranéen, bien que controversé, doit être exploré. Les autres questions examinées incluent: les impacts d'une mauvaise intégration de la gestion des régions maritimes et terrestres; le tourisme et l'agriculture comme secteurs concurrents pour l'eau dans les zones côtières; l'importance du dessalement et du traitement des eaux usées; les moyens pour mettre en œuvre simultanément la GIRE et la GIZC; les implications de la Directive-cadre de l'Union européenne sur l'eau dans les régions côtières de

l'UE; et le potentiel pour les initiatives régionales, telles que le Partenariat euro-méditerranéen et la Convention pour la protection de l'environnement marin et des régions côtières de la Méditerranée, pour la mise en place d'une coopération régionale.

Pour conclure, les participants ont mis l'accent sur la sensibilisation du public, les politiques de fixation des prix et l'intégration politique comme composantes clés de la gestion de la demande en eau. Ils ont souligné la nécessité de traduire les engagements politiques en action concrète, et relevé l'importance des initiatives régionales telles que le programme Horizon 2020 de l'UE, dans l'amélioration de la gestion de l'eau.

GROUPE DES PAYS ARABES: Le jeudi, Safwat Abdel-Dayem, Directeur exécutif du Conseil arabe de l'eau (AWC) a présenté le rapport régional qui met en relief les mesures nécessaires pour améliorer la gestion de l'eau, notamment la mise en œuvre du droit à l'eau, et la réduction des écarts entre les niveaux de connaissances des peuples, par le biais de la collaboration et des échanges d'information.

Dans le groupe de discussion de haut niveau, Loïc Fauchon, président du CME, a souligné quatre principales obligations, à savoir: la mise en œuvre du droit à l'eau; la mobilisation de nouveaux financements pour l'eau et l'assainissement, et l'utilisation efficace de ce financement; s'assurer que les gestionnaires de l'eau sont en place pour garantir un approvisionnement continu d'eau propre; et promouvoir l'éducation sur les ressources en eau. Mahmoud Abu Zeid, président de l'AWC, a parlé des défis que représente la fourniture d'eau en quantités suffisantes pour l'agriculture, les industries et les ménages, et a souligné le rôle de l'Académie arabe de l'eau dans la promotion de l'échange d'informations.

Sadiq Al-Mahdi, ancien Premier ministre du Soudan, a souligné l'importance du dialogue si l'on veut parvenir à un accord sur le partage équitable. Abdul Latif Rashid, Ministre des ressources en eau d'Iraq, a souligné les efforts renouvelés pour promouvoir le dialogue avec la Turquie et la Syrie, et a appelé les pays arabes à ratifier les traités internationaux existants sur les cours d'eau transfrontaliers.



Sadiq Al-Mahdi, ancien Premier ministre du Soudan

Kevin Cleaver, du Fonds international pour le développement agricole (FIDA), a plaidé pour une restructuration des systèmes existants d'incitatifs, afin de promouvoir des technologies et des cultures agricoles plus efficaces. Kaoru Ishikawa, Ambassadeur du Japon en Égypte, a mis l'accent sur cinq messages sur l'eau et la science, notamment: la nécessité de respecter les ressources existantes par le biais d'une utilisation efficace; l'usage des techniques telles que le dessalement; l'utilisation de la technologie pour nettoyer les sources d'eau polluées; le renforcement des Associations des utilisateurs d'eau pour une utilisation équitable; et l'ajustement des perceptions publiques sur l'assainissement et la réutilisation de l'eau.

Dans une discussion de clôture, les participants venus des universités, des institutions de politiques, du Gouvernement et de la société civile ont débattu entre autres: de l'étude des innovations hors du secteur de l'eau; de la diffusion des bonnes pratiques; du renforcement de l'éducation et de la collaboration scientifique; de la promotion des approches de GIRE; et de l'accélération de la ratification des traités internationaux sur le règlement des différends liés à l'eau.

SESSIONS PLÉNIÈRES SPÉCIALES

LANCEMENT DU RAPPORT DE L'OCDE SUR LA FIXATION DES PRIX ET LE FINANCEMENT: Le mardi, Angel Gurría, Secrétaire générale de l'OCDE, a présenté «Gestion de l'eau pour tous: une perspective de l'OCDE sur la fixation des prix et le financement – Messages clés pour les décideurs». Il a demandé qu'une attention particulière soit accordée à l'eau douce, en plus des domaines tels que le



G-D: **Milagros Couchoud**, Institut méditerranéen de l'eau; **Marta Moren**, Directrice générale de l'eau, Espagne; et **Hachmi Kennon**, Conseil mondial de l'eau

financement, les carburants et l'alimentation; et à l'utilisation de tarifs, taxes et transferts d'aide (3T) pour un recouvrement durable des coûts.

Les participants ont débattu entre autres: de la gestion des risques et des autres incitatifs pour l'implication du secteur privé; d'expériences positives dans le domaine du recouvrement des coûts dans les pays en développement, et du renforcement des capacités pour les infrastructures de l'eau. Les autres questions examinées incluaient: assurer la prévisibilité du financement public, développer des mesures de recouvrement des coûts durable pour amortir les investissements dans le secteur; augmenter les tarifs et améliorer la base de référence du recouvrement des coûts.

PANNE SÈCHE! COMMENT TRANSFORMER LES SÈCHERESSES EN OPPORTUNITÉS POUR UNE MEILLEURE GESTION:

Le lundi, les participants se sont répartis en deux groupes sur la transformation de la sécheresse en opportunités pour une gestion plus efficace de l'eau. Marta Moren, du Ministère de l'environnement, des affaires rurales et maritimes d'Espagne, a souligné la nécessité d'une gestion efficace de la sécheresse au niveau local et global. Les autres participants ont parlé de la nécessité de partager les expériences acquises et les meilleures pratiques pour la gestion de l'eau et les campagnes de sensibilisation du public durables visant à promouvoir l'utilisation efficace de l'eau. Ils ont également débattu du passage d'une gestion de crise à une gestion des risques; de la nécessité de porter une attention plus grande aux stratégies d'adaptation; de développer des plans flexibles d'atténuation de la sécheresse et des approches de bas en haut en vue de réduire les conflits liés à l'eau; et d'établir les priorités pour une politique globale de la sécheresse.

Au cours de la discussion qui a suivi, les participants ont parlé de la nécessité de lier la gestion de l'eau aux autres secteurs environnementaux et de promouvoir des cultures et des espèces animales résistantes à la sécheresse. Ils ont examiné le fondement juridique pour les transferts d'eau entre bassins, ainsi que la disponibilité des fonds pour améliorer les infrastructures de l'eau. Ils ont souligné l'importance de l'éducation des agriculteurs en matière de bonnes pratiques et ont appelé à une participation plus grande des enfants dans la planification de la gestion de l'eau.

SANTÉ, DIGNITÉ ET PROGRÈS ÉCONOMIQUE: LA VOIE À SUIVRE POUR L'ÉGALITÉ DES SEXES:

Le lundi, les délégués ont pris part à une session d'ouverture au cours de laquelle les orateurs ont plaidé pour qu'un terme soit mis au "silence" entourant l'assainissement, demandant instamment aux partenaires du développement, que la présence des toilettes adéquates devienne des préalables pour la libération des fonds aux projets de santé et d'éducation. Ils ont parlé de la Conférence préparatoire sur les Femmes et l'eau qui a précédé le Forum, notamment des recommandations demandant aux chefs d'état et aux ministres de mettre en œuvre un budget reflétant le rôle des femmes en matière d'eau et d'assainissement. Les participants ont également fait des présentations sur les expériences en matière d'eau et d'assainissement en Asie Centrale, tout en soulignant leurs succès dans la formation des femmes en tant que facilitatrices régionales en assainissement.

Dans la discussion du deuxième groupe, Nimet Çubukçu, Ministre des affaires féminines et familiales de Turquie, a relevé le rôle spécifique des femmes dans l'agriculture et

l'irrigation. Santha Sheela Nair, Ministre du développement rural de l'Inde, a parlé des tabous qui entourent la discussion sur les menstruations des femmes et la défécation, soulignant que les facilités sanitaires doivent être adaptées à leur contexte. Asfaw Dingamo, Ministre des ressources en eau d'Éthiopie, a fourni des exemples de l'incorporation des questions liées au sexe dans l'agenda national de son pays au cours des 20 dernières années, en particulier le récent Mouvement sur la Fourniture de l'Eau, l'Assainissement et l'Hygiène.

Les participants ont ensuite discuté des sujets suivants: le rôle des femmes dans la gestion des catastrophes; les données sur les questions liées à l'utilisation de l'eau, ventilées par sexe; et les barrières sociales à l'utilisation des toilettes sèches Ecosan. Les autres questions soulevées incluent: la création et l'utilisation des indicateurs sexo-spécifiques, la collecte des données, le financement pour l'eau et l'assainissement, et le renforcement des capacités pour la participation des femmes.

GROUPE D'EXPERTS TECHNIQUE SUR L'EAU ET LA CRISE FINANCIÈRE:

Le mardi, un groupe d'experts technique, parlant en leur nom propre, se sont réunis pour débattre des questions liées à l'eau et à la crise financière.

Un des participants a souligné que chaque dollar investi dans l'eau et l'assainissement sauve 4 à 12 dollars US en coûts sanitaires et sociaux, ajoutant que le défi auquel se trouve confronté ce secteur consiste à utiliser les résultats disponibles de la recherche pour «raconter une belle histoire». Un autre participant a mis en relief les mesures prises par des institutions financières internationales et des partenaires, pour attirer le financement à long terme et les capitaux propres, et sur la nécessité de réduire les risques et d'accroître l'accessibilité des services de l'eau dans les pays en développement. Les délégués ont discuté des mesures prises pour attirer les capitaux privés dans les initiatives locales et nationales et mis l'accent sur l'utilisation efficace des fonds et des ressources en eau. Ils ont ensuite suggéré que pour obtenir davantage de fonds des ministres des finances, les projets d'eau devraient mettre l'accent sur leur habilité à fournir les soins de santé, l'éducation et à contribuer à la lutte contre la pauvreté. D'autres ont attiré l'attention sur une réduction de «l'envie de payer» des consommateurs domestiques et industriels.

Des participants ont en outre discuté: de l'équilibre approprié des taxes, tarifs et transferts; du rôle des mécanismes institutionnels dans le processus de réforme du secteur de l'eau; de la manière d'équilibrer les paiements effectués pour l'eau; et de la manière de réduire les risques pour les investissements dans le secteur de l'eau des pays en développement.

IRRIGATION: UTILISATION EFFICACE DE L'EAU

EN AGRICULTURE: Le samedi, trois groupes se sont penchés sur l'irrigation au Mexique, en Chine et en Turquie. Les discussions ont porté sur les arrangements juridiques et institutionnels, la planification et le développement, et sur l'exploitation et la maintenance des systèmes d'irrigation.



G-D: **Mehmet Mehdi Eker**, Ministre de l'agriculture et des affaires rurales, Turquie; et **Chen Lei**, Ministre des ressources en eau, Chine

Des délégués du Mexique ont examiné les recommandations d'un tribunal de l'eau qui a siégé à Saragosse en 2008 sur la gestion des ressources de l'eau, notamment une proposition d'élaborer des stratégies de gouvernance participatives; le cadre institutionnel du Mexique; et le passage à un contrôle administratif décentralisé dans les districts d'irrigation.

Dans le groupe sur la Chine, Chen Lei, Ministre des ressources hydrauliques de Chine, a souligné le rôle central de son pays dans la sécurité alimentaire mondiale. Il a ajouté que cette sécurité est menacée par la dégradation des terres, la croissance démographique, le changement climatique et la rareté de l'eau pour la production alimentaire.

Les délégués de la Turquie ont parlé entre autres: de l'importance des nouvelles stratégies de financement pour les investissements dans le domaine de l'irrigation, et de l'importance aussi des activités rurales dans l'économie nationale. Mehmet Mehdi Eker, Ministre de l'agriculture et des affaires rurales de Turquie, a parlé des politiques et des plans d'action pour répondre aux impacts du changement climatique.

Les délégués ont ensuite parlé: de la nécessité de réhabiliter les infrastructures d'irrigation obsolètes et du cadre juridique pour la gestion des ressources en eau, comprenant notamment, une réglementation sur l'appartenance des ressources d'eau nationales et sur les exigences de conservation. Ils ont également encouragé l'implication des associations des agriculteurs utilisateurs de l'eau dans les activités de gestion de l'irrigation.

Au cours des discussions qui ont suivi, les participants et les membres des groupes ont attiré l'attention sur: la corruption et la question des banques de l'eau pour régler le transfert des droits à l'eau; la nécessité de moderniser l'irrigation; et la durabilité économique des associations des utilisateurs de l'eau. Ils ont en outre débattu des implications des coûts énergétiques et de la technologie d'irrigation; ainsi que de l'utilisation d'un financement flexible et des fonds de développement agricole pour augmenter la productivité de l'utilisation de l'eau.

CATASTROPHES LIÉES AU CLIMAT: Le samedi, les participants ont entendu plusieurs présentations dans deux sessions de groupe sur la «gestion des catastrophes liées à l'eau dans le cadre du changement climatique: défis et orientations futures du point de vue des services météorologiques et des gestionnaires de l'eau».

Le premier groupe, qui a présenté une perspective plus technique, s'est concentré sur: les systèmes de la surveillance par satellite; la stratégie de l'OMM pour l'atténuation des, et l'adaptation aux effets du changement climatique; et la validation des données climatiques.

Le deuxième groupe a débattu de l'implication des diverses parties prenantes dans la gestion de la sécheresse et des inondations, afin de prévenir les pertes de vie en Turquie, et de la mise en place des systèmes d'alerte précoce et d'une capacité de réaction pour faire face aux catastrophes. Le projet de l'Anatolie du Sud-est (GAP) a été reconnu comme un bon exemple de développement durable qui fournit des opportunités de moyens d'existence et une protection contre les inondations. Les participants ont appelé à une amélioration des données climatiques et à des produits de la modélisation pour offrir de meilleures prédictions saisonnières sur les pluies; ils ont aussi souligné la nécessité de fournir des données articulées sur des périodes de temps compréhensibles pour les politiciens.

Les délégués se sont penchés sur: la nécessité de se préparer à affronter les effets extrêmes du changement climatique; l'importance de la collaboration interdisciplinaire dans les initiatives d'atténuation; la possibilité d'établir un réseau des services climatiques nationaux pour améliorer la gestion des réservoirs et la production alimentaire.

PROCESSUS POLITIQUE

Le processus politique du 5ème Forum mondial de l'eau comprenait quatre niveaux de politiciens: les Chefs d'état; les ministres; les parlementaires; et les autorités locales. Ces groupes se sont réunis du lundi au dimanche pour mettre au point leurs contributions. Les Chefs d'état ont adopté un appel de haut niveau aux gouvernements de la planète afin que des actions soient prises; les ministres ont adopté une Déclaration



Les participants à la session des autorités locales ont posé pour une photo

ministérielle; les parlementaires ont résumé les discussions sur plusieurs questions litigieuses liées à l'eau; et les autorités locales ont adopté le Consensus d'Istanbul sur l'eau.

AUTORITÉS LOCALES

DIALOGUE DES AUTORITÉS LOCALES: Environ 91 autorités locales et 200 maires se sont réunis le mercredi et le jeudi après-midi pour discuter du Consensus d'Istanbul sur l'eau (IWC). Le jeudi, un groupe a centré la discussion sur: les responsabilités des autorités locales; la nécessité de mobiliser des ressources financières pour l'eau et l'assainissement; les impacts du changement climatique; et la planification et la gestion des catastrophes. Les participants ont insisté sur les messages clés destinés aux parlementaires et aux ministres, à savoir: les autorités locales doivent être dotées des moyens à travers la mise en place de cadres réglementaires efficaces et par un soutien financier; et les autorités locales comprennent mieux les besoins de leurs communautés et sont bien placées pour mettre en œuvre le droit à l'eau considéré comme un droit humain, à condition que des ressources financières soient mises à leur disposition.

Kadir Topbaş, Maire d'Istanbul, a présenté l'IWC qui traite des défis ruraux et urbains liés à l'eau. Dominique Lefebvre, Maire de Cergy-Pontoise, France, a par la suite dirigé un groupe sur la mise en œuvre, mettant en relief le rôle des «villes championnes» dans la promotion de la coopération, la progression du débat sur les questions clés et le partage des informations sur les expériences en matière de mise en œuvre. Il a déclaré que 45 autorités locales ont convenu de jouer le rôle de villes chef de file.

Alors que certaines autorités locales ont approuvé intégralement l'IWC, d'autres ont déclaré qu'elles ne pourront le signer que lorsque l'expression «transferts inter bassins» aura été supprimée dans le document. Les autres autorités se sont opposées à cette suppression. Il a été suggéré de limiter la référence à «dans les limites des frontières nationales», mais plusieurs autorités ont fait opposition à cette suggestion en raison de l'importance potentielle de tels transferts pour les pays en développement ayant des eaux transfrontalières.

CONSENSUS D'ISTANBUL SUR L'EAU (IWC): Les points saillants du IWC incluent la reconnaissance des principes suivants:

- L'accès à une eau et à un assainissement de bonne qualité constitue un droit humain fondamental;
- L'eau est un bien public qui devrait être placé sous un contrôle public strict;
- Une approche cohérente au niveau local, régional et national est nécessaire pour l'adaptation au changement global et la réalisation d'une gestion équitable et optimale des ressources en eau;
- Le recouvrement des coûts devrait se faire d'une manière équitable qui assure la fourniture des services aux plus vulnérables de la société;
- La sécurité de l'eau devrait être basée sur le principe d'une répartition équitable et raisonnable;
- Le renforcement des capacités, la mise en place des mécanismes innovateurs de financement et des cadres réglementaires devront faciliter l'accès à l'eau et à l'assainissement; et
- Les décideurs locaux et régionaux devront être intégrés dans le processus politique à des niveaux plus élevés de la gouvernance.

Pour atteindre ces objectifs, les autorités locales ont pris l'engagement:

- D'évaluer les pressions exercées sur les ressources en eau et sur la biodiversité aquatique;
- D'effectuer l'inventaire des politiques locales et régionales et d'établir une planification à adapter aux défis qui posent une menace pour les ressources en eau à moyen et à long terme;
- D'engager les dialogues avec les parties prenantes pour déterminer les priorités locales et les plans d'action;
- De définir les objectifs et les cibles mesurables liés aux objectifs de l'IWC, et
- De mettre en œuvre les plans d'action visant à améliorer la fourniture des services et à accroître la résilience locale.

La référence «transfert inter bassin» dans l'annexe, sous le point trois du projet de l'IWC intitulé «mesures», a été supprimée dans la version finale et remplacée par une note de bas de page qui contient la liste des autorités locales favorables au «transfert inter bassin».

PRIX POUR L'EAU DU MEXIQUE: Le mercredi, les autorités locales ont assisté à la présentation du prix «Compromiso Mexico» pour l'eau. Ce prix récompense les politiques publiques menées par des autorités locales, qui auront eu un impact positif sur la gestion des ressources en eau, et qui sont susceptibles de démontrer des résultats mesurables dans l'approvisionnement en eau, l'épuration des eaux usées et l'assainissement. Des prix ont été décernés à la Province de Guangzhou, Chine; à León, Guanajuato, Mexique, et à Lima, Pérou.

PARLEMENTAIRES

Le président Köksal Toptan de la Grande Assemblée nationale de Turquie, a souhaité la bienvenue à 263 parlementaires venus de tous les coins du monde pour discuter des questions de l'eau organisées autour des quatre thèmes suivant: les changements globaux, les eaux transfrontalières, la décentralisation et le droit à l'eau et à l'assainissement.

Au cours des discussions, de nombreux pays ont souligné la nécessité du partage des «avantages des eaux transfrontalières» et de la coopération. Certains parlementaires ont recommandé l'entrée en vigueur de la Convention des Nations Unies de 1997 sur les cours d'eau, tandis que d'autres ont appelé à des accords-cadres séparés sur les cours d'eau «transfrontalières» et «internationaux». La décentralisation a été encouragée et les parlementaires ont noté le rôle important de la législation dans la mise en place d'une gouvernance efficace de l'eau au niveau local. Un parlementaire de l'Iraq a appelé à un accord trilatéral sur les fleuves Tigre et Euphrate pour renforcer la coopération régionale. Certains parlementaires ont appuyé la création d'un parlement pour l'eau afin de faciliter la poursuite de la coopération entre les parlementaires sur les questions de l'eau.

Le droit à l'eau a été mis en exergue dans les débats, et de nombreux participants ont souligné la nécessité d'une gouvernance efficace, la surveillance des ressources publiques, l'accès aux tribunaux pour faire respecter les droits, la conformité et les partenariats comme moyens pour la mise en œuvre du droit. D'autres ont souligné les défis que pose l'institutionnalisation de l'eau comme droit humain. La session s'est terminée avec une vidéo de Richard Durban, sénateur des États-Unis, sur une loi du Sénat américain qui pourrait contribuer aux efforts de l'AOD visant à fournir de l'eau potable à 100 millions de personnes dans les pays en développement.

CONCLUSIONS DES PARLEMENTAIRES: Dans leurs conclusions, les parlementaires ont encouragé la nécessité:

- De reconnaître, codifier et mettre en œuvre l'eau comme un droit humain;
- De ne pas cibler les infrastructures de l'eau pendant les conflits;
- De créer un parlement mondial pour l'eau;
- De consacrer 1% des budgets nationaux de l'eau à l'aide aux pays en développement pour la réalisation des cibles des ODM;
- De décentraliser le secteur de l'eau pour autonomiser les autorités locales;
- De relier les questions de l'eau au changement climatique dans les négociations des Nations Unies de 2009 sur le changement climatique à Copenhague;



Une vue d'ensemble de la session du Dialogue entre les autorités locales et les parlementaires

- De protéger l'environnement et réduire la pollution dans le cadre du développement durable; et;
- D'accroître le rôle des femmes et de la société civile.

DIALOGUE ENTRE LES AUTORITES LOCALES ET LES PARLEMENTAIRES

À la suite des réunions tenues séparément, les parlementaires et les représentants des autorités locales de l'eau se sont réunis le jeudi pour un dialogue conjoint sur la décentralisation et le droit à l'eau et à l'assainissement. Mustafa Öztürk, de la Grande Assemblée nationale de Turquie, a ouvert la session et a souligné l'impérieuse nécessité d'une coordination entre les différents niveaux du gouvernement. Le modérateur Mohamed Saäd El Alami, Ministre chargé des relations avec le Parlement, Maroc, a parlé de la nécessité d'assurer la durabilité de l'utilisation des ressources en eau par l'entremise des lois et des politiques appropriées. Les participants ont discuté des rôles de la gouvernance au niveau national par rapport au niveau local, et du processus de décentralisation. Le débat a porté sur: le droit humain à l'eau; l'allocation d'une partie des budgets de l'eau pour aider les pays en développement à atteindre les cibles des ODM; et la compensation pour destruction des infrastructures d'eau pendant les conflits. Zekai Şen, Istanbul, de l'Université technique d'Istanbul, a conclu la session en soulignant la nécessité de traduire les conclusions en actions concrètes.

TRIALOGUE DE HAUT NIVEAU

Le vendredi, Yaşar Yakaş, ancien Ministre des Affaires étrangères de la Turquie, a ouvert le Trialogue de haut niveau réunissant les ministres, les parlementaires et les autorités locales. Il a annoncé que 50 autorités locales avaient déjà pris l'engagement de signer le Consensus d'Istanbul sur l'eau.

Au cours d'une session de groupe, Rashad Ahmed, le Ministre de l'environnement et de l'eau des Émirats arabes unis, a souligné l'importance des sources d'eau non conventionnelles et mis l'accent sur le partage équitable de l'eau comme condition pour la paix. Oscar Castillo, du Parlement du Marché commun sud-américain (MERCOSUR), Argentine, a noté que l'on ne peut trouver la solution à la crise globale de l'eau qu'en examinant les causes originelles de cette dernière. Ruth Zavaleta Salgado, Député de l'opposition au Parlement du Mexique, a déploré l'absence de progrès dans la mise en œuvre du droit humain à l'eau depuis le 4ème Forum mondial de l'eau

Les autres parlementaires ont parlé entre autres: de la nécessité d'améliorer les capacités des autorités locales; d'accroître la coopération transfrontalière, de conserver les ressources en eau; et de préserver les écosystèmes. Les maires ont recommandé l'autonomisation des autorités locales à travers la fourniture des ressources financières et techniques, et ont souligné que l'eau est un droit humain. Les discussions ont souligné entre autres: l'obligation de ne pas cibler les infrastructures d'eau pendant les conflits; la nécessité de protéger les ressources en eau pour garantir le droit humain à l'eau; et les défis posés par la corruption et l'absence de financement.

CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE

Environ 100 ministres se sont réunis du vendredi au samedi pour mettre au point leur Déclaration. La session finale de la Conférence ministérielle a démarré avec une déclaration de l'Éthiopie demandant la suppression de la référence à «conformité avec les accords existants» dans le principe No 16 de la Déclaration ministérielle sur les cours d'eau transfrontalières.

RÉSUMÉS DES TABLES RONDES

MINISTÉRIELLES: Le dimanche, les présidents des huit tables rondes ministérielles tenues le samedi ont résumé les principales conclusions de leurs sessions. La table ronde ministérielle sur «eau douce – zones côtières» a reconnu qu'un cadre juridique international existe déjà sur ce sujet, mais que sa mise en œuvre est lente en raison d'une mauvaise gouvernance. Elle a noté l'importance des initiatives sous-régionales et des stratégies internationales qui combinent la gestion intégrée des océans et des zones côtières (GIOZC) avec la GIRE.

La table ronde ministérielle sur «réduire l'impact des catastrophes liées l'eau» a souligné la nécessité: de politiques solides pour prévenir les catastrophes liées à l'eau et réduire les risques; de plans nationaux de gestion des inondations et de la sécheresse; du partage de l'information, de la collecte des données et de l'harmonisation des indicateurs; ainsi que des mesures préventives.

Au cours des discussions de la table ronde sur «construire les passerelles entre l'agenda de l'eau et celui du climat», les délégués ont relevé l'importance croissante de l'adaptation, les besoins spécifiques auxquels sont confrontés différentes régions, et les synergies entre l'atténuation et l'adaptation. Pour l'adaptation au changement climatique, les délégués ont souligné la nécessité impérieuse: de développer des mécanismes de financement pour assurer les investissements; d'utiliser la sensibilisation du public pour catalyser l'action et d'investir dans le développement de la science et de la technologie; d'envoyer un message clair que l'eau devra être utilisée comme un cadre de planification et d'action pour la Troisième conférence mondiale sur le climat en septembre 2009, et lors des négociations sur le changement climatique qui se tiendront à Copenhague en décembre 2009.

Les discussions de la table ronde sur «l'eau pour l'énergie, l'énergie pour l'eau», ont souligné entre autres: la coordination et l'intégration des secteurs de l'eau et de l'énergie; le traitement des usages multiples de l'eau; la gestion des ressources en eau aux niveaux des bassins en utilisant l'approche de GIRE et le développement de manière durable, des projets liés à l'eau en utilisant les évaluations des impacts environnementaux. Cette table ronde a aussi encouragé une plus grande interaction entre le Forum mondial de l'eau, le Forum mondial de l'énergie et les processus internationaux traitant des questions d'énergie.

Les discussions de la table ronde ministérielle sur «financement des infrastructures de l'eau et des services de l'énergie» ont mis l'accent sur la nécessité: de développer et mettre en œuvre les plans et les stratégies financières nationales; d'améliorer la «bancabilité» des propositions; d'établir des partenariats publics-privés; et de renforcer les capacités nationales en matière de planification financière. Les participants ont également souligné que la crise financière ne devrait pas servir d'excuse à l'inaction, mais être plutôt un incitatif à l'amélioration de l'efficacité.

Dans la table ronde sur «l'eau pour le développement en Afrique», les ministres ont souligné la nécessité de: mécanismes efficaces pour la mise en œuvre et la surveillance des progrès; la rationalisation des questions sexo-spécifiques, l'intégration régionale; l'amélioration de la fourniture d'eau et de l'assainissement pas le biais des instruments existants; et l'augmentation du financement pour atteindre les ODM. Les ministres ont également souligné leur engagement pour la mise en œuvre de l'Agenda africain de gestion des ressources en eau.

Sur le sujet «l'eau pour l'alimentation et l'éradication de la pauvreté», les ministres se sont penchés sur les aspects intersectoriels de l'eau pour l'agriculture et ont relevé que l'agriculture utilise plus d'eau que tout autre secteur. Soulignant l'impérieuse nécessité d'accorder la priorité

à l'eau pour l'agriculture, les délégués ont discuté des actions suivantes: investir dans les technologies; renforcer les infrastructures; améliorer la coopération, notamment les partenariats sud-sud; améliorer la participation à la prise de décision, des parties prenantes agricoles; traiter du changement climatique; et fournir un financement adéquat pour mobilier et augmenter les investissements.

Dans une présentation de la table ronde sur «au-delà de l'année internationale sur l'assainissement (AIA) et mettre en œuvre le droit à l'eau et à l'assainissement», les délégués ont noté que l'AIA a été une réussite pour ce qui est de la sensibilisation, mais ont souligné la nécessité d'adopter des approches novatrices en faveur des pauvres, de développer des politiques nationales et des régimes de financement efficaces, et de mobiliser des ressources pour atteindre les ODM. Le «droit à l'eau» a été débattu au cours de cette session. Les ministres ont déclaré que la question d'un droit d'accès à l'eau et à l'assainissement a polarisé beaucoup d'attention depuis le 4^{ème} Forum mondial et qu'il est crucial d'atteindre les ODM. Ils ont aussi indiqué que plusieurs pays ont déjà encadré le droit à l'eau comme un droit constitutionnel dans leur législation nationale. De nombreux participants ont souligné que la Déclaration ministérielle d'Istanbul n'insiste pas suffisamment sur un droit humain à l'eau et à l'assainissement, tandis que d'autres ont estimé qu'il était prématuré d'inclure une référence explicite aux obligations existantes des droits humains relatives à l'accès à l'eau potable et à l'assainissement, avant les conclusions du rapport de l'Expert indépendant du Conseil des droits de l'homme.

Réponse des principales parties prenantes aux tables rondes: Sur la protection d'un droit à l'accès à l'eau et à l'assainissement, une représentante de l'Alliance Genre et Eau a indiqué que la Déclaration ministérielle «semble reculer dans le temps». Elle a souligné qu'il est du rôle des gouvernements de protéger leurs populations, en particulier celles les plus vulnérables. Elle a aussi déclaré qu'il est essentiel de garantir: une bonne quantité d'eau gratuite pour chaque individu et le droit pour chaque enfant d'accéder à un assainissement sécuritaire, tout en prenant en compte les besoins particuliers des filles.

Un représentant de Business Action for Water a déclaré que: l'eau est essentielle pour les affaires, et les affaires sont essentielles pour l'économie et l'emploi; l'eau, l'énergie et l'alimentation sont inextricablement liées; et que les technologies sont disponibles pour répondre aux problèmes liés à l'eau dans les zones côtières. A propos du financement, il a parlé des progrès accomplis depuis le 4^{ème} Forum mondial de l'eau.

Les représentants des services publics et des syndicats ont noté la nécessité de tenir des forums tels que le Forum mondial de l'eau, dans le cadre des Nations Unies pour produire des conclusions contraignantes sur le droit à l'eau et à l'assainissement. Ils ont demandé aux gouvernements d'utiliser les instruments à leur disposition pour assurer un accès durable à l'eau et à l'assainissement, en tenant compte du rôle des travailleurs du secteur de l'eau.

ADOPTION OFFICIELLE DE LA DÉCLARATION MINISTÉRIELLE: L'Inde a déclaré qu'il était nécessaire que le Forum envoie un message fort aux négociations des Nations Unies sur le changement climatique de 2009, en ce que toutes les nations ont l'obligation d'atténuer les émissions des gaz à effet de serre dans le contexte des responsabilités communes mais différenciées, et sur la nécessité de voir émerger une action plus déterminée sur le changement climatique.

Décrivant la Déclaration ministérielle et le Consensus d'Istanbul sur l'eau comme les deux résultats les plus importants du 5^{ème} Forum mondial de l'eau, Veysel Eroğlu, Ministre de l'environnement et de la foresterie de Turquie, a plaidé pour l'adoption officielle de la Déclaration ministérielle. Il a indiqué que le projet de cette Déclaration, terminé le 4 mars 2009, représente le produit final d'un très long processus préparatoire, qu'il ne serait pas possible d'y revenir, comme le demandent certaines délégations.

La Déclaration ministérielle comporte des engagements pour entre autres:

- Intensifier les efforts pour atteindre les cibles des ODM;
- Mettre en œuvre la GIRE au niveau des bassins fluviaux;
- Améliorer la gestion de la demande en eau;
- Préserver les flux environnementaux, accroître la résilience et restaurer les écosystèmes;
- Prévenir les catastrophes liées à l'eau et y répondre;
- Faire reconnaître l'eau comme un besoin humain fondamental, et louer le travail accompli sur les droits de l'homme et l'accès à l'eau dans le système des Nations Unies;
- Accorder la priorité à l'eau et à l'assainissement dans la planification du développement;
- Promouvoir la coopération de l'utilisation durable et de la protection des ressources en eau transfrontalières; et
- Accepter de respecter la loi internationale sur la protection des ressources en eau pendant les conflits.

Le principe 15 sur la considération de l'eau comme un besoin humain fondamental, a attiré le plus d'attention au cours des débats du Forum. Les représentants de certains pays ont plaidé pour la reconnaissance du droit humain à l'eau et à un assainissement de base, la reconnaissance de la valeur culturelle de l'eau et l'implication des peuples autochtones dans la gestion de l'eau.

DÉCLARATIONS FINALES: Le Directeur général du CME, Ger Bergkamp, a encouragé les gouvernements et les délégués à faire avancer les discussions mondiales sur l'eau et a exprimé la disponibilité du CME à aider à la mise en œuvre des engagements pris, en fournissant un soutien pour le développement des capacités.

Veysel Eroğlu, Ministre de l'environnement et de la foresterie de Turquie, a déclaré que le Forum a rassemblé plus de 120 pays et a permis d'aboutir à une meilleure compréhension des questions liées à l'eau, et à l'élaboration des politiques de l'eau pour un développement durable. Il a conclu en soulignant que les décisions prises à ce Forum ainsi que les activités pour leur mise en œuvre constituent une plateforme pour «la fraternité, la coopération et la paix.»



Le directeur général du Conseil mondial de l'eau, Ger Bergkamp

SEGMENT DE HAUT NIVEAU

Les chefs d'état se sont réunis le lundi pour finaliser un accord de haut niveau. L'accord lance un appel aux gouvernements, aux organisations internationales et autres parties prenantes pour leur demander de développer une vision commune et un cadre pour le développement et la gestion durables des ressources en eau, de garantir l'accès à une eau et à un assainissement sécuritaire pour tous. L'accord stipule que les ressources en eau ne peuvent pas être gérées sans les capacités appropriées et sans les infrastructures adéquatement conçues et entretenues, et que la plus haute priorité devrait être accordée aux investissements dans ces domaines.

CLÔTURE DU FORUM

Le 5ème Forum Mondial de l'eau a clos ses travaux dans l'après-midi du dimanche 22 mars, qui est également la Journée mondiale de l'eau.

JOURNÉE MONDIALE DE L'EAU – LES EAUX TRANSFRONTALIÈRES

Les participants ont visionné "une seule eau", documentaire primé, réalisé par Sanjeev Chatterjee et Ali Habashi. Ce film qui a été tourné dans 14 pays, couvre une période de cinq ans et peut être téléchargé en ligne au: <<http://1h2o.org/>>.

András Szöllösi-Nagy, de l'UNESCO-PIH, a présenté la table ronde de haut niveau sur «l'adaptation aux changements globaux dans les bassins transfrontaliers». Il a indiqué qu'il existe dans le monde 263 lignes de partage des eaux

communes et, et 273 aquifères en eaux souterraines partagées dont dépendent directement 3 milliards d'individus. Il a déclaré que la gouvernance doit s'appuyer sur les principes de coopération et de solidarité afin de permettre à ces populations d'éviter les conflits liés à l'eau engendrés par une compétition effrénée pour les ressources en eau communes.

Au cours des discussions de la table ronde, Alfred Duda, du Fonds mondial pour l'environnement (FME) a parlé du rôle du FME et de ses agences partenaires, notamment: le financement pour les semences, afin de renforcer la confiance et la coopération; le soutien technique; et la facilitation par les tierces parties. Notant que les accords transfrontaliers devraient traiter de plus en plus des questions liées à la variabilité climatique, il a souligné que le soutien du FME peut aider à préparer les organisations des bassins fluviaux à mettre en œuvre des projets plus grands sous l'égide de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques.

Sybille Vermont, vice-présidente de la Convention sur la protection et l'utilisation des cours d'eau transfrontières et des lacs internationaux, CEE, a indiqué que la Convention a développé une série de directives et d'instruments techniques pour la gestion des ressources transfrontières. Elle a ajouté que la Convention encourage la coopération en obligeant les pays à négocier entre eux des accords bilatéraux et multilatéraux, et à créer des organismes conjoints.

Anders Bertell, de l'Institut Stockholm international de l'Eau, a souligné un certain nombre de «divergences» conceptuelles dans la discussion, notamment, le qualificatif «transfrontalier» ou «international» appliqué aux eaux; et le principe de souveraineté nationale par rapport à celui d'une gouvernance partagée des ressources.

CÉRÉMONIE DE CLÔTURE

DÉCLARATION DU FORUM DES JEUNES: Les délégués des jeunes ont déclaré que leur participation au Forum mondial de l'eau était la résultante de leur capacité et non pas de leur vulnérabilité. Ils ont souligné qu'ils veulent être des partenaires dans le processus et non pas tout simplement des parties prenantes. Ils ont souligné que le langage de la Déclaration ministérielle aurait dû indiquer plus clairement que l'eau et l'assainissement sont des droits humains.

Les délégués des jeunes ont par la suite procédé à la lecture de leur Déclaration, rédigée par des jeunes originaires de 25 pays. Articulée autour des thèmes du 5ème Forum, cette déclaration stipule entre autres que:

- Les recommandations du 5ème Forum devront être transmises aux négociations des Nations Unies sur le changement climatique de 2009 à Copenhague;
- L'accès à une eau propre, abordable, sécuritaire et facilement accessible devrait être considéré comme un droit humain fondamental et défini comme tel dans les législations nationales;
- Il n'y a pas de bonne gouvernance sans participation du public;



Le lauréat du Grand Prix mondial pour l'eau de Kyoto



G-D: Oktay Tabasaran, Secrétaire général, 5ème Forum mondial de l'eau, et Veysel Eroglu, Ministre de l'environnement et de la foresterie de Turquie, qui a partagé un proverbe turc avec des participants

- Les gouvernements devraient mettre en place des mécanismes pour assurer l'accès à l'eau potable pour toute les populations, quelle que soit la capacité de celles-ci à payer pour cette eau; et
- Les jeunes devraient être impliqués dans les processus de prise de décisions liées à leur éducation, et ces processus devraient tenir compte des considérations sexospécifiques et des défis sociaux actuels.

GRAND PRIX MONDIAL POUR L'EAU DE KYOTO:

Hitoshi Ohshima, Responsable de la politique environnementale globale du Japon, a présenté le Grand Prix mondial pour l'eau de Kyoto, remis à une ONG pour ces activités sur le terrain. William Cosgrove, président du Jury de ce prix, a remarqué que les dix finalistes qui ont présenté leur projet le samedi, ont inclus les femmes et les jeunes dans ces divers projets. Il a par la suite remis le prix à Watershed Organization Trust de l'Inde. Marcella D'Souza a accepté le prix au nom de l'organisation et a déclaré que l'eau doit être utilisée comme une force unificatrice

DÉCLARATIONS DE CLÔTURE: Oktay Tabasaran, Secrétaire général du 5ème Forum mondial de l'eau, a déclaré que les connaissances acquises et les résultats obtenus lors de ce Forum constitueront les cadeaux d'Istanbul au monde. Il a souligné la participation équitable des femmes à ce Forum. Il a remercié la Direction des travaux hydrauliques de l'État, Istanbul, la municipalité métropolitaine d'Istanbul et l'Administration chargée de l'eau et de l'épuration des eaux usées d'Istanbul (ISKI) pour leur soutien au Forum. Il a félicité les milliers d'individus dont la collaboration a conduit au succès ce Forum.

Dans ses dernières remarques, Ben Braga vice-président du CME, a noté que les questions relatives à l'eau méritent une nouvelle réflexion et des actions concrètes, soulignant que le 5ème Forum mondial de l'eau a lancé un nouveau processus caractérisé par une participation ouverte et démocratique, et un partage des connaissances. Klaus Toepfer, ancien directeur exécutif du PNUE, a expliqué le travail d'organisation du 5ème Forum qui a duré trois ans. Il a souligné la «nouvelle entente verte» du PNUE, relevant qu'elle constitue un moyen durable de répondre à la crise économique. Il a félicité les délégués pour avoir reconnu l'importance du rôle des femmes dans la gestion de l'eau. Parlant du processus de désertification, il a souligné la nécessité d'inclure le traitement des deux questions de l'eau et de la désertification dans un cadre de changement climatique post-2012.

Tomris Türmen, ancien Directeur exécutif de l'Organisation mondiale de la santé, a déclaré que le traitement de l'eau et l'évacuation des eaux usées constituent les plus grandes découvertes scientifiques. Elle a souligné l'importance de la réalisation des ODM pour assurer un avenir plus durable pour les populations les plus vulnérables du monde.

Hasan Zarikaya, Sous-secrétaire, Ministère de l'environnement et de la foresterie de Turquie, a noté que «l'eau peut exister sans nous, mais nous ne pouvons pas exister sans elle». Qualifiant la question de la meilleure manière de gérer l'eau comme le «plus grand défi» du Forum, il a

félicité les délégués pour leur participation transparente et démocratique. Il a relevé que le Forum a atteint ses objectifs de placer l'eau sur l'agenda politique, et de partager les meilleures pratiques, et a suggéré que le CME prépare des indicateurs pour la surveillance des actions entreprises par les parties prenantes concernées après Istanbul. Hasan Zarikaya a déclaré le Forum clos à 13h45.

PROCHAINES RÉUNIONS

2ÈME CONFÉRENCE EUROPÉENNE SUR L'EAU:

Cette Conférence se tiendra les 2 et 3 avril 2009 à Bruxelles, Belgique. Les parties prenantes de l'ensemble de l'Union Européenne discuteront des questions stratégiques de la gestion de l'eau et participeront activement au processus de développement des Plans de Gestion des Bassins Hydrographiques. Pour plus d'informations, contacter: Euro Keys Sprl, tel: +32-02-777-9979; fax: +32-02-770-3601; e-mail: ewc2009@eurokeys.com; Internet: <http://www.ewc2009.eu/>

3ÈME FORUM DE YANGTZE: Cette réunion se tiendra les 20 et 21 avril 2009 à Yangtze, Chine. Elle inclura un sous-sommet sur le «changement climatique et la sécurité de l'eau urbaine» dont le but est: la promotion de la communication et de la discussion internationales; le partage d'expériences, des technologies et des connaissances en matière de réaction au changement climatique et à son impact sur l'hydrologie et la sécurité de l'eau urbaine; ainsi que la promotion du développement urbain durable en ce qui a trait à la gestion de l'eau dans les villes modernes. Pour plus d'informations, contacter: Wu Quanfeng, Secrétariat du forum de Yangtze; e-mail: secretariat@yangtzeforum.org; Internet: <http://www.yangtzeforum.com/>

PERTES D'EAU 2009: Cette conférence se déroulera du 25 au 29 avril 2009 à Cape Town, Afrique du Sud. Il s'agit du cinquième événement dans une série de conférences de spécialistes en réduction de pertes d'eau de l'Association Internationale de l'Eau (IWA). Le but de cette rencontre est de discuter des meilleures pratiques internationales en matière d'évaluation des pertes d'eau, de gestion, de réduction et de contrôle des fuites, ainsi que de l'amélioration du système de mesure de la consommation des clients. Pour plus d'informations, contacter: le président du Groupe de Travail spécial sur les Pertes d'eau, Bambos Charalambous; e-mail: bambos@wbl.com.cy; Internet: <http://www.waterloss2009.com/>

SÉMINAIRE INTERNATIONAL SUR LE DÉVELOPPEMENT DES RESSOURCES EN EAU ET LA GESTION DES ZONES CÔTIÈRES DES PAYS EN DÉVELOPPEMENT:

Cette conférence se tiendra du 4 au 6 mai 2009 à Manado, Indonésie. Son objectif sera de favoriser les échanges d'expériences en matière de développement des ressources en eau et de gestion des zones côtières, par rapport aux impacts du changement climatique. Pour plus d'informations, contacter: le Chef du Secrétariat, tel: +62-21-722-4531; fax: +62-21-7279-2263; e-mail: info@hathi-manado.org; Internet: <http://www.hathi-manado.org/>

17ÈME SESSION DE LA COMMISSION DES NATIONS UNIES SUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE (CSD-17):

La CSD-17 se déroulera du 4 au 15 mai 2009 à New York, États-Unis. Il s'agit d'une session sur les politiques et elle se concentrera sur les questions thématiques suivantes: l'agriculture, le développement rural, les terres, la sécheresse, la désertification et l'Afrique. Pour plus d'informations, contacter: Secrétariat DESA; tel: +1-212-963-8102; fax: +1-212-963-4260; e-mail: dsd@un.org; Internet: <http://www.un.org/esa/sustdev/csd>

34ÈME CONFÉRENCE INTERNATIONALE DU WEDC - EAU, ASSAINISSEMENT ET HYGIÈNE: DÉVELOPPEMENT DURABLE ET APPROCHES MULTISECTORIELLES:

Cette conférence se tiendra du 18 au 22 mai 2009 à Addis Abeba, Éthiopie. La Conférence internationale du Centre de développement et d'ingénierie de l'eau (WEDC) est une plateforme globale pour les praticiens, les décideurs, les universitaires et les chercheurs qui sont à la pointe des innovations dans le domaine de l'eau et de l'assainissement dans les pays en développement.

Pour plus d'informations, contacter: Martine Morton;
e-mail: m.c.morton@lboro.ac.uk; Internet: <http://www.wedconference.co.uk/>

CONFÉRENCE DU PNUE SUR LE RENFORCEMENT DE LA GOUVERNANCE DE L'EAU DOUCE TRANSFRONTALIÈRE: LE DEFI DE LA DURABILITE ENVIRONNEMENTALE: Cette conférence se déroulera du 20 au 22 mai 2009 à Bangkok, Thaïlande. Son principal objectif est d'identifier les défis et les opportunités dans la gouvernance de l'eau douce, et établir les actions prioritaires pour des améliorations. Pour plus d'informations, contacter; Bakary Kante, Division du droit et des conventions sur l'environnement, tel: +254-20-762-4011, fax: +254-20-762-4300; e-mail: bakary.kante@unep.org; Internet: <http://www.unep.org/environmental-governance/Events/StrengtheningTransboundaryFreshwaterGovernance/tabid/475/language/en-US/Default.aspx>

SEMAINE INTERNATIONALE DE L'EAU 2009: Cette réunion sera organisée du 16 au 22 août 2009 à Stockholm, Suède, par l'Institut Stockholm international de l'eau (SISI). La session 2009 de cet événement annuel sera organisée autour du thème «Répondre aux changements globaux: Accès à l'eau pour le bien commun». Pour plus d'informations, contacter: tel: +46-(0)8-522-139-60; fax: +46-(0)8-522-139-61; Internet: <http://www.worldwaterweek.org/>

FORUM MONDIAL DE L'EAU URBAINE 2009: Ce forum qui se déroulera du 18 au 21 août 2009 à Incheon, Corée, servira de plateforme pour discuter des solutions possibles aux questions liées à l'eau résultant de la pollution de l'eau, du changement climatique et du développement urbain. Pour plus d'informations, contacter: le Secrétariat de WCWF, tel: +82-32-850-5680; fax: +82-32-850-5689; e-mail: info@wewf2009.org; Internet: www.wewf2009.org

8EME ASSEMBLEE SCIENTIFIQUE DE L'IAHS ET 37EME CONGRES DE L'IAH: Cette conférence conjointe se tiendra du 7 au 12 septembre 2009 à Hyderabad, Inde. L'Assemblée scientifique de l'Association internationale des services hydrologiques (IAHS) examinera le thème «l'Eau, une ressource vitale sous pression – Comment la science peut-elle aider?», tandis que le Congrès de l'Association internationale des hydrogéologues (IAH) se penchera sur «le développement et la gestion durables des ressources en eau douce dans les terres rocheuses». Pour plus d'informations sur l'Assemblée scientifique de l'IAHS, contacter: P. Rajendra Prasad, vice-président IAHS et organisateur de la 8^e Assemblée scientifique de l'IAHS, tel: +91-891-257-5500; e-mail: ahivisakha@hotmail.com ou rpatury@yahoo.com; Internet: <http://www.appliedhydrology.org/iahs>; et pour plus d'informations sur le Congrès de l'IAH contacter: Shammy Puri, tel: +91-40-2343-4626; fax: +91-40-2343-4651; e-mail: ShammyPuri@aol.com; Internet: <http://www.appliedhydrology.org/iahs>

L'EAU, LA DIVERSITÉ CULTURELLE ET LE CHANGEMENT ENVIRONNEMENTAL GLOBAL: LES TENDANCES ÉMERGEANTES, AVENIRS DURABLES?: Cette conférence se tiendra du 1er au 3 octobre 2009 à Kyoto, Japon. Elle est organisée conjointement par UNESCO-IHP, l'Institut de Recherche pour l'Humanité et la Nature, le Japon, et l'Université des Nations unies. Pour plus d'informations, contacter: Lisa Hiwasaki; e-mail: l.hiwasaki@unesco.org; Internet: <http://typo38.unesco.org/en/themes/ihp-water-society/water-and-cultural-diversity.html>

15^e CONFÉRENCE DES PARTIES À LA CCNUCC ET 5^e RÉUNION DES PARTIES AU PROTOCOLE DE KYOTO: La CdP-15/CCNUCC et la CdP/RdP-5 sont prévues du 7 au 18 décembre à Copenhague, Danemark. Ces réunions coïncideront avec la 31^e réunion des organes subsidiaires de la CCNUCC. Dans le cadre de la «feuille de route» adoptée à la Conférence des Nations unies sur le changement climatique de Bali en décembre 2007, la CdP-15 et la CdP/RdP-5 devront finaliser un accord-cadre pour la lutte contre le changement climatique au-delà de 2012 (lorsque vient à terme la période du premier engagement au titre du Protocole de Kyoto). Pour plus d'informations, contacter: Secrétariat de la CCNUCC; tel: +49-228-815-1000; fax: +49-228-815-1999; e-mail: secretariat@unfccc.int; Internet: http://unfccc.int/meetings/unfccc_calendar/items/2655.php?year=2009

SIXIÈME FORUM MONDIAL DE L'EAU: Le prochain Forum mondial de l'eau aura lieu en mars 2012. Pour plus d'informations, contacter: le Conseil mondial de l'eau ; tel: +33-49-199-4100; fax: +33-49-199-4101; e-mail: wwc@worldwatercouncil.org; Internet: <http://www.worldwatercouncil.org>

GLOSSAIRE

AMCOW	Conseil des ministres africains chargés de l'eau
AOD	Aide officielle au développement
APWF	Forum Asie Pacifique de l'eau
BAD	Banque asiatique de développement
CENUE	Commission économique des Nations unies pour l'Europe
CME	Conseil mondial de l'eau
CPWC	Programme de coopération sur l'eau et le climat
DSI	Direction générale des travaux hydrauliques de l'Etat (Turquie)
GIRE	Gestion intégrée des ressources en eau
GIZC	Gestion intégrée des zones côtières
IWC	Consensus d'Istanbul sur l'eau
OCDE	Organisation pour la coopération et le développement économique
ODM	Objectifs de développement du millénaire
OMM	Organisation météorologique mondiale
PNUE	Programme des Nations unies pour l'environnement
UNESCO	Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science, et la culture
UNESCO-IHP	Programme hydrologique international de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science, et la culture
UNSGAB	Conseil consultatif pour l'eau et l'assainissement auprès du Secrétaire général des Nations unies
WASH	Eau, Assainissement et Hygiène
WWDR-3	Troisième Rapport mondial sur la mise en valeur des ressources en eau



Le personnel du Secrétariat a posé pour une photo à la fin du Forum